

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
MUTILÉ DE LA GUERRE
DANS L'INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 juin 1917, à 1 heure 1/2 de l'après-midi

PAR

Jean-Baptiste FAURÉ

Décoré de la Croix de guerre (Armée)

Président : M. R. JAY, professeur

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
CAPITANT, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1917

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
MUTILÉ DE LA GUERRE
DANS L'INDUSTRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 juin 1917, à 1 heure 1/2 de l'après-midi

PAR

Jean-Baptiste FAURÉ

Décoré de la Croix de guerre (Armée)

Président : M. R. JAY, professeur

Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
CAPITANT, professeur

PARIS

JOUBE & Co, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1917



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE
FELIX FAURÉ

Caporal au 3^e zouaves, tué à l'ennemi

LE
MUTILÉ DE LA GUERRE
DANS L'INDUSTRIE

INTRODUCTION

La guerre la plus atroce et la plus meurtrière que le monde ait connue, doit nécessairement produire, dans chaque pays belligérant, des troubles graves sur le terrain juridique et économique, et poser des problèmes nouveaux.

C'est ainsi que toute une catégorie d'hommes se place au premier plan de notre attention : ce sont les mutilés de la guerre.

Ils s'imposent d'abord à notre cœur pour des raisons sentimentales. Ils vivront sous nos yeux, comme la preuve des malheurs passés. Ils rappelleront la grandeur du sacrifice de la Patrie. Ils demeureront comme l'incarnation de la France meurtrie, qui doit les entourer de pitié, de respect et d'affection.

Ils s'imposent d'autant plus à notre sympathique attention que leur nombre est considérable, par

suite de la durée et de l'ardeur de la lutte, des armes employées et de la puissance des effectifs.

Il n'est pas encore possible de donner de chiffres ; mais les mutilés de la guerre sont nombreux. Leur existence seule nous met en face d'un problème aussi complexe que grave.

Le législateur, qui a la charge des intérêts de la nation, se trouve déjà en présence de sérieuses difficultés.

Bien plus, à la conclusion de la paix, la France aura à supporter des charges écrasantes. Les efforts du Parlement et du Gouvernement devront tendre à augmenter la richesse nationale et les moyens industriels pour lutter avec avantage sur le nouveau marché du monde, tel que vont le créer les événements.

La main-d'œuvre sera bien diminuée ; les usines actuelles ne retrouveront qu'une partie de leurs ouvriers et il faut prévoir la création de nouvelles usines.

C'est en s'inspirant de cette idée, que le Comité des Forges de France, écrivait, dans une circulaire en date du 24 novembre 1916 : « La question des blessés et des mutilés de la guerre et de la place à leur faire, aussi large que possible, dans l'activité laborieuse du pays, dont il s'agit de maintenir et de renforcer les forces productives, est l'un des problèmes qui préoccupent plus particulièrement l'in-

dustrie qui a pour vivre besoin avant tout de main-d'œuvre. Cette question se pose à la fois sur les terrains les plus divers : rééducation, placement, emploi, accidents de travail, etc... Elle soulève de graves problèmes à chacun desquels il faut une solution. L'initiative privée a donné, en ce sens, l'effort le plus généreux. »

Pour prévenir les dangers qui menacent notre industrie, il faut que, dès cette heure, les pouvoirs publics et les initiatives privées se liguent pour rendre à la vie industrielle le plus grand nombre possible d'ouvriers blessés ou mutilés, et cela non au hasard, mais dans les fonctions mêmes qu'ils occupaient avant leur blessure ou mutilation, et, à défaut, dans un emploi approchant et tout au moins aussi rémunérateur.

Le 14 juin 1916, au siège de l'Union des Industries métallurgiques et minières, M. Métin, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, disait : « Vous savez comment, à l'origine, est seule intervenue, en faveur des mutilés, la bienfaisance privée ; elle a rendu les plus grands services ; elle en rendra encore, puisque nous l'associons à tous nos efforts. Il convient cependant d'éviter la dispersion des efforts et une dépense excessive. Il faut donc, à la fois, coordonner les résultats obtenus et en généraliser l'application sur tout notre territoire. »

Et plus loin, le ministre disait : « Les faits actuels

parlent d'eux-mêmes et je serais injuste à l'égard de mes auditeurs si j'insistais sur le côté humanitaire de notre entreprise. Nos convictions sont faites sur ce point et tous nous sommes animés des mêmes sentiments à l'égard des mutilés. Quant à l'intérêt bien compris de l'industrie nationale, il est, en l'espèce, tellement évident que vous n'hésitez pas, j'en suis convaincu, à nous apporter, pour cette œuvre de justice et de relèvement national, votre concours actif et éclairé. »

Ici, en effet, la charité et l'intérêt marchent du même pas et font appel d'abord à la science, car la première question à résoudre est la rééducation professionnelle des mutilés.

Il faut redonner au mutilé sa capacité productive, son salaire, le rendre à son métier, en un mot, lui reconstituer sa vie normale de travailleur.

Après l'avoir ainsi guidé, réadapté, il conviendra de lui ouvrir la porte des usines. Et, ici, apparaît la grosse question de l'organisation du placement des mutilés. La solidarité française n'a pas été un vain mot. Les industries ont fait largement appel aux mutilés, sachant que le meilleur réconfort qu'on puisse apporter aux glorieux blessés est la dignité dans le travail. Mais doit-on en rester là ? Ne doit-on pas envisager l'emploi obligatoire des mutilés.

De plus, il ne faudra pas abandonner le mutilé à l'usine. Il importe de l'y suivre, de le soustraire au

surmenage, de lui assurer un salaire normal, de veiller à sa sécurité, quand la lutte économique reprendra dans toute son âpreté.

Il faudra enfin le suivre à son départ de l'atelier, si un accident du travail vient l'y frapper, aggravant l'incapacité résultant de sa blessure. Et ici se place une délicate modification apportée à la loi du 9 avril 1898.

Comme on le voit par ce rapide exposé, la question des mutilés de la guerre est complexe. Mais quelle œuvre pourrait être plus belle et plus utile à accomplir que le reclassement des mutilés dans le monde du travail ?

Nous nous proposons, dans cette thèse, d'examiner ce qui a été fait et ce qui reste à faire.

Nous étudierons le mutilé à toutes ses étapes dans la vie industrielle, et, pour l'étude des nombreux problèmes qui vont se poser, nous diviserons notre ouvrage en quatre parties :

1° La rééducation ;

2° Le placement ;

3° Au travail ;

4. Accidents du travail, maladie et invalidité.

Est-il besoin de dire qu'en nous préoccupant du sort et du bien-être des mutilés, nous nous inquiétons aussi des intérêts légitimes du patronat, de la prospérité de notre industrie, de notre renouveau économique et de la grandeur de la France. Avec M. le

député Durafour, nous disons qu'il faut faire ici « œuvre nationale et bien française, œuvre de fraternité humaine, d'équilibre social, de concorde entre les travailleurs, mais œuvre entière de prévoyance économique, puisqu'elle touche de près à cette organisation du marché du travail, qui sera la grande préoccupation et le grand devoir de demain » (1).

1. Rapport de M. Durafour sur les propositions de lois Pressemane et Viollette (Chambre des députés, session de 1916, n° 2486, p.).

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE

I. — La situation des mutilés avant la guerre actuelle

Dans les conflits armés qui ont précédé la guerre actuelle, les soldats qui revenaient mutilés des combats ne prenaient plus d'une façon générale leur place dans le monde du travail.

On ne peut citer dans le sens contraire que l'initiative d'un Président du Parlement, Pomponne de Belière. En 1657, ce magistrat voulait qu'en plus du gîte et de la nourriture, les mutilés trouvent dans leur asile un travail approprié à leur état. L'idée était noble, mais, le plus souvent, ces mutilés ne pouvaient pas ou ne voulaient pas travailler ; ils demeuraient à la charge de leur famille ou de leur pays. Les armées étaient alors d'effectifs fort réduits comparativement aux contingents de la guerre actuelle, où les nations tout entières se battent contre les nations. et la question des mutilés ne se posait pour ainsi dire pas.

Tout près de nous encore, les soldats n'étaient que

des professionnels. Une fois mutilés sans métier autre, ils n'aspiraient plus qu'à devenir les hospitalisés des Invalides.

C'est dans le courant du xix^e siècle seulement que la plupart des nations ont pris des mesures pour faire des blessés graves des travailleurs à nouveau. Comme nous le verrons, ce sont les pays scandinaves surtout qui ont montré la voie.

En France, si nous consultons la législation, nous voyons qu'une seule loi s'est préoccupée au siècle dernier des mutilés de la guerre. Cette loi, votée en 1831, a institué la pension de réforme, pension strictement suffisante pour mettre l'incurable à l'abri du besoin et lui procurer du pain.

Cette loi a donné lieu, dès son application, à des discussions très vives sur son principe même, car certains y virent la consécration de la théorie de l'infirme devenu simplement une charge pour la société. A la date où nous écrivons au milieu de l'horrible mêlée, il est certain que cette loi de 1831 apparaît comme bien peu de chose pour régler le sort de l'armée des invalides. Elle apparaît de plus en plus inacceptable dans son principe et impuissante dans ses effets. Tout est à faire, car il ne peut être question de mettre seulement hors de la misère la foule immense des mutilés.

II. — Les campagnes de presse en faveur de la rééducation professionnelle

Dans les premiers mois de 1915, tout le monde en France a compris qu'il y avait autre chose à faire de plus grand et de plus noble, pour les mutilés, qu'il fallait les mettre en mesure de gagner eux-mêmes largement leur vie et celle de leur famille.

Le problème de la rééducation des mutilés a été ainsi posé.

Nous ne nous attarderons pas à féliciter l'un ou l'autre au milieu des malheurs actuels, et à délimiter la part de chacun, dans une œuvre à laquelle tous ont apporté un égal dévouement.

Nous devons cependant indiquer quelques-unes des initiatives les plus intéressantes et les plus louables.

La presse, dès les premiers mois de la guerre, a mené, en faveur des invalides, une énergique campagne. C'est ainsi que le 18 décembre 1914, M. Maurice Barrès écrivait dans *l'Echo de Paris* : « Nous voulons assurer aux glorieuses victimes de la défense nationale l'exercice d'une profession compatible avec les infirmités ou les mutilations que la guerre leur a values. C'est-à-dire que nous entendons créer, entretenir, subventionner toutes œuvres d'appren-

tissage et de placement utiles aux estropiés, à tous ceux que la victoire va laisser infirmes.

« Il est utile dès maintenant que nous soyons informés du nombre et du genre d'amputations opérées, de l'origine des mutilés, de leurs occupations et métiers avant la guerre, de leurs ressources et, dans la mesure du possible, de leurs intentions. »

Le 8 février 1915, M. Barrès écrivait encore : « Le mutilé risque d'être un solitaire qui n'a pas le goût des thébaïdes. Le remède de cette situation morale douloureuse c'est le travail. Le blessé grave, le mutilé, peut et doit travailler. Il le doit plus qu'un homme valide. Il le pourra si nous l'aidons... Le principe est clair : il faut maintenir le moral des mutilés et ajouter à leur pension un salaire professionnel. Il faut les mettre à même de travailler et leur trouver du travail :

1° En leur donnant immédiatement un appareil perfectionné et bien adapté ;

2° En les réadaptant au travail et en les rééduquant dans les ateliers et écoles professionnelles que nous créons ;

3° En assurant leur placement dans les divers corps de métier auxquels ils sont propres. »

Et le 20 mai 1915, toujours dans *l'Echo de Paris*, M. Barrès écrivait : « Posons d'abord avec une vigoureuse énergie le principe qui doit tout dominer. Beaucoup de mutilés sont hantés par la crainte

injustifiée et déraisonnable de voir l'Etat supprimer ou diminuer leur pension, s'ils obtiennent par le travail un salaire équivalent à leurs salaires antérieurs. Eh bien, qu'ils se rassurent. Qu'il soit bien entendu et bien souligné, que le droit du mutilé à une rente de l'Etat est devenu imprescriptible et sacré. »

M. Brioux, de son côté, entreprenait une ardente campagne en faveur des soldats aveugles.

M. A.-L. Bittard, auteur du beau livre *les Ecoles de blessés* (1) écrivait à son tour : « De toutes nos forces vives, celle que nous avons le plus sacrifiée à la douloureuse conquête de la paix, celle qui restera aussi notre meilleur instrument de relèvement, c'est sans contredit notre admirable armée du travail, devenue pour de longs mois notre armée de défense et de victoire... Aussi bien n'a-t-on pas besoin de chiffres pour être trop certain d'une crise de la main-d'œuvre, disons mieux d'une crise de la production, car la mort a fauché dans tous les rangs. Cette crise essentielle, s'il faut des années et peut-être la montée de générations nouvelles pour la résoudre, nous avons le désir d'en restreindre dès maintenant l'étendue, autant qu'il est en notre pouvoir, d'en conjurer s'il se peut la gravité, en conservant ou en rendant au travail le plus grand nombre des invalides que la

1. Félix Alcan. Paris, 1917.

guerre lègue à la paix. Ce faisant, nous restreindrons une perte et, en même temps, nous ajouterons aux réparations que le blessé recevra de la nation, le don d'un avenir meilleur de travail, de sécurité et de dignité. C'est toute la noble raison d'être de cet admirable mouvement de solidarité qui a porté la nation tout entière vers la rééducation professionnelle.» (1)

M. Thierry-Cazes, député, écrivait dans le même sens : « A la cessation des hostilités, la vie économique va reprendre dans toute son intensité. Il faut que la France soit prête pour cette nouvelle lutte. Elle va se trouver en présence d'un manque de main-d'œuvre. Il faut donc rendre à l'industrie le plus d'ouvriers possible. A côté de l'intérêt du mutilé, à qui il faut redonner son salaire, son aptitude, sa dignité morale de travailleur, il y a l'intérêt national. En premier lieu, il faut rééduquer le mutilé (2) ».

Nous citerons aussi les fières paroles du général Goetschy : « Il faut faire entrevoir aux mutilés qu'il y a encore pour eux une vie valant la peine d'être vécue ; leur persuader qu'après avoir sacrifié une partie d'eux-mêmes à défendre la patrie, il leur reste encore un devoir à remplir : celui de travailler à la résurrection économique de la France, qui, après cette terrible crise, n'aura pas trop du labeur

1. *L'Œuvre économique*, 25 février, 1917, p. 107.

2. Une œuvre à accomplir. *Les Mutilés de la guerre* (La France militaire du 7 février 1917).

de tous ses enfants pour retrouver sa richesse et sa prospérité » (1).

Celles-ci, du D^r G. Borne : « Que va-t-on faire pour les estropiés et les mutilés de la guerre ? Il n'y a pas de plus grand malheur pour un être humain que l'impossibilité de travailler et de gagner sa vie et celle des siens... Aussi, pour ne pas avoir recours aux expédients et devenir la proie de l'alcoolisme et de la mendicité avant de tomber dans la déchéance finale, le mutilé a besoin de suite auprès de lui d'éducateurs, de rééducateurs, de vrais soutiens de son infortune » (2).

M. Lebey, député, écrivait : « L'une des conséquences de la guerre actuelle est d'avoir créé *une catégorie ouvrière nouvelle* : celle des blessés et mutilés de la guerre, susceptibles de reprendre l'exercice de leurs professions, ou, après une rééducation professionnelle, d'exercer un métier, et de contribuer à l'œuvre de la régénération et du développement économique de la France » (3).

Et M. Souchon, professeur à la Faculté de Droit de Paris, secrétaire général du Comité de Paris de la Fédération Nationale des mutilés, disait, s'occupant des résultats déjà obtenus, dénonçant l'urgence de

1. *La Rééducation des mutilés de la guerre* (La Réforme sociale, 1-16 mars 1916, p. 228).

2. *De la rééducation et de la réadaptation au travail des blessés et des mutilés de la guerre*. Masson et C^{ie}, Paris, 1915.

3. Proposition de loi Lebey. Chambre des Députés, 1915, n° 1126.

cette grande œuvre que la France doit accomplir : « Le temps presse. Il est dangereux de ne pas commencer les rééducations dès que les mutilés sont guéris » (1).

Toutes ces citations montrent à quel point d'une façon unanime en France, cette question de la rééducation des mutilés s'imposait à l'attention de tous.

III. — Les initiatives privées

A la suite de cette campagne de presse, et pour ainsi dire presque parallèlement avec elle, tant tout le pays avait le sentiment profond qu'il fallait s'employer à la réadaptation au travail de nos mutilés, ont surgi bien des initiatives privées.

Nous devons mentionner les principales et leur rendre hommage :

D'abord l'Association pour l'assistance aux mutilés pauvres, dont le Président est M. Bourlon de Sarty. Ce dernier a eu une idée fort intéressante. Il a créé une caisse de prêts destinée à avancer, sans intérêts, au mutilé rééduqué l'argent nécessaire pour s'établir.

Nous citerons également les efforts faits par d'autres sociétés, telles que l'Aide immédiate, l'Association Nationale des mutilés, les Blessés au travail, la Société Nationale de secours mutuels des mutilés, l'Union des Colonies étrangères, etc...

1. *La Remise au Travail des Mutilés*, p. 14.

Rendons hommage aussi aux Chambres de commerce, aux Associations syndicales, aux groupes privés, qui ont essayé de passer de la théorie à la pratique.

Le 30 juin 1916, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières écrivait, dans une lettre circulaire à ses adhérents :

« Nous vous demandons instamment d'examiner les moyens pratiques de constituer dans vos établissements les ateliers spéciaux de réapprentissage... Nous vous signalons également l'appel fait à votre concours en vue d'organiser l'emploi des mutilés dans les diverses industries. Il s'agit, en remplissant suivant le mode indiqué les bulletins établis par le ministre du Travail, d'une part, de permettre à l'Office National de tracer les cadres généraux du réemploi correspondant aux diverses mutilations ; d'autre part, de réunir des faisceaux d'exemples vivants, qui, mis sous les yeux du mutilé, l'encourageront dans la voie du travail. Avant la guerre, en effet, le travail industriel avait ses mutilés qui ont pu souvent reprendre un poste à l'atelier ou à l'usine. »

Les Etablissements Schneider, la grande Société industrielle française s'est également préoccupée, dès les premiers jours, du sort de ses mutilés et a chargé les docteurs attachés à ses services au Creusot d'établir, après enquête et étude, tout un plan

organisant la rééducation et la réadaptation au travail de ses ouvriers mutilés.

A cette heure, 200 mutilés de la guerre sont réoccupés aux Etablissements Schneider et plusieurs dans les emplois qu'ils remplissaient avant la guerre.

Dans beaucoup de départements, l'initiative privée a fondé des écoles pour les mutilés. Nous ne pouvons les analyser toutes. Cent cinquante environ existent et fonctionnent à cette heure.

Parmi elles mentionnons :

Le Centre de rééducation du Comité d'Assistance aux invalides et mutilés de la guerre de Limoges, créé par la Chambre de commerce (160 places) ;

Le Centre similaire de Tours, créé par la Société d'Assistance aux convalescents militaires (100 places) ;

L'Ecole de rééducation professionnelle Beauregard, créée à Antibes par les Femmes de France (25 places) ;

L'Œuvre Orléanaise de rééducation et de placement des mutilés (80 places) ;

L'Ecole Victor Vassal d'Oran, créée par les Femmes de France (150 places) ;

L'Ecole Jouraud à Rouen, créée par la Chambre de commerce (150 places) ;

L'Ecole des blessés de la guerre de Nîmes (44 places) ;

Le Comité d'aide aux soldats sarthois mutilés, créé par la Chambre de commerce ;

L'Œuvre de rééducation professionnelle d'Albi, créée par la Chambre de commerce ;

Les Ecoles de Commerce de Thiers, Clermont-Ferrand, Roanne, Angers, Marseille, Cluny, Oyonnax, Le Havre, Cherbourg, Agen ont pris également l'initiative de créations intéressantes.

Nous devons nous arrêter plus longtemps aux deux œuvres suivantes :

1° La Fédération Nationale d'Assistance aux mutilés des armées de terre et de mer ;

2° Les Ecoles de blessés de Lyon.

La Fédération Nationale a été créée sur l'initiative de M. Maurice Barrès. La souscription, en sa faveur, ouverte par *l'Echo de Paris*, s'élève à plus de 2.500.000 francs.

Le Correspondant a publié dans son numéro du 25 avril 1917 une intéressante enquête sur l'origine, le fonctionnement et les bienfaisants résultats de cette œuvre.

La Fédération, dont le siège est à Paris, 63, avenue des Champs-Élysées, est présidée par M. Maurice Barrès. Elle comprend un Comité de Paris, ayant à sa tête M. Barthou, et 31 associations de province affiliées.

La Fédération poursuit un triple but : la prothèse, la rééducation professionnelle et le placement.

Pour démontrer les excellents résultats obtenus par la Fédération, nous nous bornerons à reproduire

la statistique publiée par M. Keufer, vice-président du comité de Paris.

« Service de prothèse :

La Fédération a fait don à ce jour de :

2.789 appareils :

936 paires de chaussures orthopédiques ;

Rééducation :

364 mutilés sont dans les ateliers de la Fédération

Placement :

Mutilés inscrits à ce jour..... 5.063

Mutilés placés à ce jour..... 3.324 (1)

En ce qui concerne plus particulièrement les ateliers de la Fédération, M. Masson, président d'honneur du Comité de Paris, écrit :

« Le Comité de Paris a ouvert, d'abord, quai de la Rapée, n° 28, une maison où quatre-vingts internes sont logés, nourris, blanchis, chauffés, éclairés et touchent entièrement leur allocation. Ils sont formés au métier de cordonnier et de tailleur, ou, s'ils ont un commencement d'instruction, suivent des cours préparatoires à des emplois de bureau ou de commerce, ou à des fonctions administratives. Une durée de huit mois est nécessaire pour l'éducation des cordonniers et des tailleurs ; quatre mois suffisent en général pour les employés.

« A la maison ouverte au n° 140 des Champs-

1. *Le Correspondant*, 25 avril 1917, p. 300 et 301.

Elysées, 80 pensionnaires pourront trouver place dans les écoles de bourrellerie, de cordonnerie, de dessin industriel.

« Dans l'externat des Epinettes, M. Kula a installé d'admirables écoles pour ferblantiers et pour ajusteurs mécaniciens ; des écoles pour tailleurs et pour cordonniers y ont été adjointes. Les externes touchent de la Fédération 3 fr. 50 par jour, et de l'Etat ils ont l'allocation de 1 fr. 70. La durée de la rééducation n'excède pas six mois. Le total des salaires versés en une année, de juillet 1915 à juillet 1916, a été de 110.840 francs.

« Dans des conditions analogues fonctionne le service d'éducation ou de perfectionnement pour emplois de bureau à l'Institut administratif et à l'Ecole Pigier ; grâce à la collaboration de la Chambre syndicale de la bijouterie fantaisie, deux ateliers ont été montés où, en huit mois, 70 mutilés ont acquis un métier qui leur assure un salaire de début de 5 francs. Enfin, aux frais de M. François Carnot, un atelier de jouets a été ouvert avenue Montespan, où 24 mutilés sont formés à être contremaîtres d'une grande école qui comprendra 150 places » (1).

Les résultats de la Fédération sont dus ajoute M. Masson aux efforts accomplis « par les collaborateurs de M. Maurice Barrès, en particulier, par le

1. *Le Correspondant*, 25 avril 1917, p. 286 et 287.

secrétaire général du Comité de Paris de la Fédération, M. Souchon, qui a développé l'une après l'autre chacune des branches et trouvé chaque fois à mettre l'homme qu'il fallait à sa juste place » (1).

Un décret du 27 avril 1916 a reconnu comme établissement d'utilité publique la Fédération Nationale d'Assistance aux mutilés et lui a ainsi permis de recevoir des dons et des legs.

Les deux Ecoles de blessés de Lyon, affiliées à la Fédération Nationale des mutilés, sont l'œuvre de M. Herriot, maire de cette ville et vice-président de la Fédération. Voici comment le Dr Borne décrit la plus ancienne :

« L'Ecole des blessés de Lyon est située, 41, rue Réchais, dans un ancien couvent acheté par la ville. La maison est entourée d'un vaste jardin clos de murs. Le 16 décembre 1914 l'établissement ouvrait ses portes à 3 mutilés après entente avec le ministre de la Guerre qui accorde 3 fr. 50 par jour et par homme hospitalisé. A l'heure actuelle l'école rassemble 93 élèves, 85 internes et 8 externes. Ils viennent des dépôts de convalescents. Avant d'entrer dans l'établissement, ils vont passer huit jours dans leur famille ; ce n'est qu'après un choix minutieux physique et moral et après s'être mis d'accord avec les leurs qu'ils sont reçus, ayant pris la décision de

1. *Le Correspondant*, 25 avril 1917, p. 286 et 287.

s'interner pour apprendre un métier. On compte parmi eux une quinzaine d'hommes mariés. En deux mots l'installation intérieure de l'œuvre réunit toutes les conditions d'hygiène et de sécurité matérielle. Des terrains de jeux physiques ont été aménagés pour permettre aux hommes de rééduquer leurs membres valides et malades. Ils en usent avec joie.

« Minimum de statuts, de comités, de personnel et de commissions administratives pour aller vite et bien...

« L'Ecole comprend les enseignements suivants :

1^o Comptabilité et cours de commerce : 25 élèves. Professions antérieures : charbonnier, maçon, teinturiers, cuisiniers, modeleurs, vignerons, ajusteurs, plombiers, cultivateurs ;

2^o Tailleurs : 18 élèves. Professions antérieures : cultivateurs, bouchers, maçons, couteliers, camionneurs, caoutchoutiers ;

2^o Cordonniers : 25 élèves. Professions antérieures : cultivateurs, mineurs, maçons, chauffeurs d'automobiles, peintres, plâtriers ;

4^o Menuisiers : 15 élèves. Professions antérieures : cultivateurs, terrassiers, métallurgistes, cheminots, tisseurs ;

5^o Relieurs, brocheurs : 16 élèves. Professions antérieures : cultivateurs, charpentiers, coiffeurs, mineurs, tisseurs.

« M. Herriot vient de créer une organisation mer-

veilleuse qui sera fertile en résultats. Il faut suivre son exemple et celui des œuvres scandinaves... l'Ecole professionnelle avec internat et externat reste le type indispensable à créer, telle que je l'avais décrite, telle que nous la voyons instituée à Lyon » (1).

Nous emprunterons à M. Herriot lui-même les renseignements concernant la seconde :

« Notre deuxième école, plus largement disposée dans le magnifique clos de Tourvielle, comprend tout d'abord : l'atelier de menuiserie, l'atelier de tailleurs et l'atelier de cordonnerie, classiques désormais dans toute formation de rééducation. Aucune profession ne convient mieux que la cordonnerie à ces ouvriers, d'origine agricole pour la plupart, dont l'ambition légitime est de retourner au pays natal. Plusieurs de nos anciens pensionnaires sont déjà réinstallés dans leur village ; leurs lettres nous prouvent qu'ils y ont trouvé l'aisance et la considération. Une section d'horticulture se consacre spécialement à l'étude de la taille des arbres, à la production des primeurs et des fleurs ; elle fournira d'excellents jardiniers de maison bourgeoise.

« Tous nos élèves, quelle que soit leur nouvelle occupation, sont soumis à une instruction générale.

1. Dr Borne, *la Rééducation et la réadaptation au travail des blessés et des mutilés de la guerre*, déjà cité.

L'instituteur nous paraît être la pierre angulaire de toute école de mutilés. Pour les plus actifs d'esprit, nous avons fondé un cours de télégraphie sans fil qui réussit à merveille. Nous offrirons à la Marine et aux colonies d'excellents agents.

« Enfin nous avons tenu à ouvrir, au centre même de notre établissement, une Ecole de prothèse. Tous ceux qui se sont occupés des mutilés savent combien est difficile à résoudre le problème des appareils orthopédiques. A Tourvielle, nous avons pu commencer une fabrication dont les premiers résultats apparaissent très encourageants. Le mutilé devient orthopédiste. Est-il rien de plus logique et de plus utile tout à la fois ? (1) »

Nous arrêterons là notre revue de l'initiative privée. Elle était simplement nécessaire pour montrer l'élan de générosité qui s'est manifesté en France en faveur de nos glorieux blessés.

Les résultats obtenus sont des plus satisfaisants.

N'oublions pas que ces œuvres ont été aux prises avec de grosses difficultés qui, pour la plupart, ont été surmontées. Il a pu y avoir des erreurs. En tous cas, sachons profiter de leur expérience et rendons-leur le juste tribut de notre reconnaissance.

1. *Le Correspondant*, 25 avril 1917, p. 292 et 293.

IV. — L'œuvre des pouvoirs publics

Si, dès les premiers jours de la guerre, une belle émulation a poussé les chambres de commerce, les syndicats, les particuliers à établir pour les invalides de la guerre, des ateliers de rééducation professionnelle, il faut reconnaître que parallèlement les pouvoirs publics ne se sont pas désintéressés de la question.

Dès le 6 avril 1915, le Ministre de l'Intérieur instituait une commission, sous la vice-présidence du Directeur de l'Assistance et de l'hygiène publique pour régler l'organisation des centres professionnels destinés à la rééducation des blessés de la guerre, mutilés et estropiés.

L'œuvre était difficile à mettre sur pied, par suite de la complexité des rouages de notre administration et des divers services compétents. Cependant un accord général s'établissait entre les nombreux ministères intéressés : Travail, Intérieur, Guerre, Marine, Commerce, Agriculture, Instruction publique.

Des instructions étaient données aux Préfets, Conseils Généraux, Municipalités, Commissions administratives des hospices, leur recommandant la création d'urgence d'écoles de rééducation professionnelle.

Le 14 juin 1916, au siège de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, M. Métin, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, prononçait une allocution dans laquelle il montrait toute l'importance que le Gouvernement avait attachée aux problèmes des mutilés et principalement à leur réadaptation au travail. Le Ministre, au surplus, donnait les résultats déjà acquis, et signalait notamment l'exemple de l'Inspection des Forges de Toulouse, qui, avec le concours du service de santé, avait admis dans les usines dépendant d'elle 201 ouvriers mutilés rééduqués.

L'œuvre la plus importante que l'Etat ait entreprise et menée à bonne fin, est la création de l'Ecole de Saint-Maurice pour la rééducation professionnelle, sans préjudice de toutes les écoles similaires qui ont reçu des subventions du Ministère de l'Intérieur.

L'Ecole de Saint-Maurice a ouvert ses portes dès le 1^{er} mai 1915. Elle a pleinement réussi. Durant la première année de fonctionnement, 500 élèves ont été inscrits tant à Saint-Maurice qu'à l'annexe de la rue Rondelet, et 130 à leur sortie ont trouvé une place. Elle est dirigée par M. le Dr Bourillon, l'un des premiers initiateurs de la rééducation professionnelle en France.

Dans son discours à la tribune du Sénat, le 16 mars 1917, M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat au Service de Santé, a examiné les autres efforts faits

par ses services, dans le but à la fois de refaire des soldats ou de rendre au travail les hommes incapables de retourner au front :

Centres de physiothérapie (qui sont au nombre de 45), où sont mis en action les agents physiques : lumière, air chaud, bains, massage, etc..., la mécano-thérapie étant en déclin. Ecoles diverses : Centre agricole annexe de Versailles, Ecole dépendant du service de neurologie de la 17^e région. Ateliers de Troyes, de Martillac près Bordeaux, etc., etc.

Et M. Godart ajoutait, pour indiquer dans quel ordre le gouvernement s'employait à la rééducation de nos glorieux mutilés : « Suivons un amputé à sa sortie de l'hôpital chirurgical où il a été traité ; il est évacué de droit sur le centre d'appareillage le plus voisin de son domicile, il est ramené dans sa région et près de chez lui. Là, il est rééduqué fonctionnellement au service de physiothérapie, il est muni d'appareils conformes au modèle type. Enfin, il doit subir concurremment une rééducation professionnelle.

« D'une façon générale, dit notre Instruction du 31 août 1916, il faut poser comme premier principe qu'il y a lieu de faire tous ses efforts pour faire reprendre à l'intéressé sa profession antérieure.

« Ce principe admis, la rééducation professionnelle peut être envisagée de manières différentes. Si le mutilé peut faire la preuve qu'il a les moyens de

reprendre son travail, soit qu'il ait une profession libérale, soit qu'il travaille chez lui, soit qu'il soit demandé par un patron, on l'autorise à sortir immédiatement du centre d'appareillage, sans subir de rééducation préalable, le travail auquel il doit se livrer devant être considéré comme le meilleur mode de rééducation. Mais un mutilé peut être en mesure de prouver qu'il a trouvé du travail au siège même du centre d'appareillage. Il pourra, dit l'Instruction, tout en continuant sa rééducation fonctionnelle et son traitement physiothérapique, être autorisé à travailler chez son patron en attendant la confection de son appareil... Certains mutilés demandent parfois à être appareillés et à être rééduqués professionnellement par des Sociétés d'Assistance. Dans ce cas, les règles suivantes ont été prévues : les sociétés sont autorisées à recruter les blessés qu'elles veulent rééduquer, dès leur sortie de l'hôpital, sans qu'il soit besoin que ces mutilés passent par le centre d'appareillage dont ils dépendent. La société enverra à ce centre une fiche d'appareillage.

« Enfin il a fallu envisager l'hypothèse où le mutilé ne pourrait pas rentrer chez lui, certain qu'il est de ne pas trouver de travail, l'hypothèse où il ne pourrait pas être pris par un patron, l'hypothèse où il ne serait pas hospitalisé et rééduqué par une société d'assurance. Il a fallu alors organiser, au centre

même d'appareillage, le service de rééducation professionnelle.

« Que peut être le service de rééducation professionnelle ?

« Suivant les lieux et les concours, il se présente comme bien on pense, avec une certaine variété, le Service de Santé ayant cherché à utiliser tout ce qui existait. Là où des écoles existaient, les mutilés y ont été envoyés ; là où il n'y en avait point, le Service de Santé a organisé les ateliers nécessaires. Prenons deux exemples, Bordeaux et Paris.

« A Bordeaux, il y a l'Ecole normale pratique de rééducation professionnelle, créée par le ministre de l'Intérieur. Vingt ateliers y sont en pleine activité, le centre d'appareillage y envoie ses mutilés.

« A Paris, grâce encore à l'Union des Colonies étrangères, c'est dans le centre même du Service de Santé, à la Maison Blanche, qu'a été édifiée l'école industrielle et agricole.

« Quel a été le principal résultat de cette liaison intime, de cette coopération directe du Service de Santé et de la rééducation professionnelle ? C'est que les refus de rééducation professionnelle deviennent de plus en plus rares. Tous les entrants du dernier mois au centre d'appareillage de Montpellier, dit le rapport mensuel régional, ont accepté leur envoi à l'école professionnelle des mutilés avec empressement.

« Un rapport du Dr Gourdon, de Bordeaux, fait la même constatation. « Il y a quinze mois, dit-il, la majeure partie des mutilés était hostile à la rééducation professionnelle, soit qu'ils aient eu la crainte de voir diminuer leur droit à la pension, soit qu'ils n'aient pas eu confiance dans les résultats qu'on leur promettait, soit qu'ils aient compté sur l'Etat providence pour subvenir à leurs besoins futurs. A cette époque, la proportion des refus de rééducation, parmi ceux ayant vraiment besoin d'être rééduqués dépassait 80 o/o. L'influence décisive s'est manifestée par la création du service de rééducation professionnelle militaire. Ce service a permis d'avoir une action précoce et directe sur les mutilés, avant qu'ils aient subi des influences fâcheuses. En voici les résultats saisissants : deux mois après l'ouverture de ce service, les refus de rééducation s'étaient abaissés à 60 o/o. Actuellement cette proportion est de 1 o/o. »

Et M. Godart croyait pouvoir conclure : « Aussi pouvons-nous dire, que présentement un nombre infime de blessés justiciables d'une rééducation professionnelle, échappent à celle-ci (1) ».

Nous verrons que l'affirmation de M. Godart était téméraire.

En dehors de l'Institut National de Saint-Maurice

1. *Journal officiel* du 17 mars 1917, Sénat, p. 285.

et de son annexe, les principaux centres de rééducation professionnelle, créés par les pouvoirs publics, conseils généraux, municipalités, sont :

L'Œuvre de la rue de Reuilly, pour les aveugles, annexe de l'Hôpital national des Quinze-Vingts;

La Maison du soldat du XIII^e arrondissement, mécanique rurale ;

L'Ecole spéciale des mutilés de la place du Puits-de-l'Hermite, sous la présidence de M. Deville, conseiller municipal ;

L'Ecole pratique et normale de Bordeaux. Directeur, le Dr Gourdon.

L'Ecole professionnelle des blessés de Montpellier ;

L'Ecole départementale de rééducation de Bourges ;

L'Ecole départementale professionnelle des mutilés de Toulouse ;

Le centre de rééducation professionnelle de Bayonne.

Le centre de Pau.

L'Œuvre des mutilés de Saône-et-Loire, à Mâcon ;

L'Œuvre départementale des mutilés de l'Aisne, créée à Pavillons-sous-Bois ;

L'Œuvre départementale de rééducation professionnelle du Calvados, à Douvre-la-Délivrande ;

L'Œuvre municipale de rééducation professionnelle de Lorient.

L'Œuvre nivernaise des mutilés de la guerre, créée à Nevers par le département;

L'Ecole professionnelle des blessés militaires du département de la Loire, à Saint-Etienne, etc.

Bien d'autres centres sont en formation, notamment à Nancy, Calais, Boulogne-sur-Mer, Draguignan, etc.

Faisons aussi cette constatation qu'en 1915, un crédit d'un million était ouvert au budget de l'Intérieur pour subventionner les centres de rééducation. Sur cette somme, 692.069 fr. 34 furent alloués. C'est un crédit de 3.500.000 qui a été prévu pour 1916.

On le voit, l'œuvre des pouvoirs publics a été considérable. Malheureusement, les résultats ont fait quelquefois défaut faute de plan d'ensemble et de méthode.

Les Ministères du Commerce et de l'Agriculture par exemple ont pris de leur côté, certaines initiatives aussi louables que celles de leur collègue de l'Intérieur et du sous-secrétaire d'Etat au Service de Santé.

Terminons cette revue des efforts des pouvoirs publics en mentionnant l'institution d'un Office des mutilés créé par les décrets interministériels des 2 mars et 11 mai 1916. Cet Office, nous l'étudierons dans un autre chapitre. Créé pour le placement des mutilés, on lui a adjoint plus tard une commission de rééducation. Disons tout de suite que si cet

Office a pu rendre des services dans la statistique, le classement et le placement des mutilés, il n'en a rendu aucun pour la rééducation elle-même.

V. — Les Préoccupations parlementaires

Le mouvement de solidarité nationale qui a poussé les initiatives privées et les pouvoirs publics à envisager le problème de la rééducation des mutilés et à tenter de le résoudre, a eu sa répercussion au Parlement. Nombreux sont les parlementaires qui ont essayé d'en trouver législativement la solution.

M. Adrien Pressemane, le premier, dès le 7 octobre 1915, déposait une proposition de loi tendant à assurer le placement « obligatoire » des mutilés. Peu de temps après, M. Maurice Violette proposait la création d'un Office national de placement pour les réformés de la guerre.

En ce qui concerne la rééducation professionnelle elle-même, nous devons citer la proposition de loi, déposée le 23 novembre 1915, par M. Pierre Rameil, « tendant à établir la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi des pensions militaires ».

Cette proposition de loi était ainsi conçue :

« Tout titulaire d'une pension à titre militaire pour blessures ou infirmités contractées par suite de la guerre actuelle, pourra, s'il est susceptible d'exer-

cer une nouvelle profession, faire un stage dans une école de rééducation professionnelle reconnue par l'Etat.

« En aucun cas, le taux de la pension ne pourra être modifié par les résultats obtenus de la rééducation professionnelle du blessé. Les conditions du stage seront fixées par un règlement d'administration publique. (1) »

Dans l'exposé des motifs, M. Pierre Rameil s'élevait contre un vœu émis par plusieurs économistes, notamment par M. Pierre Ville (2), vœu qui admettait la possibilité de subordonner le paiement de la pension à la condition que le mutilé fournisse la somme de travail compatible avec ses moyens physiques.

En présence des mesures prises uniquement pour la rééducation professionnelle des ouvriers, M. E. Nouhaud, député, déposait, à la date du 21 janvier 1916, une proposition de résolution tendant à la rééducation agricole des blessés et mutilés de la guerre, et exposait ainsi son but : « Jusqu'à cette heure, toutes les propositions ont pour but de concentrer nos mutilés à l'atelier et de les obliger à vivre dans les grandes villes. Ce serait, à mon sens, une faute grave leur réservant de profondes déceptions. Je ne mécon-

1. Proposition de loi Rameil. Chambre des Députés, 1915, n° 1474.

2. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} octobre 1915.

nais pas le besoin de bras pour l'industrie et le commerce, qui prendront certainement un essor considérable après la guerre ; mais est-ce que l'agriculture a un excès de bras ?... Nous demandons aussi la rééducation professionnelle agricole. (1) »

Nous devons attacher une attention spéciale aux rapports très documentés et très précis faits, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, sur la proposition de loi de M. Pierre Rameil, par M. Frédéric Brunet (14 mars 1916).

Après avoir résumé, comme nous avons essayé de le faire, ce qui a été réalisé par l'initiative privée, comme par les pouvoirs publics, M. Brunet estime qu'il importe que, législativement, nous déterminions le droit du mutilé à la rééducation ; que celle-ci ne puisse être considérée comme une faveur, et que, d'autre part, les conditions mêmes de cet apprentissage soient réglementées pour que rien ne soit laissé à l'arbitraire.

Etudiant les conditions de cet apprentissage, M. Brunet est amené à faire des remarques et à poser des conclusions fort justes. « Pour donner à la rééducation professionnelle toute son importance, il serait indispensable, dit M. Brunet, qu'à côté de chaque centre de rééducation professionnelle se trouvât un

1. Proposition de loi Nouhaud. Chambre des Députés, 1916. n° 1693.

centre de rééducation fonctionnelle ; les deux rééducations doivent, en effet, être poursuivies simultanément et même combinées... Il est nécessaire de rééduquer autant que possible le mutilé en vue de son rapprochement du milieu dans lequel il vivait antérieurement... Très souvent la durée de l'apprentissage sera considérablement réduit, si, par exemple, on dirige le mutilé vers une profession similaire à celle qu'il pratiquait autrefois. (1) »

Pour résoudre tout le problème difficile, délicat et complexe, M. Brunet, au nom de la Commission proposait la création d'un Office central de rééducation des mutilés. Voici sa proposition de loi :

Article premier. — Il est créé au ministère de l'Intérieur un Office central de rééducation des mutilés.

Article 2. — Cet Office a pour objet de coordonner les efforts et d'étudier toutes questions se rapportant à la rééducation des mutilés de la guerre ; d'examiner les demandes de subventions formulées par les œuvres privées ou rattachées à des centres administratifs.

L'Office étudie et provoque la création d'offices régionaux et de centres de rééducation des mutilés.

Article 3. — L'Office est composé de :

2 délégués du ministère de l'Intérieur ;

2 délégués du ministère de la Guerre ;

1. Rapport sur la proposition Rameil. Chambre des Députés, 1916, n° 1915.

2 délégués du ministère du Travail ;
2 délégués du ministère du Commerce ;
2 délégués du ministère de l'Agriculture ;
2 délégués du ministère de l'Instruction Publique ;
4 médecins ou chirurgiens désignés par les Sociétés de chirurgie ;

3 représentants des Chambres existantes choisis par le ministre ;

3 représentants des Chambres syndicales patronales désignés par elles ;

3 représentants des Chambres syndicales ouvrières désignés par elles ;

2 délégués ouvriers des syndicats agricoles ;

2 délégués patrons des syndicats agricoles ;

Article 4. — Dans chaque centre de rééducation, il sera créé une Commission d'initiative qui exercera le contrôle sur les œuvres subventionnées de la région, et poursuivra l'étude des questions relatives à la rééducation des mutilés.

Article 5. — Les Commissions locales sont présidées par le préfet ou le sous-préfet.

Elles sont composées en outre :

1° Du maire du centre de rééducation ou de son délégué ;
de 2 médecins désignés par le préfet sur la proposition des associations locales des médecins, dont le médecin chargé de la réadaptation fonctionnelle ;

1 représentant des organisations patronales locales, industrielles ou commerciales ;

1 délégué des syndicats ouvriers, industriels ou commerciaux ;

2 représentants des œuvres régionales de rééducation ;

2 représentants des syndicats agricoles, dont un ouvrier et un patron, homme ou femme.

Article 6. — Tout blessé ayant subi une diminution fonctionnelle ne lui permettant plus l'exercice de sa profession antérieure, peut réclamer, dans l'année qui suit sa guérison, le bénéfice de la rééducation professionnelle.

Après examen de ses aptitudes, les Commissions locales pourvoient à son placement en apprentissage, soit dans les écoles spéciales, soit dans les entreprises publiques ou privées, soit chez les particuliers.

Article 7. — Le mutilé placé par l'une des œuvres subventionnées, s'il n'est pas soumis au régime de l'internat, recevra en plus de son allocation, pension ou salaire, pendant une période fixée par l'Office pour chacune des catégories, une allocation complémentaire, s'il y a lieu, pour lui permettre de subvenir à ses besoins. Le chiffre de cette allocation sera variable et fixé par les offices locaux.

Article 8. — Pendant la période fixée pour la rééducation, la famille des mutilés pourra toucher l'allocation militaire.

Article 9. — En aucun cas, le chiffre de l'allocation renouvelable ou de la pension ne pourra être réduit du fait de la rééducation professionnelle.

Article 10. — Il sera pourvu aux frais nécessités pour la rééducation des mutilés par un crédit inscrit au budget du ministère de l'Intérieur.

Dans son rapport (1) du 15 décembre 1916, fait, au nom de la Commission du Travail sur les propositions de MM. Pressemane et Violette, que nous avons indiquées, M. Durafour a été amené à envisager aussi le problème de la rééducation professionnelle et à chercher sa solution dans le même sens que M. Brunet.

La proposition de loi, reproduite ci-après, qui termine son rapport est d'ailleurs plus large puisqu'elle tend à régler tout le problème des mutilés.

Article premier. — Il est créé un Office dit « Office national des mutilés et réformés de la guerre ». Son objet est de coordonner l'action des administrations publiques et des institutions qui s'occupent des mutilés et réformés de la guerre, en vue notamment d'améliorer ou de reconstituer leur capacité professionnelle et de leur assurer les meilleures conditions possibles de travail.

Cet Office, déclaré établissement public, investi de la responsabilité civile et de l'autonomie financière, est rattaché au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Article 2. — L'Office est constitué par :

1° Un Conseil central, siégeant à Paris, auquel est rattachée une section départementale de rééducation. Leurs membres sont nommés pour trois ans, par le Ministre du Travail, sur la proposition des ministres intéressés ;

1. Rapport Durafour. Chambre des Députés, 1916, n° 2486.

2° Un comité départemental auquel est rattachée une section départementale de rééducation et dont les membres sont désignés par le préfet pour la même période de trois années ;

3° Les Comités communaux, cantonaux ou d'arrondissement organisés par les préfets, sur le type des comités départementaux.

La section centrale de rééducation, aidée par les sections départementales, a pour mission d'organiser la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre dans les conditions déterminées par la loi spéciale relative à cet objet.

Au Sénat; le sort de nos glorieux mutilés a aussi préoccupé nos parlementaires. C'est en étudiant la législation actuelle que nous aurons à le reconnaître.

VI. — L'État de la législation

Le 14 avril 1916 la Chambre des députés a adopté, à la suite des rapport et proposition examinés plus haut, une proposition de loi tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de la guerre.

Article premier. — Tout blessé de la guerre ayant subi une diminution fonctionnelle qui ne lui permet plus, sans réapprentissage, d'exercer sa profession ou une autre profession, peut demander son inscription à un centre

de rééducation professionnelle. La demande est adressée par le blessé soit directement au centre de rééducation dans la circonscription duquel il a son domicile, soit à l'Office national des mutilés et réformés de la guerre (Commission de rééducation) qui dirige le mutilé sur le centre voisin de son domicile le plus apte à le rééduquer promptement.

Toutes les fois qu'il n'y a pas impossibilité matérielle, la rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre doit être faite simultanément avec la rééducation fonctionnelle.

La Commission de rééducation de l'Office national détermine le siège des centres de rééducation professionnelle ainsi que leur circonscription.

Article 2. — Après examen de ses aptitudes, le centre de rééducation pourvoit, dans la mesure des moyens dont il dispose, au placement du mutilé en apprentissage soit dans une école spéciale, soit dans une entreprise publique ou privée, soit chez un particulier et, s'il y a lieu, assure son logement et sa subsistance, suivant les moyens locaux, pendant la durée de l'apprentissage et sous le contrôle de l'Office national (Commission de rééducation).

Article 3. — En aucun cas, le chiffre de la pension ou de la gratification renouvelable ne peut être réduit du fait de la rééducation professionnelle.

Article 4. — Il est pourvu aux frais de la rééducation des mutilés par un crédit inscrit au budget du ministère de l'Intérieur. Les subventions aux centres de rééducation ou

aux œuvres qui leur sont rattachées sont attribuées après avis de l'Office national des mutilés et réformés de la guerre (Commission de rééducation).

Article 5. — Pendant la période fixée pour la rééducation, tant que le mutilé n'est pas pensionné, sa famille continue à toucher l'allocation militaire; s'il est pensionné et si le nombre des enfants du mutilé est tel que le total des allocations et majorations auxquelles sa famille avait droit dépasse le total de ce qui lui est accordé par le fait ou à l'occasion de sa blessure, la famille continuera à toucher la différence entre le premier et le second de ces totaux.

Article 6. — L'Office national des mutilés et réformés de la guerre comprend une commission spéciale de rééducation ainsi composée :

- 2 délégués du ministère du Travail ;
- 2 délégués du ministère de l'Intérieur ;
- 2 délégués du ministère de la Guerre ;
- 2 délégués du ministère du Commerce ;
- 2 délégués du ministère de l'Agriculture ;
- 2 délégués du ministère des Travaux publics ;
- 2 médecins traitants ou chirurgiens choisis parmi les membres des Sociétés de chirurgie ;
- 2 personnes choisies dans les administrations des œuvres existantes ;
- 2 membres d'organisation professionnelles patronales ;
- 2 membres d'organisation professionnelles ouvrières ;
- 2 membres d'associations agricoles syndicales ou coopératives.

Article 7. — Les comités départementaux ou locaux rattachés à l'Office national des réformés et mutilés de la guerre comportent également des sections de rééducation qui se tiennent en contact permanent avec les centres de rééducation.

Pour la formation de ces sections, les comités sont complétés, s'il y a lieu de façon à comprendre :

- 1 représentant des œuvres de rééducation ;
- 1 chirurgien ou médecin traitant ;
- 1 membre d'organisation professionnelle patronale ;
- 1 membre d'organisation professionnelle ouvrière ;
- 1 membre d'association agricole syndicale ou coopérative.

Cette proposition de loi, transmise au Sénat, le 14 avril 1916 et renvoyée à la Commission de l'Armée, a fait l'objet d'un rapport fort documenté de M. Paul Strauss, en date du 4 juillet 1916 (1).

M. Paul Strauss trace d'abord l'historique de la question et rend hommage aux hommes et aux associations, qui, dans un sentiment généreux, ont apporté leur concours à ce délicat problème. Il énumère ensuite les différents centres de rééducation qui fonctionnent, et leur caractère propre. Enfin il propose le texte suivant, qui, comme on peut le voir, se rapproche fort du texte voté par la Chambre.

1. Rapport Strauss. Sénat 1916, n° 261.

Article premier. — Tout blessé ou invalide de la guerre peut obtenir le concours de l'Office central des mutilés et réformés de la guerre en vue de sa réadaptation au travail et notamment de sa rééducation professionnelle et de son placement.

La demande peut être adressée, même au cours de la rééducation fonctionnelle, soit au médecin chef de la formation sanitaire, soit au préfet du département d'origine de l'intéressé, soit à l'Office national. En cours de traitement ou en instance de réforme, la demande ne peut être faite qu'avec l'agrément du Service de Santé militaire.

L'Office national des mutilés et réformés de la guerre a pour objet de coordonner l'action des administrations publiques et des associations ou œuvres privées, de centraliser les informations utiles, d'encourager et de faciliter la réadaptation au travail des blessés et invalides de la guerre.

Cet Office, rattaché au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, comprend un comité d'administration une commission spéciale de rééducation professionnelle et un conseil de perfectionnement.

Un décret rendu sur la proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après entente avec le ministre de la Guerre et le ministre de l'Intérieur, déterminera la composition et les attributions des trois organes visés au second paragraphe du présent article.

Le secrétariat administratif de l'Office national sera constitué par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale

dans la limite des crédits alloués à cet effet par la loi des finances.

Article 3. — Dans chaque département, des comités départementaux ou locaux des blessés et invalides de la guerre seront institués par le préfet, dans les conditions prescrites par le décret prévu à l'article 2.

Article 4. — Des centres régionaux de rééducation professionnelle seront créés par arrêté ministériel, après avis de l'Office national. L'arrêté déterminera le siège de chaque centre de rééducation et la circonscription de ce dernier.

Le règlement d'administration publique pris pour assurer l'exécution de la loi déterminera :

1° La réglementation des centres régionaux de rééducation professionnelle auxquels seront rattachés les écoles, sociétés et institutions organisées par l'Etat, les départements, les communes ou les établissements publics et les conditions dans lesquelles les œuvres privées rattachées à ces centres peuvent recevoir des blessés et invalides par application de la loi.

2° Le régime et les mesures de contrôle de subventions allouées par l'Etat aux écoles et œuvres visées au paragraphe précédent, aux comités départementaux et aux centres de rééducation.

3° Les conditions dans lesquelles les blessés et invalides seront admis à bénéficier de la loi.

4° Les conditions essentielles des opérations relatives au placement des blessés et invalides de la guerre.

Article 5. — Pendant la période fixée pour la rééducation

professionnelle d'un blessé ou invalide dont la pension n'est pas liquidée, sa famille continue à toucher l'allocation militaire. Si la pension est liquidée et que le douzième de celle-ci soit inférieur au montant mensuel de l'allocation allouée à la famille, la différence lui sera versée jusqu'à la fin de la période de rééducation.

Les dispositions prévues au paragraphe précédent ne sont applicables qu'au blessé ou invalide dont la rééducation professionnelle se fait dans un établissement ou chez une personne agréée par le centre régional de rééducation professionnelle.

Le centre régional peut fixer ou réduire la durée de la période de rééducation professionnelle d'un blessé ou réformé.

En aucun cas, le taux de la pension ne peut être réduit du fait de la rééducation professionnelle et de la réadaptation au travail.

Article 6. — Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale adressera au Président de la République un rapport annuel sur les résultats de la rééducation professionnelle et du placement des blessés et invalides de la guerre.

Article 7. — Il est prévu aux frais de la rééducation professionnelle des blessés et invalides de la guerre et du fonctionnement de l'Office national par un crédit au budget du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

La proposition de loi votée par la Chambre des députés a été également renvoyée pour avis à la Commission des Finances. Dans l'avis, rédigé par

M. Astier, au nom de cette Commission, nous relevons cette observation juste : « Nous ferons remarquer tout d'abord que l'intitulé de la proposition de loi ne correspond plus aux dispositions contenues dans les articles. Il conviendrait d'en faire disparaître le mot « obligation », puisque le texte proposé comporte seulement le devoir pour l'Etat d'accueillir la demande d'inscription de l'invalidé à un centre de rééducation professionnelle, de placer le mutilé en apprentissage et, s'il y a lieu, d'assurer son logement et sa subsistance. (1) »

Enfin M. Astier en son nom personnel a déposé un contre-projet, qui, dans l'esprit de son auteur, a pour but principalement :

« 1° d'étendre le bénéfice de la rééducation professionnelle à tous les militaires réformés à un titre quelconque. Nos artisans — et la guerre en a fait la démonstration cruelle — ne seront jamais trop nombreux pour contribuer à notre prospérité économique.

2° De maintenir certains avantages financiers à la famille des mutilés pendant leur rééducation ;

3° De redire que les pensions se seront pas réduites par le fait de la rééducation ;

4° De donner une existence légale aux comités départementaux déjà créés ;

1. Avis Commission des Finances (M. Astier) Sénat 1916, n° 453.

5° De permettre aux groupements et écoles privées, qui organisent la rééducation professionnelle, d'être subventionnés par l'Etat ;

6° De déterminer dans quelles conditions se fera l'inspection dans les établissements dus à l'initiative privée et qui feront appel au concours de l'Etat. (1)»

Mais la différence essentielle entre la proposition de M. Strauss et le contre-projet de M. Astier est la suivante : M. Strauss, suivant le vote de la Chambre, veut confier à l'Etat la charge entière, la direction suprême de la rééducation des mutilés, M. Astier, au contraire, veut conserver les œuvres privées, ne voyant dans l'Etat qu'un trait d'union, un agent de surveillance, une force de coordination, une caisse ouverte aux subventions. Nous reparlerons du choc de ces doctrines plus loin.

C'est dans ces conditions que la question est pendante devant le Sénat.

VII. — Les idées directrices. — Les diverses tendances et opinions. — Les résultats, — Vers la solution définitive.

a) *Nécessité de la rééducation*

Comme nous avons essayé de le démontrer par ce

1. *L'Information*, 15 mars 1917. *Le Problème des Mutilés*, par M. Astier.

long exposé, qui est l'historique de la question, tout le monde s'est trouvé d'accord sur la nécessité de la rééducation professionnelle de nos mutilés de la guerre.

A de bien rares exceptions près, les mutilés eux-mêmes, — nous l'avons indiqué également —, se soumettent fort docilement à la rééducation et la sollicitent même. Ils comprennent que par la réadaptation au travail, ils retrouveront leur salaire, leur existence d'avant, leur dignité morale. Il n'en a pas toujours été ainsi. Au début de nombreux mutilés ont montré de l'appréhension. Les raisons qu'ils invoquaient le plus fréquemment étaient la crainte de voir leur pension diminuée, s'ils étaient, à la sortie de l'école, capables d'un travail à peu près normal.

Après les déclarations solennelles du ministre, confirmées par le texte formel de la loi, cette crainte a disparu et on peut dire aujourd'hui qu'un nombre négligeable de grands blessés refuse la rééducation.

b) Dans quel sens doit-on rééduquer ?

Un autre point sur lequel l'accord a été fait est le suivant : le mutilé de guerre doit être rééduqué dans son ancien métier ou dans un métier voisin de son métier primitif, non dans un métier nouveau, toutes les fois du moins que la chose est possible. Et l'expé-

rience a montré que, médicalement, la chose était possible dans le plus grand nombre de cas.

Les raisons qui militent en faveur de la rééducation dans l'ancien métier sont multiples.

D'abord, qui dit rééducation dit surtout éducation dans le même sens. Réapprendre ce que l'on a appris déjà une fois n'est pas apprendre un métier jusqu'à ce jour inconnu. Dans ce dernier cas, le terme à employer serait plutôt apprentissage.

Pratiquement, techniquement, la rééducation s'impose. Un adolescent met plusieurs années à apprendre un métier. Comment, dès lors, en quelques mois, une œuvre de rééducation pourrait-elle avoir la prétention d'apprendre un métier entièrement nouveau à un homme déjà mûr ?

De plus, le bon équilibre de l'agriculture et de l'industrie est en jeu. Il ne convient pas, par exemple, de jeter dans l'industrie ceux qui doivent revenir à la terre. Nous reviendrons sur cette question très importante, dont la gravité n'a pas d'ailleurs échappé aux pouvoirs publics.

L'Instruction du Service de Santé du 31 août 1916 le dit en propres termes : « D'une façon générale, « il faut poser comme premier principe qu'il y a « lieu de faire tous ses efforts pour faire reprendre à « l'intéressé sa profession antérieure. »

M. Frédéric Brunet n'est presque pas assez affirmatif quand il s'exprime ainsi :

« La nature des blessures, la profession ancienne,
« les goûts particuliers, en un mot, les aptitudes
« psycho-physiologiques de l'individu, doivent prin-
« cipalement entrer en ligne de compte dans le choix
« du métier. Il est nécessaire de rééduquer autant
« que possible le mutilé en vue de son rapprochement
« du milieu dans lequel il vivait antérieurement (1).

L'orientation professionnelle des blessés est une chose délicate. On a parlé de la création d'un corps de *conseillers professionnels*, ouvriers expérimentés, ingénieurs, professeurs d'écoles techniques, qui pourraient guider le mutilé dans son choix. « Il faut tenir compte, dit, de son côté, M. Strauss, des capacités physiques de l'intéressé, de sa formation antérieure et de la situation du marché de travail ». Nous croyons que l'élément formation antérieure doit être prépondérant.

C'est encore l'avis que M. Souchon exprime avec vigueur : « Tout d'abord, il y a un grand nombre
« d'amputés qui sont capables de reprendre leur
« ancien métier, d'autant qu'on fait dans le domaine
« de la prothèse des progrès considérables... Voilà
« donc une quantité de gens qu'il faut à *tout prix*,
« diriger vers leur ancien métier. A la Fédération,
« nous avons une volonté très nette. Nous désirons

1. Rapport déjà cité.

« ramener les mutilés vers leur point d'origine, dans « leur village s'ils sont de la campagne » (1).

Pour les mutilés qui ne peuvent reprendre leur métier, l'orientation professionnelle est véritablement malaisée. Bien des facteurs entrent en jeu. Nous les avons énumérés dans les citations ci-dessus. La science pure elle-même pourra intervenir. Le laboratoire du Conservatoire des Arts et Métiers s'est occupé de la question. Son directeur, M. le Dr J. Amar est devenu un des bons conseillers scientifiques de la rééducation des mutilés.

c) *Quand la rééducation doit-elle être entreprise ?*

L'accord complet s'est également fait sur une autre partie du problème, dont il faut suivre le développement :

Quand la rééducation doit-elle être faite ?

Le plus tôt possible.

C'est l'opinion de toutes les personnalités compétentes en la matière. Les raisons données sont de tout ordre, physiologique et psychologique. Nous devons citer cette belle page de M. le Dr Borne, qui trace un tableau véritablement saisissant du cher blessé : « L'estropié, le mutilé, doivent être considérés, au point de vue moral, au point de vue

1. *La Réforme sociale*, 1^{er}-16 mars 1916, p. 245.

physique. Moralement, il faut les avoir beaucoup vus, longtemps observés, pour connaître leur mentalité et comprendre tous les dangers qui les menacent. Ils sont rares les caractères qui trouvent en eux-mêmes suffisamment d'énergie pour se guérir ou pour s'adapter, par leurs propres moyens, à un travail nouveau. La solitude, mauvaise conseillère, changera rapidement l'état moral du blessé qui deviendra un obsédé de l'infirmité ; il recherchera le camarade atteint de sa double maladie ; ils se réuniront au cabaret, s'exciteront, se monteront la tête et ne songeront plus, en tombant dans l'ivrognerie, qu'au profit qu'ils pourront retirer de leur blessure. J'ai découvert plusieurs fois, dans notre voisinage immédiat, de louches débits qui empoisonnaient, au moral comme au physique, ces malheureux, rognant honteusement sur un demi-salaire déjà maigre... J'ai toujours observé, au contraire, qu'une direction morale immédiate et une poigne médicale paternelle transformaient le malade, lui donnaient confiance et lui faisaient exécuter l'impossible pour s'améliorer et se guérir. Le blessé de guerre se trouvera dans des conditions identiques. Aujourd'hui, sur son lit de misère, entouré de soins éclairés des médecins et du dévouement de ces femmes admirables qui ont tout abandonné pour le sauver, il aura confiance et courage ; il retrouvera peut-être demain, momentanément

dans sa famille ou dans son entourage, le réconfort nécessaire à son triste sort. Mais après, livré à lui-même, ayez la certitude qu'il risque les mêmes dangers que l'accidenté du travail. Les œuvres doivent être toutes prêtes pour le recueillir immédiatement et en prendre la direction » (1).

M. le Dr Paul Descomps, médecin du Centre de neurologie de Toulouse, écrit dans un de ses rapports : « Quand faut-il rééduquer le mutilé ? Toujours avant la réforme, en cours de traitement. Ce principe est essentiel. Les avantages à ne pas attendre la réforme, mais à agir en cours de traitement sont capitaux :

« 1° Au point de vue du blessé, qui accepte volontiers une rééducation lorsqu'il se sent retenu à l'hôpital par un traitement utile à son état, mais qui est toujours rebelle à une rééducation après réforme. Pendant son traitement, pendant qu'obligatoirement il est retenu à l'hôpital pour s'y soigner, il accomplira le plus souvent avec joie, parfois même avec enthousiasme, cette rééducation qui, en occupant les loisirs monotones de la vie d'hôpital, lui apportera aussi l'oubli des mauvais jours passés et la promesse bienfaisante — fût elle parfois illusoire — du retour prochain à la vie normale. Quel abîme entre la mentalité du blessé en traitement et celle du blessé

1. *La Rééducation et la réadaptation au travail*, ouvrage cité.

réformé, et, comme il était facile de prévoir le succès de la rééducation avant la réforme.

2° « Au point de vue de l'Etat, les avantages sont immenses. D'une part, économie de temps, puisque le mutilé reprend plus tôt sa place dans la société, et, partant, gain social notable ; d'autre part, économie d'argent considérable, puisque, cette rééducation étant faite en cours de traitement, l'état gagne la totalité de la somme que les œuvres de rééducation après réforme consacrent à cette tâche » (1).

M. le Dr Mosny, membre de l'Académie de Médecine, s'était exprimé avec beaucoup de force : « La rééducation professionnelle aura d'autant plus de chance de succès qu'elle sera plus précoce ; c'est immédiatement après la phase médico-chirurgicale, à la sortie de l'hôpital ou du service de physiothérapie, dès que la consolidation est acquise qu'il faut l'entreprendre ; *plus tard serait trop tard* » (2).

L'opinion de MM. les Drs Borne, Descomps et Mosny, est certainement juste. Pour des raisons physiologiques, psychologiques, pécuniaires, on a le plus grand intérêt à rééduquer le mutilé le plus tôt qu'il se peut, avant que, réformé, il ait repris contact avec la vie libre. Malheureusement, pris au dépourvu

1. Rapport fait à la Direction du Service de Santé de la 17^e Région, 15 janvier 1917.

2. Dr Mosny, *la Rééducation professionnelle et la réadaptation au travail des estropiés de la guerre*.

par l'atroce guerre, on n'a pu dès le début appliquer un programme mûrement étudié. Beaucoup d'œuvres ont reçu des mutilés après réforme, parfois moralement diminués et, dans ces conditions, les essais de rééducation ont trop souvent abouti, dans les premiers temps, à des échecs. Cela n'est pas douteux.

Les pouvoirs publics ont pris des mesures pour que la rééducation soit immédiate. M. Godart, au nom du Gouvernement, l'a déclaré à la tribune du Parlement. Les instructions du ministre de l'Intérieur et de la direction du Service de Santé, d'accord avec les avis des personnes compétentes consultées, en font foi.

d) *L'élément psychologique*

Nous croyons utile d'insister sur l'élément psychologique, que l'expérience a mis en lumière : nous verrons plus loin que cet élément jouera un grand rôle dans la rééducation professionnelle agricole, telle que la conçoit M. le Dr Paul Descomps.

Dans la rééducation professionnelle industrielle également, les éducateurs doivent d'abord, comme le préconise M. le Dr Borne, connaître dans ses moindres détails l'âme de leurs élèves.

Ensuite, durant tout le travail de la réadaptation, ils ne doivent pas perdre de vue l'esprit et le cœur de l'estropié. Ce qu'il a perdu physiquement peut être recouvré, si l'on peut dire, moralement et intel-

lectuellement. Ce phénomène heureux a été observé. Il faut veiller à ce qu'il se produise le plus souvent possible. Tout en essayant de rendre aux membres atteints un peu de leur souplesse ou de leur force, en remplaçant les membres amputés par des appareils de prothèse les meilleurs qui soient, il faut nourrir aussi l'esprit du mutilé d'une science claire et précise, développer son intelligence et lui donner une énergie morale à toute épreuve.

M. le Professeur Amar a pu dire au cours d'une conférence : « Le blessé ou le mutilé possède une capacité de travail parfaitement utilisable. Il représente une valeur quelquefois intégrale. Il compense même le déficit physique par une bonne volonté agissante qui accroît son rendement social. C'est un fait psychologique dont les instructeurs auront à faire leur profit, car il est indéniable. »

e) *Les moyens de rééducation*

Comme nous avons eu à cœur de le dire, l'effort de la France, de tous les Français, en faveur des glorieux défenseurs revenus mutilés a été admirable. De tous côtés des œuvres ont été créées, selon les idées et les sentiments de chacun, pour la rééducation, œuvres philanthropiques généreuses, mais sans lien entre elles. A cette heure, elles doivent être surtout regardées comme autant d'expériences. Il

faut discerner les bonnes méthodes des mauvaises.

Plusieurs systèmes ont été mis en usage. Un des premiers a été le placement des mutilés à rééduquer dans un atelier patronal. Ce système a fait faillite. Les ateliers seuls de M. Kula ont connu un succès relatif. Il faudrait trop compter sur la bienveillance du patron, la solidarité des camarades valides, sans parler des difficultés de nourriture, de logement et de surveillance. M. Dubois, directeur des ateliers départementaux, qui s'est spécialement occupé de cette étude, a constaté l'échec de ce système.

On a utilisé ensuite les quelques ateliers existant déjà, comme les ateliers départementaux Marsoulan. Les résultats n'ont pas été très satisfaisants ; mêmes inconvénients : pas de surveillance, contact avec des femmes, des vieillards, manque d'organisation moderne.

Seuls, les ateliers créés de toutes pièces ont donné et semblent pouvoir donner les résultats attendus.

« L'expérience, écrit M. A.-L. Bittard, dans un article retentissant, a démontré la supériorité de l'enseignement professionnel technique, et a presque partout indiqué que la formule pratique de la rééducation professionnelle était : « l'école des blessés », c'est-à-dire l'école d'apprentissage méthodique, rationnel, gradué, entouré de toutes les garanties

indispensables au succès de l'œuvre très spéciale qu'on entreprenait » (1).

Les écoles neuves des mutilés, n'ont qu'un inconvénient, d'ailleurs négligeable, en l'occurrence. Elles coûtent cher, mais elles ont tous les avantages : hygiène, propreté, surveillance de tous les instants, compétence des professeurs, bien-être des élèves, repos, éducation morale, instruction technique, etc... D'ores et déjà, écrit M. C. Caillard, Inspecteur Général adjoint de l'enseignement technique au Ministère du commerce, « l'expérience acquise par deux années de pratique de la rééducation est suffisante pour donner, à ce sujet au moins, des indications. Il semble tout d'abord que l'école où les vieux errements n'ont point été transplantés, soit préférable à l'atelier ou à l'usine pour la rééducation. Là, pas de souci prédominant de la production, pas de considération d'affaires, qui, à chaque instant, accaparent le moniteur et laissent l'apprenti sans guide... Au surplus, l'apprentissage des mutilés demande des soins spéciaux que n'exige pas l'apprentissage normal et si l'improvisation avait au début comme excuse la nécessité de parer à des besoins pressants, il est indispensable que la réadaptation au travail soit

1. *La Solution législative du problème des mutilés* (Revue politique et parlementaire, 10 mars 1917).

actuellement entourée de toutes les précautions essentielles. (1) »

*f) Les Résultats obtenus par les écoles
de rééducation*

Après les expériences faites, il est à cette heure hors de doute que le meilleur moyen et le plus rapide de rééducation des mutilés, *est de les placer, dès leur blessure consolidée, dans des écoles professionnelles après une orientation mûrement réfléchie.*

Un grand nombre d'écoles de rééducation, avous-nous dit, fonctionnent à cette heure. Nous avons énuméré les principales.

Quels sont les bienfaits rendus par elles, à qui on est unanime à demander la solution du problème.

M. Godart, interpellé, a dit, à la tribune du Sénat, que tout était pour le mieux, que le Service de Santé avait tenu les promesses faites et que bien peu de mutilés échappaient à une rééducation sérieuse et complète. Nous avons rapporté ses paroles. L'on comprend son plaidoyer et son affirmation, puisqu'il défendait la cause de ses services.

M. Caillard, dont nous citions plus haut l'opinion autorisée s'exprime plus modestement bien que satisfait : « Les résultats obtenus par l'adaptation des

1. *L'Œuvre Economique*, 25 février 1917, p. 110 et 111.

écoles techniques du ministère du Commerce à la rééducation professionnelle sont d'ailleurs encourageants. (1) »

M. A.-L. Bittard au contraire, dans l'article rappelé ci-dessus, a proclamé hautement que les écoles de rééducation professionnelle, excellentes en principe, ont abouti à un échec complet. Et il en cherche les causes. Écoutons d'abord ses vives critiques : « Le rôle des médecins et de l'orthopédiste a été mal compris souvent, délaissé ici, exagéré là parfois, aussi on s'est moins préoccupé de faire une école pour blessés qu'une école pour médecins, professeurs ou infirmiers à caser.

« Il ne faut pas oublier une autre cause d'échec, fréquente celle-là : la hâte que l'on a mise à *placer* très vite après quelques rudiments des soldats qu'on aurait dû *instruire, rééduquer*... Enfin l'écueil qu'on n'a pas su éviter a été la création des écoles ou centres non en tenant compte des besoins économiques et des débouchés régionaux, mais uniquement d'après les ressources et les dévouements qu'on a trouvés en trop grand nombre dans telle région, où d'évidence la rééducation n'avait aucune raison de se développer et qui ont manqué dans telle autre où l'on aurait eu le placement assuré et facile de très nombreux mutilés.

1. *L'Œuvre Economique*, déjà cité.

« C'est moins de 3 o/o de ceux qui peuvent bénéficier de la rééducation professionnelle qui en profitent. Après trente mois d'efforts de toutes sortes on ne saurait être fier d'un pareil résultat. On en sera moins fier encore — j'ose à peine poursuivre d'aussi pénibles constatations — quand on saura que ces trois mille mutilés sont encore en partie, en voie de rééducation. Bien peu ont été placés après *apprentissage complet*. Ceux qui restent auront pour la plupart le même sort : au bout de quelques mois de travail à l'école, ils s'en iront l'un par ci, l'autre par là, placés à la diable, et se retrouveront aussitôt après la guerre plus malheureux, parce que plus dégoûtés que s'ils n'avaient jamais essayé de redevenir des travailleurs. »

Hélas, les si tristes constatations de M. Bittard sont en grande partie exactes. Et il ajoute : « Si l'on recherche impartialement les raisons de cette quasi-faillite — au moins actuelle — on ne peut les trouver que dans l'absence absolue de toute organisation méthodique, de tout développement national de la rééducation professionnelle. Toutes les causes d'insuccès de la plupart des écoles de blessés, telles que nous les avons énumérées précédemment, viennent de là. (1) »

M. le Dr Bourrillon, directeur de l'Institut National

1. *La Solution législative du problème des mutilés*, déjà cité.

de Saint-Maurice, est pessimiste aussi sur les résultats obtenus. Il croit que le problème n'a pas encore été résolu comme il le devait. Pour lui le mal vient surtout d'une mauvaise orientation professionnelle : « L'orientation professionnelle, dit-il, constitue la base essentielle sur laquelle repose le problème des invalides, qu'on le considère au point de vue individuel ou au point de vue de la collectivité, l'intérêt général exige donc qu'elle soit entourée de toutes les garanties nécessaires... En a-t-il toujours été ainsi jusqu'ici ?... Evidemment non. Le choix du métier est presque toujours laissé au hasard et à la fantaisie de chacun » (1).

g) *Ce qu'il faut faire*

Les initiatives privées, celles des groupements philanthropiques, celles des syndicats, chambres de commerce, municipalités, conseils généraux, celles des pouvoirs publics ont été nombreuses, ardentes si l'on peut dire. Mais elles n'ont pas eu de coordination entr'elles. Elles n'ont pas eu de plan, de programme. A l'instant où elles sont nées, elles ne pouvaient guère en avoir. C'est entendu. Mais, à cette heure, *il faut ce plan, il faut ce programme.*

Les principes suivant lesquels doit être faite la

1. *L'Œuvre économique* du 25 février 1917, p. 119.

rééducation professionnelle des mutilés sont maintenant connus. Ils se déduisent de l'étude que nous venons de faire :

1° Il faut consolider la blessure ;

2° Placer le blessé dans un centre de physiothérapie, où il fera sa rééducation fonctionnelle ;

3° Prendre le plus tôt possible une décision sur l'orientation professionnelle à donner au mutilé :

a) lui faire reprendre le métier ancien si possible ;

b) à défaut, un métier approchant ; c) si c'est encore impossible, un métier nouveau, où il faut faire entrer en ligne de compte les anciennes aptitudes, l'état du marché du travail, les désirs du mutilé, son origine ;

4° L'envoyer au centre de prothèse où le meilleur appareil possible lui sera livré, adapté avec tous les soins voulus.

5° Le placer enfin, sans attendre, à l'école de rééducation, telle que nous l'avons décrite et qui, après les expériences faites, s'impose comme seule efficace.

h) *L'Application de ce programme*
Le rôle de l'Etat. — Celui du Parlement.
Conclusions

Comment appliquer ce programme, en faire une nécessité pour tous ? En France, et il en est presque toujours ainsi, c'est à l'Etat seul, maître et régulateur de toutes choses, que l'on s'est adressé.

M. Bittard dans sa vive critique de l'organisation

donnée à la rééducation des mutilés affirme que l'Etat, en effet responsable, a manqué à ses devoirs : « ce plan, ce programme, c'était aux pouvoirs publics à les fixer, à les tracer. Ils n'eussent pas eu besoin de les imposer. La guerre a donné à tous le sens aigu des disciplines indispensables. Chaque groupement, chaque association eût accepté les directions qu'elle aurait reconnues utiles. Comme en d'autres choses, les pouvoirs publics n'ont su ni prévoir, ni voir ». Tout le long réquisitoire de M. Bittard serait à citer : « Chaque ministre voulut être le ministre de la rééducation professionnelle, l'Instruction publique, parce qu'il s'agissait d'un enseignement, le Commerce parce qu'il s'agissait d'un apprentissage, étaient plus particulièrement désignés. Mais le ministre du Travail, n'ayant alors rien d'autre à faire — c'est littéral — obtint cette attribution, qui n'entraînait dans aucune de celles dont il était déjà pourvu. Et l'on vit cette chose *monumentale* qui restera comme le comble de l'incohérence et de l'inconscience administrative, la rééducation professionnelle rattachée... à la direction de la *Statistique générale de la France* ! Rendons grâce aux Dieux ! Le ministère du Travail n'a pas encore rééduqué à l'heure actuelle un seul mutilé, mais il a couvert d'une abondante paperasse le néant de son de son action » (1).

1. La solution législative du problème des mutilés, déjà cité.

M. le Dr Bourrillon voit aussi dans l'Etat la force qui doit mettre de l'ordre dans cette question si ardue, donner des instructions claires, précises, simples, et les faire exécuter : « Nous le rappelons, l'Etat a, dans les circonstances actuelles, le rigoureux devoir de présider aux opérations faites en vue de la meilleure utilisation de la puissance économique et sociale que représentent ces invalides. (1) »

M. Souchon, au contraire, semble voir la direction unique de l'Etat comme présentant un certain danger. Il connaît les défauts de notre administration : manque de souplesse, lenteur, inertie, obstination souvent injustifiée, tendance au despotisme. Il s'est ainsi exprimé, parlant d'une œuvre qui lui est chère : « Il y a autre chose, c'est que l'Etat est en cause. Lui aussi s'occupe des mutilés et j'ai une peur atroce des coordinations avec l'Etat. Coordonner avec l'Etat, cela consiste à être dévoré, et nous ne voulons pas être dévorés (2) »... Et voici à quoi M. Souchon voudrait voir limiter les fonctions de l'Etat : « une première question se pose alors. C'est celle du rôle de l'Etat. Devra-t-il tout faire, devra-t-il, au contraire, s'appuyer sur l'initiative privée et coopérer avec elle ? La solution pourrait être dans un système

1. *L'Œuvre Economique*, 25 fév., 1917, p. 120.

2. *La Réforme sociale*, 1-16 mars 1916, p. 248.

de subvention. Aucune œuvre ne peut être assez riche pour faire un très grand nombre de rééducations. Il serait donc tout à fait insuffisant de compter sur la charité publique en pareille matière. L'Etat a, d'ailleurs, un devoir à remplir. Mais, d'autre part, un monopole administratif serait dangereux, l'œuvre à accomplir est d'ordre moral. Il serait infiniment regrettable de ne pas utiliser toutes les bonnes volontés. Les résultats obtenus le prouvent suffisamment... Il ne faut pas que l'Etat renonce à son œuvre de rééducation. Il lui appartient, au contraire, d'avoir des écoles-types. Mais elles ne devraient pas être nombreuses et, pour l'ensemble des mutilés, l'initiative privée pourrait très bien décharger l'Etat à condition d'être subventionnée. Il va de soi que ces subventions comporteraient une surveillance. Pourtant cette surveillance ne devrait pas tendre à l'uniformité. On a parlé de coordination. Chaque œuvre a sa clientèle, ses tendances, ses méthodes. Il faut respecter les diversités, et se défier de l'uniformité administrative, alors surtout qu'on est encore à la période des essais et des tâtonnements (1) ». M. Souchon disait cela dans une conférence faite, le 15 avril 1915, à la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale.

Après avoir proclamé la faillite du gouvernement

1. *La Remise au travail des mutilés*, p. 15.

et la responsabilité des ministres « qui n'ont pas su créer l'organe qu'il fallait pour la fonction qui s'imposait » M. Bittard n'attend le salut que du Parlement. « Dans la carence des pouvoirs publics, c'est le Parlement qui est aujourd'hui saisi de la question. »

Nous avons dit quelle était l'œuvre du Parlement et où en était la législation projetée.

Nous avons vu que M. Strauss, dans son rapport, conclut à l'institution d'un Office national des mutilés de la guerre.

M. Astier, au contraire, dans son contre-projet, ne demandait pas la création d'un Office, mais simplement que le Conseil des ministres effectuât la coordination nécessaire entre toutes les œuvres.

M. Strauss, à la tribune du Sénat, défendait ainsi son rapport : « Il y a dans les administrations publiques une tendance en quelque sorte traditionnelle et invincible à défendre jalousement des attributions légales ou réglementaires. Chacun des services voit le bien qu'il fait, il est satisfait des services qu'il rend. Eh bien, l'Office national, que M. Astier jusqu'à présent n'avait pas admis et qui j'espère trouvera grâce devant lui, a été justement imaginé et il fonctionne à cet effet depuis bientôt neuf mois, pour que les petites frictions entre les différentes administrations ne puissent se produire à l'avenir. Si je voulais faire de la critique rétrospective, je n'aurais pas de

peine à justifier mes dires ; je me borne à énoncer ce fait que, sans la création, et la survivance d'un organe de liaison, non seulement entre les administrations publiques, mais encore avec les associations privées, des efforts disparates pouvaient se produire en raison des divergences de vues, des doubles emplois et du défaut de plan d'ensemble.

« Il ne faut pas qu'un centre de physiothérapie et de prothèse soit institué quelque part sans tenir compte, à la fois, des convenances économiques des besoins industriels d'un certain nombre d'éléments qui doivent entrer en considération.

« Inversement, il ne faut pas multiplier les écoles ou les centres de rééducation professionnelle sans être, à l'avance, certain que les conditions de placement dans la région seront adéquates aux ressources de rééducation, sans avoir établi le lien qui le relie avec les formations sanitaires. Il convient d'éviter le défaut d'utilisation des centres d'enseignement, l'encombrement sur un point, le déficit sur un autre, la trop grande dispersion des métiers dans telle école, le défaut d'adaptation et de débouchés de placement dans telle ou telle localité. L'orientation professionnelle joue un rôle important à côté de la rationnelle utilisation des organes hospitaliers.

« Bref, toute cette préparation menue, délicate, capitale pour l'avenir des mutilés, ne peut pas donner lieu à des délibérations en Conseil des ministres;

elle ne se prête pas non plus à des échanges de notes entre les différentes administrations. C'est de vive voix, et dans un organe de liaison, de coordination, que cette coopération nécessaire doit être réalisée par l'Office national.

« Il n'y a pas le moindre antagonisme entre l'initiative privée que nous louons, que nous encourageons, à laquelle nous rendons le plus éclatant hommage, et l'action des différentes administrations publiques.

« C'est l'œuvre que nous avons à consacrer d'un commun accord. Il ne saurait y avoir place dans un tel débat, pour des divergences doctrinales ou pour le choc des opinions adverses » (1).

M. Bittard a, malgré tout, confiance dans le Parlement et croit à la solution législative du problème des mutilés. Malgré sa longueur, nous estimons nécessaire de citer le passage où il indique au Parlement ce qui, à son avis, doit être fait :

« Une loi qui renvoie tout à un règlement d'administration publique, tel est le projet de M. Strauss, et tel est le projet de M. Durafour pour la partie de celui-ci qui traite elle aussi de l'Office.

« Mais ces deux textes peuvent encore être amendés et d'abord fondus en un seul. Amendés, cela signifie qu'on leur prendra un nom : celui d'Office

1. *Journal officiel*, séance du 16 mars 1917.

national des mutilés, et qu'on mettra quelque chose derrière, qui n'y est pas pour l'instant. Ce quelque chose, ce doit être, à notre sens, un grand organe défini, concret, vivant, un organe autonome et non une simple dépendance administrative d'une bureaucratie ministérielle déjà encrassée elle-même dans la routine et la paperasse. Pour être digne de son nom et de son rôle, l'Office national des mutilés doit avoir, avant tout, la personnalité civile qui lui donnera la possibilité de gérer lui-même ses propres intérêts et surtout d'appeler et d'utiliser la collaboration de l'initiative privée, en vue d'une action large et féconde, efficace et rapide, c'est-à-dire tout le contraire de l'action administrative dont le fonctionnement du ministère du Travail est justement le type le plus accompli.

« Une œuvre aussi neuve que la rééducation professionnelle ne peut être menée à bien que par l'Etat qui dispose seul des moyens nécessaires pour obtenir un pareil résultat. Mais elle a besoin de l'aide agissante de l'initiative privée.

« La participation de l'initiative privée ne peut trouver place que dans un Office autonome, comme l'est, par exemple, l'Office du Commerce extérieur ou encore, plus exactement, l'Office de la Propriété Industrielle et l'Office du Tourisme, c'est-à-dire un service capable de recevoir des dons et des legs, d'avoir un budget propre, d'admettre dans son con-

seil d'administration d'autres membres que des fonctionnaires. Parmi ceux-ci il faudra notamment consulter des médecins, des éducateurs, des industriels, tous collaborateurs indispensables à la mise en pratique du vaste programme qui doit être celui de l'Office : création d'écoles, aménagement d'ateliers, mise au point des divers systèmes de prothèse de rééducation fonctionnelle, d'enseignement et d'apprentissage, organisation du placement et de la protection contre les accidents ; propagande, etc., etc.

« Il n'est pas possible de tout dire en un petit nombre de pages, ni, par conséquent, d'entrer dans tous les détails d'une institution dont la loi n'a du reste à prévoir et à fixer que les grandes lignes. Ces grandes lignes, qui manquent tout à fait aussi bien dans le projet Strauss que dans le projet Durafour, sont, nous venons de le voir, l'autonomie administrative sous le contrôle du gouvernement, la personnalité civile et le budget propre, et la participation de l'initiative privée. Elles se complètent par deux mesures subsidiaires : l'administration de l'Office confiée à un directeur responsable et le rattachement de l'établissement à un ministère compétent. Directeur responsable, on sait ce que cela veut dire, surtout depuis quelque temps. Ministère compétent, cela s'entend, non du Ministère du Travail et de sa direction de la Statistique, mais du ministère de la Guerre et de son Service de Santé ou mieux encore du Ministère du

Commerce et de sa direction de l'Enseignement technique, car, tout compte fait, la rééducation fonctionnelle, la prothèse, l'assistance, le placement ne sont que les préparations ou les conséquences de la seule rééducation professionnelle, à quoi se ramène tout le problème des mutilés et qui n'est elle-même, en somme, qu'une application, particulière mais directe, de l'apprentissage et de l'enseignement technique.

« Le premier stade de la solution du problème des mutilés est dans l'amendement ainsi défini des projets actuellement soumis à l'approbation du Parlement. C'est aux Chambres à dire si elles comprennent toute l'importance de cet amendement et si, avec ou contre les rapporteurs, elles peuvent, par lui, rendre utile et efficace une loi qui, sans lui, ne sera qu'une loi de plus, sans portée et sans résultat. (1) »

Il est indéniable que, malgré ces divergences de vues ou plutôt de certaines tendances, de certaines nuances, l'accord absolu peut et doit être fait.

Tout le monde reconnaît l'ampleur, la complexité, la délicatesse du problème, la nécessité et l'urgence qu'il y a à le résoudre, non seulement dans l'intérêt du mutilé, mais pour le bien général et pour la grandeur de notre pays.

Tout le monde reconnaît aussi que, pour mener à

1. *La solution législative du problème des mutilés, déjà cité.*

bien cette tâche de la rééducation professionnelle, il faut les efforts de tous, simples particuliers, patrons, camarades de travail, groupements, syndicats, chambres de commerce, municipalités, conseils généraux, etc... Il faut que les mutilés apportent leur bonne volonté, un grand désir de relèvement moral et physique, que tous les Français collaborent dans la mesure où ils le peuvent, par leur temps, leur science ou leur argent.

Tout le monde reconnaît enfin qu'il faut mettre du jour, de la clarté, de l'ordre, dans toutes les tentatives dispersées et dans ces œuvres sans lien entre elles. Il faut les faire marcher chacune dans un même sens, les tendre vers un même but exact et précis, par des moyens simples et bien définis. Il faut unité de vue, même direction dans l'action. Il faut un organe central de liaison, de coordination, de direction.

Tout le monde est d'accord sur ce point.

Les uns, comme MM. Bittard, Strauss, Godart, Durafour, veulent que l'Etat tout puissant réunisse toutes les initiatives privées ou publiques sous son autorité, préside lui-même à la rééducation, en fasse son œuvre à lui et crée à ce sujet un Office National, sous sa dépendance absolue.

D'autres, comme MM. Souchon, Astier, etc..., connaissant les défauts de notre administration, et les dangers de l'action exclusive de l'Etat désirent que l'on respecte la diversité des œuvres, que l'Etat

borne son rôle à surveiller, à coordonner, à subventionner.

Voilà les deux tendances.

Dans un problème si grave, si grand, que celui de la rééducation, notre avis est qu'il ne faut froisser personne, puisque l'on a besoin de tous, qu'il faut faire la conciliation, ne rebuter aucun concours, n'arrêter aucune initiative. Les œuvres privées doivent accepter, nous ne disons pas le joug, mais la surveillance ferme de l'Etat. Ce dernier doit agir, non comme d'habitude, avec rudesse, mais par des ordres nets, avec souplesse, avec mesure. Les œuvres privées peuvent vivre à côté des créations de l'Etat. L'expérience à cette heure a produit ses fruits. Nous savons comment il faut rééduquer. Il est nécessaire que les œuvres privées, si elles veulent continuer à vivre, même non subventionnées par l'Etat, se plient de bonne grâce aux indications données et aux règles fixées. C'est l'œuvre patriotique qui continue. La Patrie est toujours en danger. Tous, particuliers et pouvoirs publics, doivent trouver dans ce sentiment la force nécessaire pour résoudre le problème en mutuelle et étroite collaboration.

Le Parlement a aussi un beau rôle à jouer. Il doit à notre avis, dans un texte né des travaux vraiment intéressants de ses membres, créer une loi ayant une haute portée et prescrivant la rééducation dans le sens ci-dessus indiqué. Il peut, il doit instituer un Office

National, avec des pouvoirs et des attributions tels qu'il laisse aux œuvres privées, sous son contrôle et sa surveillance, subventionnées ou non, toute leur vie et toute leur activité.

M. le Dr Bourrillon, dont l'opinion fait autorité, a dit : « C'est par l'action combinée et rationnelle du Parlement, du gouvernement, des départements, des communes, des œuvres privées et des associations agricoles, industrielles et commerciales que se résoudra le plus pratiquement le problème économique et social qui se pose à propos de nos glorieux défenseurs mutilés et estropiés. (1) »

C'est une affaire de volonté, de clairvoyance et d'organisation.

VII. — Dans d'autres pays

I. — *États scandinaves. — Danemark*

On a pu dire avec raison que les États scandinaves étaient la terre-mère de la rééducation. C'est chez eux que nous devons regarder pour l'établissement de nos écoles de mutilés, car, après des tâtonnements inévitables, ils sont arrivés près de la perfection.

Le pasteur Hans Knudsen a fondé, en 1872, à Copenhague, le premier asile pour estropiés. La pre-

1. *L'Œuvre Economique*, 25 février 1917, p. 120.

mière mise de fonds fut de 367 francs. Cette société a pris un tel développement que son budget annuel atteint actuellement près de 350.000 francs. C'est aujourd'hui l'école modèle, subventionnée par l'Etat. Mais il ne faut pas croire que son entretien coûte fort cher. En effet, les ouvriers qu'elle rééduque et qui appartiennent aux professions les plus diverses (cordonniers, tailleurs, bandagistes, menuisiers, tanneurs, relieurs, vanniers, ferblantiers, etc...) confectionnent, dans les ateliers de rééducation, des objets qui sont vendus au public. Le chiffre d'affaires dépasse annuellement 100.000 francs.

L'école a des internes et des externes. Les élèves éloignés de Copenhague sont logés et nourris et on leur retient une somme très modique pour les frais.

A la sortie de l'école, presque tous des rééduqués obtiennent des emplois fort honorables et quelquefois plus rémunérateurs que ceux qu'ils occupaient avant leur mutilation.

Sur le modèle des ateliers créés par le pasteur Knudsen, des ateliers semblables fonctionnent à cette heure dans un certain nombre de villes des pays scandinaves, notamment à Christiania, Stockholm, etc., etc.

Russie

La Russie, avant la guerre actuelle, avait pris des

initiatives dans ce domaine de la rééducation des invalides du travail ou de la guerre. Plusieurs écoles y fonctionnent, dont la plus importante et la mieux aménagée est l'école de Pétrograd, fondée par M. Tcharnomskaïa, créateur de nombreuses œuvres philanthropiques, sur les indications techniques du Dr Welliaminoff. Cette école a notamment réadapté au travail un certain nombre de blessés de la guerre contre le Japon.

Belgique

La Belgique avait fait avant la guerre un gros effort en faveur des mutilés. Deux centres principaux les recevaient, dirigés par des hommes spécialisés dans cette matière et éminemment compétents : le centre du Brabant, dirigé par le Dr Dam et le centre du Hainaut, dirigé par le Dr Dourlet.

Au cours de la grande guerre, le gouvernement belge, quoique chassé de son sol, a mis sur pied une œuvre remarquable, destinée à rendre les mutilés à la vie sociale. C'est surtout à la reine Elisabeth que revient l'honneur d'avoir secondé l'entreprise.

Le baron Baeyens a mis généreusement à la disposition de ses compatriotes son domaine de Port-Ville, près de Vernon, dès le mois de juillet 1915. L'installation des pavillons, qui s'élèvent déjà à plus de 80, est de tout premier ordre à tous les points de

vue. L'école est dirigée par M. le Dr Lejeune, le capitaine Hacour et M. Alleman. En une année, il y a eu 883 sorties sur 1.709 entrées. Plus de 50 o/o des hospitalisés ont été guéris, rendus à leur métier, ou réadaptés à un autre.

En dehors des traitements moraux par les agents physiques (air chaud, lumière, massage, etc...), en dehors de tous les systèmes de rééducation fonctionnelle, par la mécanothérapie, électrothérapie, l'école de Port-Villez a surtout perfectionné les appareils de prothèse. On y a étudié assidûment la transformation des machines-outils. Avec une machine adaptée à son infirmité, il n'est pas rare de voir un ouvrier donner un rendement moyen supérieur à celui qu'il donnait avant sa blessure. M. Paul Campana a pu dire : « L'Institut de Port-Villez a accompli ce qui, auparavant, aurait pu paraître irréalisable : refaire un homme ou faire un homme nouveau. »

Nous devons ajouter que cette si belle œuvre est née sous les doigts, pour ainsi dire de M. de Paeuw, chef du cabinet civil du ministre de la Guerre belge. M. de Paeuw a été un des apôtres de la rééducation. Il a exposé ses idées et les résultats obtenus par les ateliers de Port-Villez dans un livre (1), « qui, rehaussé « d'illustrations, forme un document de premier « ordre pour l'utilisation sociale des mutilés. »

1. *La Rééducation professionnelle des mutilés.* Berger Levrault
1917.

Allemagne

Notre ennemi s'est préoccupé de tout temps, avec la ténacité qu'on lui connaît, du problème des mutilés. On peut même dire que, par ordre chronologique, c'est en Allemagne, à Munich, que en 1832, le premier institut de rééducation a été créé. Depuis cette date, l'établissement est devenu très florissant. Il est remarquablement au point à cette heure et donne des résultats surprenants : 62 o/o des ouvriers entrés sortent réadaptés.

Des instituts similaires se sont ouverts à peu de temps d'intervalle : 1845, Stuttgart ; Nowawes 1886 ; Hambourg 1898, et bien d'autres... Tous fonctionnent de la façon la plus régulière et la plus précise.

Dès le début de cette guerre, l'Allemagne a porté une grande attention à la question des mutilés, se préoccupant surtout de leur emploi après la guerre, dans la bataille économique sans merci qu'elle veut livrer. Nous n'en voulons pour preuve que ce rapport du directeur de l'Ecole des mutilés de Düsseldorf, paru dans *Sthal und Eisen*, le 10 août 1916 :
« Les représentants de la grande industrie ont sou-
« tenu ce projet, présenté par la direction de l'école
« des mutilés de Düsseldorf, projet qui prévoit la
« création, à Düsseldorf d'ateliers spéciaux destinés

« à former les ouvriers métallurgistes. L'école de
« Düsseldorf a déjà fait, dans ce sens, quelques
« expériences en avril 1915. Elles ont donné de bons
« résultats... En effet, le rendement des ouvriers
« était tel que la direction de l'école pouvait, au bout
« de très peu de temps, leur payer le salaire plein.
« Les usines ont été très satisfaites de la production
« des blessés formés par l'école, et ceux-ci sont très
« contents de leur nouveau métier et de leur salaire,
« qui n'est pas inférieur à leur salaire d'avant-guerre.
« Ces expériences permettent d'espérer que tous les
« mutilés qui seront contraints de changer de métier
« pourront, après avoir été formés pour le travail
« aux machines-outils, trouver dans l'industrie une
« occupation stable et bien rétribuée. Ainsi, l'école
« de blessés a rempli son but, qui était de procurer
« à l'industrie des ouvriers expérimentés, consen-
« tants et satisfaits (1). »

La Rééducation professionnelle agricole

Notre étude est limitée au mutilé de l'industrie. Cependant il nous paraît nécessaire de dire ici un mot de la rééducation professionnelle agricole, car, par certains côtés, elle est liée intimement à la rééducation professionnelle industrielle.

1. *Bulletin des usines de guerre*, 16 octobre 1916.

Comme nous avons eu occasion de le dire déjà, certains se sont émus de l'effort fait uniquement, au début en faveur de la rééducation des invalides des usines.

On a craint avec juste raison que les appels adressés en vue de l'adaptation au travail des ateliers ne soient entendus par des mutilés qui ne devraient pas l'entendre. On a craint que des paysans blessés, attirés par le voisinage des grandes villes, ne soient trop enclins à apprendre un métier urbain et à oublier leurs champs.

Il serait superflu d'insister ici sur l'exode rural : la France souffre du manque de main-d'œuvre agricole. Les campagnes étaient désertées avant la guerre dans une proportion telle que des mesures sévères et sages s'imposaient pour arrêter le mal.

Ce mal va aller s'aggravant. Les morts les plus nombreux sont les ruraux, les mutilés les plus nombreux sont les ruraux, 70 0/0 environ des mutilés sont des agriculteurs et 5 à 10 0/0 environ des para-agriculteurs : charrons, forgerons, maçons, charpentiers, maréchaux-ferrants, tonneliers, laitiers, fromagers, etc., etc., ouvriers ruraux, vivant de la ferme ou près d'elle.

Le Temps donnait récemment le document suivant :

« Sur 660 mutilés d'un département de l'Ouest, 450 étaient cultivateurs avant la guerre. Si 340 dési-

rent rester à la terre, 60 l'ont déjà quittée et 50 autres s'apprentent à faire de même. Or, sur ces 110 mutilés, nombreux sont ceux dont les blessures ne sont pas incompatibles avec les travaux des champs. Il y a là un danger grave et dans l'intérêt national il faudrait trouver un moyen de les faire revenir sur leur détermination. »

Il faut, en effet, ramener à la terre déjà abandonnée tous les mutilés ruraux. Et c'est ainsi que, dans ce délicat problème de rééducation industrielle, il ne faut pas perdre de vue le paysan invalide et savoir s'il vient à tort demander non une rééducation, mais une éducation, un véritable apprentissage, qui le rendra capable d'un travail urbain et l'enlèvera au travail des champs.

Il faut que le gouvernement et le Parlement veillent à ce que tous les mutilés exerçant une profession agricole, ou un métier annexe, ne se laissent point entraîner, au hasard de la vie d'hôpital ou des influences extérieures, à se lancer dans une nouvelle existence.

On doit reconnaître que des efforts sérieux ont été faits dans cette intention. De nombreux établissements agricoles sont susceptibles de recevoir des mutilés de la guerre, avec des spécialités bien définies : Limonest, près de Lyon, Grignon, Versailles, Poligny, Gurgeres, Marmirole, La Réole, Ondes,

Oisellerie, La Brosse, Fontaines, Aurillac, Grand Jouan, Rennes, etc.

Des sections de mécaniciens ruraux ont été créées dans certaines d'elles : Grignon, Montpellier, Rennes.

Le ministre de l'Agriculture lui-même, par une importante circulaire du 15 novembre 1916, adressée aux directeurs des services agricoles, a fixé les conditions générales de l'enseignement des mutilés.

« L'emploi et la généralisation des machines agricoles, dit M. Strauss à ce sujet, seront de nature à favoriser la réadaptation au travail des agriculteurs blessés. La formation des mécaniciens agricoles, tant pour la conduite des machines, que pour leur construction, entretien et réparation, est opportune au premier chef. Une action méthodique, poursuivie de concert avec les syndicats agricoles, pourra donner d'heureux résultats.

« D'autre part, il y aura le plus grand intérêt à encourager la rééducation professionnelle des blessés d'origine rurale, en les dirigeant vers les métiers faciles à exercer dans les petites villes et dans les villages. Ce sera le rôle des comités départementaux de participer à cette orientation professionnelle agricole et rurale. (1) »

Nous pouvons dire d'ailleurs que les essais de rééducation agricole ont donné des résultats aussi

1. Rapport Strauss, déjà cité.

satisfaisants que les essais effectués dans le domaine industriel.

L'école de Limonest près de Lyon, l'école type de Port-Villez, celle de Versailles, de la Rapée et bien d'autres ont eu des élèves qui, à leur sortie, sont revenus aux champs aussi aptes, aussi heureux pourrions-nous dire, que par le passé.

La 17^e région, sous l'impulsion des D^{rs} Cestan et Paul Descomps, a fait œuvre vraiment admirable. Grâce à eux, l'Ecole d'Agriculture d'Ondes et l'Ecole des Artisans de Grenade sont arrivées à des résultats remarquables.

M. le D^r Paul Descomps a bien voulu nous communiquer un de ses rapports. Nous y lisons ces lignes qui doivent être connues et retenues :

« Mais, dira-t-on, n'est-ce pas illusoire de vouloir ramener à la terre des mutilés graves, des infirmes, des impotents ? Les résultats de quinze mois de pratique à Ondes fournissent une réponse péremptoire. Mais il y a plus ;

« Tout d'abord, tel grave mutilé se réadaptera de façon surprenante et inespérée à son ancien métier. Les exemples ne se comptent plus, qu'illustre cette constatation heureuse entre toutes, que beaucoup de mutilés ont acquis bien vite, après une courte expérience, la certitude réconfortante que le retour à leur première profession était possible.

« Ensuite, où cette réadaptation est-elle plus facile

qu'à la ferme ? Chacun y trouve, en effet, la besogne proportionnée à ses forces physiques, à l'inverse de l'usine qui ne peut admettre que des ouvriers à rendement physique maximum.

« Nous avons pensé que la rééducation agricole devait être avant tout une rééducation d'ordre intellectuel, tendant surtout à perfectionner, à élever l'esprit de l'agriculteur, bien plus qu'une simple rééducation physique purement manuelle...

« La main-d'œuvre étrangère, le perfectionnement des instruments agricoles, leur multiplicité, la motoculture ne seront des facteurs de succès pour le réveil de l'agriculture française après la guerre, que si la diversité de leur action est dirigée par des cerveaux qu'auront formés les écoles de rééducation. En un mot, il faut qu'après un passage dans de telles écoles, le mutilé arrive à compenser, par des acquisitions dans le domaine intellectuel, la diminution physique dont il est victime. »

Voilà un beau programme. On ne saurait mieux dire.

DEUXIÈME PARTIE

II. — LE PLACEMENT DES MUTILÉS

La réadaptation au travail du mutilé ayant été effectuée, il convient d'assurer son placement.

Parmi les emplois qui sont accessibles aux mutilés, nous distinguerons d'une part, les fonctions publiques, d'autre part, les emplois privés.

1° Les Fonctions publiques

Le Parlement a résolu la question en votant sur la proposition de M. Labroue, député, la loi du 17 avril 1916, « réservant les emplois aux militaires et marins, réformés ou retraités pour blessures de guerre ».

L'article 1^{er} de cette loi est ainsi conçu :

« Les militaires des armées de terre et de mer, réformés numéro 1 ou retraités par suite d'infirmités résultant de blessures ou de maladies contractées devant l'ennemi, au cours de la guerre actuelle, bénéficieront, à partir de la publication du règlement

d'administration publique prévu par la présente loi et pendant un délai de cinq ans, à dater de la cessation des hostilités, d'un droit de préférence pour l'obtention de tous les emplois réservés par les tableaux E, F et G annexés à la loi du 21 mars 1905 qui ne nécessitent pas l'intégrité de forces physiques, quels que soient, d'ailleurs, leur grade et la durée de leur service. Ce droit de préférence s'exercera tout d'abord en faveur des pères des familles les plus nombreuses.

« Les militaires ci-dessus désignés pourront être admis au bénéfice de ces emplois, alors même qu'ils auraient, le 1^{er} août 1914, date du décret de mobilisation des armées de terre et de mer, dépassé la limite d'âge telle qu'elle est fixée par l'article 14 du règlement d'administration publique du 26 août 1905 rendu en exécution de l'article 69 de la loi du 21 mars 1905. »

Le règlement d'administration publique du 10 juillet 1916 précise les mesures nécessaires à l'application de la loi du 17 avril 1916 et énumère notamment les catégories de blessures et d'infirmités permettant de concourir à l'obtention d'un emploi réservé.

Certes, on ne peut que rendre hommage à la pensée du législateur, qui a voulu assurer un gagne-pain honorable et rémunérateur à une catégorie fort intéressante de mutilés, nous voulons dire ceux que leurs blessures rendent inaptes à un trop lourd effort

manuel et aussi ceux qu'une certaine culture intellectuelle désigne pour les occupations de bureau. Mais combien ici recommanderons-nous la prudence...

N'avons-nous pas déjà assez de 850.000 fonctionnaires qui figurent aujourd'hui au budget ? Peut-on ne pas trouver suffisant ce mécanisme énorme et compliqué de notre bureaucratie, absorbant une quantité prodigieuse de forces vives et rendant peu de besogne vraiment utile ?

Est-il sage de faire, sans un scrupuleux discernement, luire aux regards des mutilés le mirage décevant des fonctions publiques et ne vaut-il pas mieux les prévenir qu'en recherchant les emplois de l'Etat, ils se heurteront à des compétitions rendues redoutables par le nombre forcément restreint des places à pourvoir ? Ne serait-il pas moral de les prévenir que peut-être ils y risqueront leur indépendance ?

Mieux vaut, croyons-nous, diriger le mutilé vers les professions industrielles, commerciales ou agricoles. C'est là, en effet, qu'est l'avenir non seulement de chacun de nous, mais plus encore de la nation entière.

La guerre qui, avec tant de deuils et de désastres, nous a apporté de si hauts enseignements, a démontré l'absolue nécessité, pour un homme, de savoir faire œuvre de ses mains, sans que l'intelligence en souffre, sans qu'il en résulte une déchéance. La nouvelle stratégie a prouvé à tous que l'adresse manuelle

constitue, au contraire, une supériorité, une nécessité absolue dont on ne s'était pas jusqu'ici suffisamment avisé.

Notre pays, par le génie même qui lui est propre, ne manquera jamais de sujets d'élite qui se sentiront appelés par les carrières libérales. C'est vers le travail de l'industrie, vers le travail manuel, qu'il convient d'attirer de préférence les jeunes hommes de la génération actuelle.

Pour cela il est nécessaire d'honorer l'industrie, de glorifier le travail manuel.

Une des illustrations du barreau français, M^e Cheny, a dit excellemment :

« Il ne suffit pas d'honorer le travail manuel chez les autres, en le dédaignant pour soi-même. Il y faut encore encourager nos enfants, leur enseigner qu'un homme n'est complet que s'il réunit dans une harmonie parfaitement réalisable le fonctionnement du cerveau et des membres, qui lui ont été donnés pour qu'il s'en serve. Ce n'est pas le retour à l'état primitif. C'est la mise en œuvre de toutes les ressources de l'individu qui recueille à la fois le bénéfice acquis de plusieurs siècles de science, de progrès et d'art et le bienfait de sa force et de son adresse entretenues et améliorées (1). »

D'ailleurs n'avons-nous pas, dans l'avenir, dans

1. *L'Intransigeant* du 11 février 1917.

l'après-guerre surtout, à nous préoccuper de la main-d'œuvre aussi bien pour l'agriculture que pour l'industrie ? N'avons-nous pas à combler les vides que les affreuses tueries ont faits de toutes parts ? Tous nos efforts ne doivent-ils pas tendre à appeler sur nos terres, dans nos manufactures, dans nos ruches métallurgiques, dans toutes les branches de la richesse nationale le plus d'énergies possible ?

Après la guerre, la nécessité s'imposera de refaire les patrimoines, de réparer les usines, de rétablir les industries disparues, d'en créer de nouvelles, de nous assurer des débouchés plus nombreux, de sortir, en un mot, nos usiniers, nos négociants, nos agronomes de l'état d'infériorité où les dernières années semblaient les avoir placés vis-à-vis des autres nations.

Le 7 juin 1915, le Chancelier d'Allemagne se croyait autorisé à dire aux membres du Reichstag « Reconnaissez vous-mêmes ce que nous devons à notre industrie, qui s'est mise à la hauteur de tous les besoins de la guerre et qui a accompli une besogne formidable. Sans notre industrie, nous aurions depuis longtemps perdu la guerre (1). »

Le Chancelier Bethmann aurait été plus près de la vérité en affirmant que c'est avant la guerre, et

1. Astier, sénateur, Conférence à la Ligue de l'Enseignement, mars 1917.

dans sa préparation, que l'industrie allemande avait réalisé ses efforts les plus efficaces, les plus dangereux pour la France et ses alliés.

En tous cas, nous avons d'excellentes raisons pour déclarer que, si les événements que nous aurions dû plus attentivement prévoir nous ont surpris, notre industrie s'est mise elle aussi à la hauteur des circonstances. Elle n'a rien négligé pour réparer le temps perdu et elle nous a placés, dès maintenant, en bonne posture. Elle nous a permis de nous défendre avec avantage. Elle fera plus. Elle nous donnera, avec la victoire certaine, le rang qui nous rendra mattres de l'avenir. Mais, pour cela, il faut que tous les efforts de l'Etat et des initiatives privées tendent à porter au maximum possible la main-d'œuvre industrielle, commerciale et agricole.

2° Les emplois privés

Pour tous les motifs que nous venons d'exposer, il importe de réserver les fonctions publiques et, particulièrement celles qui s'accommodent de moyens physiques réduits, aux mutilés très gravement atteints, et encore à condition qu'ils en soient intellectuellement capables, et de diriger vers l'industrie d'agriculture ou le commerce tous les mutilés susceptibles d'y occuper un emploi.

Comme pour le problème de la rééducation professionnelle, il y a eu, dans cette voie, une collaboration étroite des initiatives privées et des pouvoirs publics.

Initiatives privées. — Dans son rapport sur les propositions de lois Pressemane et Viollette, M. Durafour rend hommage à l'ingéniosité et au dévouement des initiatives privées.

La plupart des Sociétés de rééducation se sont préoccupées de trouver des emplois aux blessés rééduqués. A côté de ces Sociétés, nous citerons, avec M. Durafour, parmi les œuvres, dues à l'initiative privée, qui s'occupent plus particulièrement du placement des mutilés, les principales organisations suivantes :

Les deux écoles professionnelles créées à Lyon par H. Herriot, complétées par une sorte de bureau de placement, — l'Institut agricole des mutilés, à Limonest, — la Société d'Assistance et de Patronage pour les sourds muets et les aveugles du Rhône, à Villeurbanne, — la Société Valentin Haüy pour la rééducation et le placement des mutilés aveugles ou sourds.

Dans les Bouches-du-Rhône, à Marseille, la Société pour la défense du commerce et de l'industrie, fondée en 1866, s'occupe du placement des mutilés.

Dans la Haute-Garonne, l'œuvre des mutilés assure le placement dans toute la 17^e région.

Dans la Loire, à Saint-Etienne, un comité de

patronage comprenant les principales notabilités de l'industrie, du commerce et des services publics s'occupe du placement des mutilés qui sortent de l'école de rééducation créée dans ce département.

Dans la Haute-Vienne, l'œuvre d'assistance aux invalides et mutilés de la guerre a organisé un office central de placement.

Pouvoirs publics. — Du côté des pouvoirs publics on constate la même préoccupation d'assurer le placement des mutilés dans les emplois privés.

Cette préoccupation apparaît, pour la première fois, dans la circulaire du 29 décembre 1915 du ministre du Travail et est précisée dans celle du 10 février 1916.

« La question s'est posée, déclare le ministre, de
« savoir s'il y avait lieu pour les pouvoirs publics de
« créer des institutions spéciales pour le placement
« des réformés et mutilés de la guerre. Après un
« examen approfondi de la question, il a paru à
« M. le Ministre de la Guerre et à moi que, lorsqu'il
« s'agissait — et c'est heureusement le cas le plus
« fréquent — de réformés ou de mutilés susceptibles
« d'être employés à nouveau dans des conditions à
« peu près normales, la question du placement se
« posait de la même façon que pour les travailleurs
« ordinaires. »

De son côté, le ministre de la Guerre a organisé un service spécial de placement, qui a déjà donné des

résultats appréciables. En six mois d'activité, il a fourni un emploi à 1.764 soldats, et il a disposé de 4.618 offres de travail.

« Le sous-secrétaire d'Etat des munitions, comme l'a écrit M. Durafour, s'est également préoccupé de favoriser l'emploi aussi large que possible des mutilés et réformés de la guerre dans les usines qui travaillent pour son administration. Il a prescrit aux contrôleurs de la main-d'œuvre de veiller tout spécialement au placement de cette catégorie si importante de travailleurs. Des résultats appréciables ont déjà couronné ses efforts. A l'heure actuelle (septembre 1916), plus de 200 mutilés sont occupés dans les ateliers de la guerre à Toulouse. »

Enfin, nous insisterons plus particulièrement sur l'Office National des mutilés et réformés de guerre créé par arrêté interministériel du 2 mars 1916, portant la triple signature du ministre du Travail, du ministre de la Guerre et du ministre de l'Intérieur, et dont l'organisation a été précisée par les arrêtés interministériels des 16 mars et 11 mai 1916.

Office National des Mutilés et Réformés de la Guerre

L'Office National, qui a son siège, 95, Quai d'Orsay, à Paris, a pour mission de coordonner, en vue d'une action commune, les efforts des administra-

tions publiques et des institutions privées qui s'occupent des mutilés, de façon à faciliter à ceux-ci le retour à la vie active, dans les conditions les plus avantageuses pour eux et pour le bien général.

L'Office National s'occupe de tous les militaires, atteints de blessures ou de maladies, qui ont subi une diminution importante et durable de leurs capacités professionnelles.

Sous la présidence du ministre du Travail et du sous-secrétaire d'Etat du Service de Santé militaire, l'Office National comprend :

1° Un Comité d'administration qui, chargé des questions générales et du groupement des informations relatives aux mutilés et réformés de la guerre, maintient en relation constante les services qui s'occupent du placement.

2° Une Commission de rééducation, précédemment instituée par le ministère de l'Intérieur, qui donne son avis sur les questions techniques de la rééducation.

3° Un Conseil de perfectionnement, qui groupe plus particulièrement les personnes connues pour leurs travaux spéciaux ou représentant des sociétés privées et qui est qualifié pour veiller aux intérêts généraux des mutilés.

Le fonctionnement et le but de l'Office National sont précisés dans une petite brochure officielle éditée

par les ministères du Travail, de la Guerre et de l'Intérieur (1).

L'Office National enregistre pour chacun des mutilés les renseignements qui lui sont transmis sur son état civil, sa situation militaire, la nature de son invalidité, sa profession antérieure et la profession ou l'emploi nouveau obtenu à la suite de l'invalidité. C'est ainsi qu'il prépare le registre général des invalides de la guerre, à l'aide notamment des bulletins de renseignements qui lui sont adressés par les diverses sociétés s'occupant de venir en aide aux mutilés et réformés.

D'autre part, en vue d'établir un répertoire des emplois compatibles avec chaque genre d'infirmité, des renseignements ont été demandés aux industriels qui occupent soit des victimes d'accidents du travail, soit des invalides de la guerre. Un certain nombre d'indications de cet ordre ont déjà été recueillies par les inspecteurs du travail.

A cet effet, une circulaire signée de MM. Albert Métin et Justin Godart, a été adressée à plusieurs milliers d'industriels, à la date du 20 mai 1916.

En même temps qu'on invitait les industriels à fournir un bulletin de renseignements pour chaque invalide occupé, on leur indiquait succinctement le

1. Office National des Mutilés et Réformés de la Guerre 1916.
Imprimerie Nationale.

concours qu'ils pouvaient prêter à l'œuvre de réadaptation des mutilés au travail.

« Les chefs d'entreprise, disait-elle, peuvent le plus aisément faciliter au plus grand nombre des mutilés l'emploi de leurs facultés, le retour à la vie active normale.

« Ils peuvent leur réserver des places dans leurs ateliers, en leur assurant une situation matérielle équivalente à celle qu'ils avaient acquise avant la guerre.

« Ils peuvent disposer dans leurs établissements des machines et des appareils étudiés spécialement pour l'emploi des mutilés.

« Ils peuvent aussi, quand l'établissement est grand, installer des ateliers spéciaux de réapprentissage, dans lesquels les mutilés s'exerceront avant d'être mêlés de nouveau aux hommes valides, soit pour l'exercice de leur ancienne profession, soit pour l'exercice d'une profession nouvelle.

« Dans cet ordre d'idées, ce que ne peuvent faire des chefs d'entreprises trop restreintes peut être réalisé par des groupements patronaux. »

L'Office National s'occupe encore de faire donner le maximum de rendement aux Ecoles de rééducation existantes, qui continuent d'ailleurs à fonctionner sans aucune intrusion de l'Office. Celui-ci se tient au courant des adaptations projetées ou faites par les mutilés, des places disponibles. Il groupe ainsi des

renseignements qui lui permettent de donner des avis utiles aux entreprises nouvelles qui se créent.

Une enquête est ouverte à la fin de chaque semestre sur l'état de la rééducation professionnelle. Un état doit être rempli par chaque école : il fait connaître, outre la date de fondation, le personnel enseignant et dirigeant, l'outillage, le nombre des élèves internes ou externes, les professions enseignées, la situation financière, le nombre des invalides rééduqués dans le semestre, suivant les professions, le nombre de journées de présence, enfin la liste des invalides placés dans le cours du semestre, en distinguant la profession antérieure et la profession nouvelle.

L'Office utilise la tendance qu'ont les mutilés à se replacer étant donné les salaires élevés d'aujourd'hui.

Sur la demande du Comité des Forges, le Ministre du Travail a fait, en séance plénière, une communication demandant que les patrons, de plus en plus nombreux, qui prennent des mutilés pour travailler aux fournitures de guerre, s'engagent à leur donner un minimum d'apprentissage. S'ils ne peuvent pas le faire immédiatement, en raison même de la nécessité de satisfaire aux commandes de la Défense Nationale, ils le feront après la guerre, soit dans les établissements à eux, comme il en existe déjà, soit

en utilisant les écoles existantes. Le Comité des Forges a donné son adhésion à cette manière de voir.

Déjà plusieurs départements ont procédé ainsi. C'est le cas notamment pour la Saône-et-Loire; c'est, à certains égards aussi, le cas dans l'Indre-et-Loire.

Des fiches de placement sont remplies par les diverses institutions s'occupant de procurer des emplois aux invalides de la guerre. A l'aide de ces fiches, l'Office publie régulièrement une feuille mensuelle de placement, qui contient les résultats du dépouillement des diverses informations.

Cette feuille signale en outre les demandes d'emplois qui n'ont pas été satisfaites à la fin du mois, et une liste d'offres d'emplois qui n'ont pas trouvé de contre-partie dans le département d'où elles émanent.

Grâce à ce service de coordination, *chacune* des Œuvres s'occupant du placement des mutilés et réformés dispose de la totalité des offres d'emplois transmises à toutes les sociétés réunies.

D'autre part, un mutilé est envoyé presque à coup sûr dans une place encore vacante.

De plus, quand les renseignements recueillis seront assez nombreux, on déterminera, d'après l'expérience, les invalidités compatibles avec l'exercice d'un certain nombre de professions. Aussi lorsqu'un mutilé demandera un emploi, il sera facile de lui indiquer, suivant l'industrie envisagée et l'importance de son invalidité, les postes qu'il peut occuper,

la durée de l'apprentissage et les salaires qu'il recevra.

Comités départementaux

L'Office National est aidé dans sa tâche par les Comités départementaux des mutilés et réformés, créés sur l'initiative du Ministère du Travail (circulaire du 20 mars 1916 aux préfets).

Les Comités départementaux ont pour objet de s'assurer du bon fonctionnement dans les départements, des institutions qui s'occupent des mutilés et, à leur défaut, de susciter leur création.

Ils facilitent et encouragent la rééducation des mutilés ; ils s'occupent activement de leur placement, avec le concours des Offices départementaux de placement ; enfin, ils continuent leur patronage aux mutilés une fois placés.

Les Comités départementaux groupent les représentants des œuvres privées, du corps médical, des associations patronales et ouvrières, les délégués locaux des Ministères du Travail, de la Guerre et du Service de Santé et les fonctionnaires du Service agricole, de l'Enseignement technique et de l'instruction publique.

Au 1^{er} octobre 1916, 72 comités départementaux étaient constitués.

Cette organisation du placement des mutilés (Office National et Comités départementaux) a été reprise dans le rapport de M. Durafour précité.

Dans la proposition de loi, qui termine ce rapport, la Commission du travail a eu pour but, comme l'expose M. Durafour, « de créer un organisme très
« simple et très souple correspondant bien au but
« pratique recherché et réunissant ce double objec-
« d'une très forte unité de direction et d'une centra-
« lisation indispensable au succès d'une œuvre qui,
« pour produire tous ses effets, doit se trouver en
« relation et en contact permanents avec les intérêts
« à protéger ».

Cet organisme fait l'objet des trois premiers articles — dont nous avons donné le texte plus haut. — de cette proposition de loi (1).

Nous rappelons que l'article premier prévoit que l'Office, déclaré établissement public, est investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ainsi il disposerait de tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour remplir sa mission.

En vue d'éviter des efforts dispersés, l'Office National serait rattaché uniquement au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

L'Office National serait représenté à Paris par un Comité Central qui aurait des pouvoirs à peu près

1. Voir p. 43 et 44.

analogues à ceux dévolus au Comité d'administration de l'organisme actuel.

De plus, tandis que cet organisme n'est représenté en province que par des comités départementaux, le nouveau projet de loi prévoit, en outre, dans un but de décentralisation, la création de comités communaux, cantonaux et d'arrondissement à chacun desquels est ajointe une section de rééducation.

Le choix des membres devant composer des Comités est laissé à l'appréciation du ministre du Travail et des préfets, du premier, en ce qui concerne le Comité Central et des seconds en ce qui concerne les Comités de province. Si cette solution est très simple et très souple, elle n'est pas sans présenter des dangers.

Il n'est pas téméraire d'affirmer que, grâce à la bonne volonté des patrons, grâce à la disette de la main-d'œuvre et grâce certainement aussi aux services que les mutilés rééduqués seront capables de rendre, la presque unanimité de nos glorieux blessés trouvera un placement facile, honorable et rémunérateur. Mais le devoir du législateur est souvent de penser au pire. Les hommes sont toujours des hommes. La lutte économique après les hostilités reprendra peut-être avec l'intensité et la brutalité d'avant-guerre. La démobilisation va créer des perturbations dans les ateliers, par la rentrée des

ouvriers valides (1). Après la guerre, la vive sympathie actuelle du public pour les mutilés ira peut-être en s'affaiblissant lentement : Le temps chez beaucoup amène l'oubli. Ces craintes sont d'autant plus légitimes que, même aujourd'hui au milieu pourtant de tant de témoignages de la solidarité nationale et malgré tant de raisons qui doivent faire un devoir de l'emploi des mutilés, on a enregistré de malheureux exemples de patrons refusant de confier des emplois à des invalides de la guerre.

« C'est ainsi, comme l'écrit M. Bittard, qu'un grand fabricant d'automobiles, fournisseur de l'armée, n'a pas craint de répondre à un soldat boiteux que, chez lui, on faisait *des autos et non du sentiment* et que c'était au gouvernement, responsable de leurs blessures, d'assurer la vie des invalides de la guerre (2).

Et M. Durafour signale que « dans un important rapport présenté au cours de l'Œuvre d'assistance aux mutilés de la guerre du département de la Haute-Vienne, le secrétaire général de cette œuvre, M. Roland, substitut du Procureur général à Limoges, est obligé de formuler les observations suivantes : « Les offres d'emploi qui nous ont été faites ont été assez réduites. Nous aurions souhaité de ce côté un plus grand empressement de la part du patronat. Les

1. V. sur cette question, *le Correspondant*, 11 mars 1917, p. 769 à 800.

2. *La solution du problème des mutilés*, déjà cité.

salaires ont été également et souvent insuffisamment rémunérateurs » (1).

C'est dans ces conditions que le législateur s'est vu contraint d'envisager l'emploi obligatoire des mutilés.

Déjà la loi du 17 avril 1916, que nous avons citée plus haut, a ordonné cet emploi obligatoire des mutilés dans toutes les entreprises industrielles et commerciales qui obtiendront des concessions ou des monopoles ou des subventions de l'Etat, des départements ou des communes.

L'article 4 de cette loi est ainsi libellé : « Aucune entreprise industrielle ne pourra à l'avenir obtenir une concession, un monopole ou une subvention de l'Etat, du département ou de la commune qu'à la condition de réserver aux militaires qui font l'objet de la présente loi un certain nombre d'emplois à déterminer par le cahier des charges, et tenant compte des situations de famille prévues à l'article premier. »

On demande à cette heure au Parlement dans un but éminemment humanitaire d'étendre cette obligation aux entreprises privées.

Les articles 7 et 8 de la proposition de loi de M. Durafour sont ainsi conçus :

Article 7. — Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, puis au mois de janvier de chaque

1. Rapport déjà cité.

année, le ministre du Travail arrêtera, après avis du Conseil central, la liste des établissements qui seront tenus d'employer des mutilés, ainsi que la proportion de ces emplois au prorata du personnel total de chaque catégorie d'établissement. Cette proportion s'imposera à tout employeur occupant ou plus de 5 salariés du sexe masculin, ou plus de 10 femmes, ou plus de 7 salariés des deux sexes, français ou étrangers.

Article 8. — Les chefs d'exploitation visés par l'article précédent déclareront, du 1^{er} au 15 janvier de chaque année, par une lettre adressée au président du Comité cantonal de leur ressort, à défaut, au président du Comité départemental, les noms des mutilés employés par eux pendant l'année précédente et la période d'utilisation de chacun d'eux. Ils devront faire aussi connaître aux inspecteurs du travail toutes les modifications qui se produiraient en cours d'année, soit en ce qui concerne le renvoi ou l'embauchage des ouvriers mutilés, soit en ce qui touche la nature de leur emploi.

Toute la période de non-emploi supérieure à trente jours consécutifs donnera lieu à la perception d'une redevance de 3 francs par jour et par mutilé, qui s'ajoutera au principal de la patente, sans pouvoir dépasser le chiffre de 300 francs par mutilé non employé.

Toute fausse déclaration entraînera le paiement du double de la redevance.

Cette extension de l'emploi obligatoire des mutilés

aux entreprises privées nous paraît fâcheuse. Si elle s'explique dans les cas visés par la loi du 17 avril 1916, parce qu'on peut dire que l'emploi obligatoire des mutilés est une condition de l'obtention de la concession, du monopole ou de la subvention, elle constitue, en ce qui concerne les entreprises privées, une atteinte grave au principe de la liberté des contrats, qui est à la base de nos institutions. Mieux vaudrait, croyons-nous, étendre et surveiller la rééducation, et si, comme cela doit être, elle est bien faite, moralement et techniquement, le mutilé produira autant qu'un autre ouvrier et il sera traité comme tout autre ouvrier sous le régime de la liberté des conventions.

De même qu'il a vivement critiqué la solution apportée à la rééducation des mutilés, M. A. L. Bittard a critiqué avec autant de vivacité l'œuvre faite pour le placement des mutilés. M. Bittard se plaint amèrement que, dans cette question si importante des mutilés, l'Etat et le Parlement aient manqué de méthode, de cohésion :

« Nous avons dit que l'organisation de cet Office déjà créé d'ailleurs par arrêtés ministériels, était à la fois en question au Sénat et à la Chambre des députés. Si bien que, pour s'en tenir au sens littéral des mots, en admettant que le Sénat vote la proposition de loi dont il est saisi et que la Chambre en fasse autant, ce qui est dans l'ordre des choses,

nous aurons à un certain moment trois offices, tous les trois nationaux, ce qui revient à dire que nous n'en aurons aucun. Je ne crois pas qu'on ait jamais relevé pareille incohérence dans le travail parlementaire ; mais je crois que, si le Parlement le veut tout de même, nous pourrons en dépit des textes et des rapports, avoir un jour prochain, un Office un et unique, ou si l'on aime mieux qui soit à remplir son rôle et qui le remplisse complètement (1). »

Comme pour la rééducation professionnelle les critiques de M. Bittard sont fondées en grande partie.

La solution du placement des mutilés a été dès le début mal vue et mal entreprise. Nous l'avons déjà dit. Les erreurs ont été nombreuses, si les sentiments de solidarité ont été élevés et les bonnes volontés réelles.

On a manqué d'une conception unique et nous le regrettons.

Il est temps, grand temps, de faire cesser les fautes et d'entrer dans la lumière et la simplicité.

Nous avons indiqué quelle était notre manière de voir pour la rééducation professionnelle. Nous basant sur les mêmes principes, nous dirons que le Parlement, en communauté d'action avec le Gouvernement et les œuvres privées si c'est utile, doit voter une loi claire, simple, précise, qui s'occupera du

1. *La Solution législative du problème des mutilés*, déjà cité.

mutilé avant l'usine, l'y suivra, l'y protégera et veillera sur lui-même après l'usine, lorsqu'il devra la quitter par suite d'accident ou de vieillesse.

Mais, contrairement à M. Bittard en ce qui concerne l'Office de placement, il nous paraît que l'organisme prévu dans le rapport de M. Durafour doit donner satisfaction.

Cet Office, ainsi qu'il résulte du texte que nous avons donné de la proposition de loi, doit bien être un établissement public, investi de la personnalité civile et de l'autonomie financière, ce qui semble n'avoir pas été suffisamment remarqué par M. Bittard.

TROISIÈME PARTIE

AU TRAVAIL

Le mutilé, rééduqué et placé, ne doit pas être abandonné à lui-même : la nation doit veiller sur lui à l'usine.

Nous allons analyser toute une série de mesures qui s'imposent et dont quelques-unes ont déjà fait l'objet de propositions de lois.

1. — Gratuité des appareils et des soins médicaux et pharmaceutiques

Donner une fois des appareils aux mutilés n'est pas suffisant.

D'une manière générale, le mutilé se ressentira très longtemps de ses blessures, son état de santé restera souvent précaire. Il paraît juste de lui assurer, durant toute son existence, la gratuité des soins médicaux et des fournitures pharmaceutiques nécessités par ses blessures.

D'autre part, l'entretien des appareils prothétiques et orthopédiques coûte cher. L'Etat doit prendre à sa charge la réparation de ces appareils. Ces sanctions

nous paraissent indispensables pour permettre au mutilé de travailler avec le moins de fatigue possible.

MM. Connevot et Dalbiez, députés, ont déposé dès 1914 sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi dont nous reproduisons ci-après les articles 1 et 4 :

Aux termes de l'article 1^{er} : « Les militaires victimes de la guerre, qu'ils aient été réformés avec ou sans pension, bénéficieront de droit, leur vie durant, sur leur demande et sur la simple présentation de leur certificat d'origine de blessure ou de maladie, de l'assistance médicale gratuite, comprenant les soins du médecin et les fournitures pharmaceutiques nécessités par les suites de ces blessures ou maladies. Ils seront admis dans les mêmes conditions, aux frais de l'Etat, au traitement gratuit dans les établissements balnéaires ou thermaux, toutes les fois que ce traitement sera reconnu médicalement indispensable. (1) »

L'article 4 dispose : « L'Etat fournira gratuitement à tous les blessés et mutilés de la guerre tous les appareils orthopédiques et prothétiques qui leur seront reconnus médicalement nécessaires. Les appareils seront des types les plus perfectionnés ; ils seront réparés gratuitement après usure sans limites. (1) »

M. A. Honnorat, de son côté, s'est préoccupé d'assurer les soins médicaux gratuits aux mutilés

1. *L'Œuvre Economique*, 25 février, 1917, p. 115.

dans une proposition de loi que nous retrouverons plus loin et qui a pour objet d'instituer une assurance contre l'invalidité et la maladie en faveur des mutilés.

II. — Le Salaire

La fixation du salaire des mutilés est une question délicate et grosse de conséquences. Elle pourrait faire naître des conflits graves entre le patronat et la main-d'œuvre et même entre les ouvriers. Il convient donc de la régler d'une manière précise.

La question est d'autant plus importante que les mutilés de la guerre, hélas, si nombreux, vont constituer une véritable catégorie de travailleurs.

Le conflit le plus sérieux à redouter est que la main-d'œuvre des invalides de la guerre soit exploitée, que des patrons peu scrupuleux veuillent tenir compte à leur profit de la pension nationale touchée par le mutilé.

Si de telles pratiques se réalisaient, on voit les conséquences désastreuses qui ne manqueraient pas de se produire. Les salaires subiraient un avilissement général, et les travailleurs seraient enclins à expliquer ce phénomène douloureux par l'unique emploi de la main-d'œuvre des invalides.

Il est certain que le mutilé ne doit être payé que

dans la mesure du produit de son travail ; mais il faut aussi que le salaire soit indépendant de la pension. On ne saurait trop insister sur ce point. C'est une nécessité juridique, économique, nationale et morale. M. Souchon disait le 15 avril 1916 : « Il y a surtout un calcul qui doit être dénoncé comme odieux, c'est celui qui voudrait abaisser le salaire en raison de la pension. Malheureusement c'est une tentation pour certains patrons. Il en est qui n'ont pas craint de dire avec un véritable cynisme à des comptables se présentant chez eux, très capables de fournir un excellent travail, que « la vie coûtait le même prix « pour eux et pour les hommes valides, et qu'en « conséquence on les paierait en déduisant de leurs « appointements exactement la valeur de leur pension ». De pareilles conceptions ne sont-elles pas des ferments de haine sociale ? Ceux qui les tiennent ne sont-ils pas des imprudents en même temps que des misérables » (1).

Au Parlement, M. Adrien Pressemane a été le premier à s'émouvoir de ce côté du problème (2).

M. Durafour également a tenté de protéger le salaire du mutilé. L'article 9 de sa proposition de loi est ainsi conçu : « Le salaire des mutilés et réformés ne pourra jamais être inférieur au tarif normal et courant de la profession et de la région, sous déduc-

1. *La Remise au travail des mutilés*, déjà cité, p. 8 et 9.

2. Proposition de loi déjà citée.

tion du quantum de l'incapacité professionnelle, s'il échet. A défaut de salaire normal et courant, fixé en vertu du décret du 10 août 1899, ce salaire sera déterminé dans les conditions prévues par l'article 7 dudit décret.

« Le quantum de l'incapacité professionnelle est établi par une commission composée d'un médecin désigné par le préfet et de quatre délégués, deux patrons et deux ouvriers choisis par le Comité cantonal ou, à défaut, par le Comité départemental » (1).

Et dans l'exposé des motifs. M. Durafour donnait en faveur de ce texte les arguments suivants : « Tel doit être pour le mutilé le salaire de base. Aucune innovation audacieuse. C'est l'application des principes de la législation ouvrière. Restait le point délicat ; *Quid*, en ce qui concerne la fixation du taux de l'incapacité ? Le principe devait d'abord être affirmé : c'est que la diminution de capacité ne se présume pas, elle doit être établie... Lorsqu'il résultera de la blessure une diminution d'ordre professionnel, de quelle manière le quantum en sera-t-il évalué ? La première idée à mettre en lumière, c'est qu'à aucun degré le chiffre de la pension ne saurait servir de critérium. Les efforts de la rééducation, le choix judicieux d'une profession peuvent lui avoir restitué la totalité des moyens dont il a besoin dans la pra-

1. Rapport déjà cité.

tique de son métier... Il faut s'efforcer de répandre partout cette idée bienfaisante que la main-d'œuvre des mutilés n'est pas, en thèse générale, une main-d'œuvre diminuée (1) ».

Nous ne pouvons que souscrire aux idées émises et à la proposition de loi soutenue par M. Durafour.

Pour nous résumer, le salaire, d'après cette proposition de loi, est donc fixé par la Commission constituée comme il est dit plus haut dans chaque espèce. Cette Commission doit évaluer le quantum d'incapacité professionnelle, si elle existe. Ce quantum est retranché du salaire de base qui ne peut être inférieur au salaire normal et courant de la profession dans la région.

L'Association ouvrière des mutilés de la guerre, née de la Confédération Générale du Travail, a estimé que le rapport de M. Durafour lui donnait satisfaction. Elle a simplement demandé pour éviter tout arbitraire possible, que la capacité professionnelle du mutilé soit déterminée par le Conseil des Prud'hommes, au lieu de l'être par la Commission cantonale ou départementale, M. Durafour s'est rangé à cet avis et doit présenter cette modification à la Chambre des députés.

1. Rapport déjà cité.

III. — Rapport des mutilés avec les ouvriers valides. — Les contre-maîtres. — Les Inspecteurs du travail.

Il est infiniment heureux de constater que, d'une façon générale, les ouvriers valides ont reçu avec sympathie leurs camarades blessés. Ils les ont guidés à leur arrivée à l'usine, ils les ont entourés de soins, ils ont facilité leurs débuts. Les exemples de touchante solidarité sont nombreux. En sera-t-il toujours ainsi ? Beaucoup en doutent.

Il faut compter avec l'oubli des malheurs. Certes la solidarité nationale subsistera toujours. Mais lorsque la lutte économique reprendra dans toute son âpreté, il faudra veiller aux bons rapports des mutilés avec les travailleurs valides et il faudra préserver les premiers de tous les dangers d'une concurrence sans merci. Parlant des premières étapes de la rééducation, M. Souchon ne craignait pas de dire : « Il y a d'abord de grands inconvénients à mettre l'amputé au milieu d'ouvriers valides. C'est lui rendre la rééducation plus pénible. Les mutilés souffrent beaucoup dans leur amour-propre. Quand ils sont entr'eux, la communauté de l'épreuve est un élément de consolation. Puis les ouvriers valides n'auront pas toujours pour eux les ménagements nécessaires. Les mieux intentionnés se laisseront aller à des brus-

queries, parfois à des moqueries. Nous avons vu déjà que quelquefois, les malveillances sont prêtes à se faire jour » (1).

Lorsque l'ouvrier mutilé sera rentré dans l'usine, il importe qu'il y reçoive l'accueil dont il est digne, que ses camarades le considèrent comme un travailleur normal, égal à eux. D'ailleurs il arrivera souvent que, grâce à sa rééducation technique, le réformé aura acquis bien des connaissances qui manqueront à son camarade valide. Dans ce cas, il ne faut pas qu'à rebours il suscite une jalousie malsaine. M. Souchon, dans sa conférence à laquelle nous avons fait de si larges emprunts, a mis ce point en lumière : « Les ouvriers doivent se dire qu'en face de camarades leur revenant infirmes parce qu'ils ont défendu la France, il y aurait mieux à faire que placer la phraséologie syndicaliste contre la sous-concurrence. Ils doivent comprendre que le devoir de solidarité, même de solidarité ouvrière, est d'accueillir ces hommes, de leur faire facile le retour à l'atelier, et non pas de les en écarter. On ne pourrait pourtant, sans excès de confiance idéaliste, penser que tout se résoudra par des générosités » (1).

Dans ce domaine, nous avons déjà les résultats de l'expérience.

Malheureusement il faut reconnaître que des

1. *La Remise au travail des mutilés*, déjà cité.

ouvriers valides ont cru devoir proférer des plaintes au sujet de l'emploi des mutilés. Leurs récriminations ont même dans certains cas contribué à faire écarter des réformés par des directeurs d'usine (1).

Quelques directeurs d'usines se demandaient par exemple, si ces ouvriers décorés de la Médaille militaire et de la Croix de guerre seraient bien dociles aux contremaîtres. « Par contre, ils n'étaient pas trop sûrs non plus que les contremaîtres fissent preuve à l'égard de cette main-d'œuvre nouvelle d'une bonne volonté suffisante.

« Un industriel a résolu la difficulté :

« Il accorde à tous ses contremaîtres qui ont des mutilés dans leur équipe, une prime de 0 fr. 50 par journée et par mutilé. Les contremaîtres ont ainsi intérêt à avoir des mutilés dans leur équipe ; aussi les aident-ils de leurs conseils et leur témoignent-ils plus de bienveillance » (1). L'accord s'est rapidement établi, grâce à cette ingénieuse et bonne mesure. Il est à souhaiter qu'elle se généralise.

D'autre part, on avait à craindre aussi que « les femmes travaillant dans les usines ne témoignassent quelque hostilité à ces concurrents imprévus. Mais on a remarqué au contraire, que, dans bien des cas, à leurs moments perdus, sans en avoir l'air, les ouvrières s'efforçaient de rendre aux mutilés quelques-

1. *L'Usine*. Mai 1916. — *L'Emploi des mutilés dans les usines*.

uns de ces menus services qui facilitent leur tâche » (1).

En somme, les résultats de l'expérience sont satisfaisants.

Il importe beaucoup que les industriels eux-mêmes songent à cette catégorie d'ouvriers employés dans leurs ateliers. Il faut qu'ils s'intéressent à eux, notamment à leur installation, aux travaux qui leur sont confiés, au maintien des bons rapports avec les autres ouvriers. Ils doivent entourer les mutilés d'une sollicitude bienveillante. D'une manière générale, la grande industrie n'a pas manqué à ce devoir.

D'ailleurs, à l'usine, le mutilé est sous la surveillance des inspecteurs du travail. C'est le droit commun élargi. Et, dans les articles 10 et 11 de sa proposition de loi, M. Durafour définit ainsi le rôle et les devoirs de ces agents envers les mutilés :

Article 10. — « Sous le bénéfice des dispositions qui précèdent, toutes les règles relatives au contrat de travail, et notamment celles qui figurent au livre 1^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale, demeurent applicables aux conventions visées par la présente loi.

« Toutefois, les inspecteurs du travail exerceront une surveillance particulière sur les conditions de travail des mutilés,

1. *L'Usine.* — *L'Emploi des mutilés dans les usines*, déjà cité.

et ils signaleront au Comité départemental ceux dont les facultés ne seraient pas suffisamment utilisées. »

Article 11. — « Les Inspecteurs du travail pourront mettre en demeure les chefs d'établissements d'affecter les ouvriers dont la capacité professionnelle a été réduite par suite d'un accident du travail ou d'une blessure de guerre à un autre travail, lorsque celui auquel ils sont occupés excède leurs forces ou ne correspond pas à l'utilisation complète de leurs capacités, ou présente, à raison de leur affectation, pour eux ou pour les autres ouvriers, des risques particuliers d'accidents. Cette mise en demeure fixera un délai à l'expiration duquel le changement d'affectation devra avoir lieu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à quatre jours, devra être fixé en tenant compte des circonstances.

« Avant l'expiration du délai prévu au paragraphe précédent, et, au plus tard, dans les quinze jours qui suivront la mise en demeure, le chef d'établissement, ou l'ouvrier, adressera, s'il le juge convenable, une réclamation au ministre du Travail. Cette réclamation est suspensive ; elle est soumise, après enquête, au Comité consultatif des arts et manufactures, et, si la mise en demeure intéresse la sécurité personnelle d'un mutilé ou réformé de la guerre, à l'Office National des mutilés et réformés.

« Le ministre peut, soit annuler la mise en demeure, soit modifier le délai qui y est fixé.

« Notification de la décision du ministre est faite à l'auteur de la réclamation dans la forme administrative. Avis en est donné à l'inspecteur du travail,

« En cas de non-exécution de la mise en demeure, dans les délais impartis, il sera fait application au contrevenant des pénalités prévues par l'article du livre 1^{er} du Code du travail » (1).

Ces dispositions nous paraissent sages et nécessaires pour assurer à l'usine la protection du mutilé. Il est à souhaiter que les inspecteurs du travail, dans la belle tâche qui leur est réservée, fassent à la fois preuve de conscience, de tact et de fermeté.

VI. — De divers moyens permettant de faciliter le travail des mutilés dans l'industrie

A différentes reprises, nous avons eu l'occasion de signaler, dans le cours de notre travail, l'étendue et la variété des emplois que l'industrie offre aux mutilés.

L'utilisation de cette main-d'œuvre se trouvera encore largement facilitée par l'installation dans les ateliers de machines et d'appareils étudiés spécialement en vue soit de supprimer tout effort inutile, soit de remplacer mécaniquement le mouvement que le mutilé ne peut plus faire en raison de sa mutilation.

1. Rapport déjà cité.

L'intérêt de cette question a été signalé par le sous-secrétaire d'État de l'Artillerie et des Munitions, qui écrivait, le 18 juin 1916, aux fournisseurs de la guerre : « Je vous signale que, dans de nombreux ateliers, des dispositifs ingénieux sont en usage pour permettre à tel mutilé de produire, par quelque autre moyen, le mouvement ou l'effort qu'il ne peut demander au membre dont il est privé. Dans ce sens la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale, désireuse d'affirmer l'importance qu'elle attache à cette question, a décidé que la plus grande partie des fonds qu'elle consacre annuellement à des encouragements à l'industrie ou à l'agriculture, serait, jusqu'à nouvel ordre, consacrée à provoquer, encourager et récompenser les recherches méthodiques et les inventions qui permettront, à tous ceux dont les facultés de travail auront été réduites par des blessures de guerre, de reprendre un travail rémunérateur. Dans le même ordre d'idées, j'ai décidé d'accorder désormais des gratifications aux ouvriers qui auront imaginé des dispositifs intéressants, susceptibles de faciliter le travail des mutilés ou d'éviter les accidents dont ils pourraient être victime ».

Les résultats déjà obtenus dans la voie indiquée par le ministre sont des plus encourageants.

Nous citerons seulement quelques exemples, parmi les nombreux perfectionnements apportés à l'outillage des mutilés.

« C'est ainsi, qu'aux machines de perçage du corps de la fusée le levier d'effort, destiné au bras droit, a été déplacé à main gauche pour les amputés du bras droit. Un ressort a même été ajouté pour que le perçage terminé, le levier retombe automatiquement en arrière, soulageant ainsi l'ouvrier d'un petit effort qui à la longue, finirait par compter dans sa fatigue » (1).

Le journal *l'Auto* a signalé également deux appareils intéressants.

Tout d'abord un appareil imaginé par M. Périllé, qui permet à tout homme privé du bras gauche de conduire une automobile, un tramway et, d'une façon générale, d'agir avec son membre mutilé sur un levier quelconque et d'en produire la manœuvre.

« Sans transformation, l'appareil permet en même temps de manier les leviers de changement de vitesse et de freins de manœuvre, de signaux, d'aiguillage, de transbordeurs, etc., avec une légère transformation, le terrassier fera usage de la pelle et de la pioche, le ferblantier, le maraîcher, le cultivateur, l'ajusteur, le tourneur, le forgeron, le balayeur, le cantonnier, etc... pourront reprendre leurs anciennes occupations. En deux mots, l'appareil consiste en une sorte de chapeau qui coiffe le levier, s'y

1. *L'Usine. — L'Emploi des Mutilés dans les Usines*, déjà cité.

adaptant fort bien, en permettant le déplacement » (1).

Quelques mois plus tard, *l'Auto* signalait un nouvel appareil inventé par M. Baudry, ingénieur, laissant au mutilé d'une jambe la faculté de devenir ou de rester conducteur d'automobile, grâce à un dispositif spécial : « les pédales de balayage et de freinage sont remplacées soit toutes deux, soit une seulement des deux, par un mécanisme actionné par la main, et même, ceci est tout à fait original, par le dos : on pourrait croire qu'il en résulte une diminution de force ou d'habileté ; il n'en est rien, puisque la ville de Paris elle-même a confié des balayeuses-automobiles, modifiées selon le système de M. Baudry, à des mutilés qui s'en servent au mieux » (2).

On comprendra aisément que ce dispositif peut être appliqué, non seulement aux automobiles, mais à toute machine de l'industrie dans laquelle l'ouvrier normal manœuvre à des pédales.

Bien entendu, il sera nécessaire, pour assurer la meilleure utilisation de ces machines spéciales, de constituer pour chacune d'elles une équipe assortie pour le travail de jour et le travail de nuit. A un ouvrier amputé du bras droit, il faudra trouver un

1. *L'Auto* du 28 avril 1916.

2. *L'Auto* du 16 janvier 1917.

coéquipier également amputé du bras droit. De telles équipes ne seront malheureusement pas difficiles à constituer, en raison du grand nombre de mutilés que les conseils de réforme rendent tous les jours à la vie civile.

De l'application de la méthode Taylor au travail des mutilés

En même temps que l'on mettra à la disposition des mutilés les appareils et les machines appropriés aux travaux qu'ils ont à exécuter, il y aura intérêt à soumettre leur travail à une méthode scientifique, de manière à leur faire produire le plus possible, sans cependant aboutir au surmenage.

Le commandant Hourst, dans une remarquable étude, (1) a mis en lumière l'utilité à cet effet de l'application de la méthode Taylor au travail des mutilés.

Le but essentiel de cette méthode est d'augmenter la production individuelle de l'ouvrier en supprimant les pertes d'énergie et les fatigues inutiles.

Taylor prenait pour base de ses observations, non

1. Commandant Hourst, *Le Problème de la main-d'œuvre. La Taylorisation et son application aux conditions industrielles de l'après-guerre. Librairie de l'École Spéciale des Travaux Publics* Paris, 1916.

un ouvrier moyen, mais un ouvrier choisi qu'il entraînait par l'appât d'un gain supérieur. En demandant à l'ouvrier moyen de produire autant, Taylor aboutissait au surmenage de la main-d'œuvre.

Le commandant Hourst avec raison modifie sur ce point la méthode de Taylor et il pose comme règle, à la base de son étude, que « les moyens employés ne devront jamais avoir pour résultat de conduire au surmenage, même volontaire, et que la tâche imposée, ce principe fondamental, en dehors duquel on ne peut arriver à une solution méthodique, ne doit jamais être telle que l'usure de l'homme puisse en résulter même à longue échéance. »

La méthode Taylor, ainsi modifiée, conduit :

« 1° A augmenter le rendement de l'ouvrier, de la machine, de l'organisation industrielle, sans accroître la fatigue ou l'usure ;

« 2° A permettre, en conséquence, l'application de taux de salaires plus élevés ;

« 3° A utiliser chaque homme en la place où son rendement est le meilleur, eu égard à ses facultés physiques et morales ;

« 4° A employer le travail mécanique partout où il peut se substituer au travail humain ;

« 5° A se rendre compte, à chaque instant, du prix de revient de chaque objet fabriqué et à permettre ainsi l'établissement facile du prix de vente laissant un bénéfice connu ;

« 6° Enfin, il base l'obtention des résultats ci-dessus sur l'évaluation chiffrée, mathématique et indiscutable d'éléments mesurables substituant ainsi le calcul à l'empirisme, l'observation à l'impression. »

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette méthode. Nous n'en retiendrons que ce qui se rapporte à notre objet : la sélection des ouvriers pour utiliser chacun selon ses aptitudes physiques. Tous les mutilés, nous l'avons dit, ne sont pas atteints de la même façon et leurs blessures n'ont pas le même caractère de gravité. Ainsi que le conseille avec raison le commandant Hourst, il faudra classer les mutilés en catégories composées d'individus restés susceptibles de produire un travail déterminé, suivant la nature et l'étendue de leurs mutilations.

Pour appliquer utilement le système Taylor, « il faudra étudier d'abord chaque mutilation possible suivant sa nature et son degré et déterminer quels mouvements elle permet et quels mouvements elle empêche. »

Le résultat de ces études permettra d'indiquer à chaque mutilé les voies où il devra chercher utilement l'usage de ses facultés restantes.

On ne s'arrêtera pas là. Comme nous l'avons vu plus haut, il est souvent possible de remplacer le travail de tel membre, de tel muscle, par celui de tel autre membre, de tel autre muscle.

« C'est ainsi, par exemple, qu'on conçoit aisément

qu'une pédale puisse remplacer, pour un manchot, un levier ; qu'un volant placé ici sur tel outil, parce qu'on y applique généralement la main droite, puisse être posé ailleurs sur un outil approprié, s'il est prévu qu'on doit le faire tourner de la main gauche.

« On voit le bel ensemble de recherches ouvertes à nos inventeurs, mais à la condition que les problèmes leur soient posés précis, c'est-à-dire qu'ils sachent à l'avance à quelle catégorie de mutilés ils doivent approprier la machine.

« En supposant le but atteint, une autre considération s'impose.

« Un même atelier ou, si on veut, une même fraction d'atelier, ne peut recevoir pratiquement et économiquement, pour le même travail, des mutilés et des ouvriers sains, ni même des mutilés de classes trop diverses.

« Les ordres détaillés du travail, les productions ne peuvent, en effet, conserver la constance nécessaire à un fonctionnement méthodique et réglé par homme et par outil que si les hommes et les machines sont sensiblement identiques et cette constance est indispensable à la production nombreuse et économique.

« Les industriels seront donc conduits à constituer des ateliers ou fractions d'ateliers de mutilés similaires fonctionnant avec des machines appropriées

à la nature des mutilations, au classement individuel des mutilés employés.

« On voit que le classement méthodique s'impose encore avec plus de force, puisque lui seul permettra à chaque mutilé de savoir où s'employer, à chaque patron de savoir quels mutilés il peut employer. »

Enfin, au point de vue social, le Taylorisme permettra de confier aux mutilés de nombreux travaux et de réserver par suite aux ouvriers valides des usinages plus difficiles.

Tels sont, brièvement exposés, les principaux avantages que présente l'application du Taylorisme au travail des mutilés ; à ce point de vue, il nous a paru bon de signaler cette méthode, et nous souhaitons que l'étude du commandant Hourst contribue à la répandre dans nos usines, pour le bien commun de nos mutilés et de leurs patrons.

V. — De la protection du mutilé contre les accidents du travail

Il appartient encore au chef d'entreprise d'assurer au mutilé le maximum de sécurité dans le travail.

Pour atteindre ce but, le chef d'entreprise devra s'efforcer de faire, dans la mesure du possible, une judicieuse répartition des travaux entre les ouvriers mutilés.

Il est, en effet, établi que certains travaux entraînent, pour les ouvriers auxquels ils sont confiés, des accidents du travail de même nature. Ainsi les ouvriers qui travaillent dans les poussières sont souvent victimes d'accidents entraînant la perte d'un œil.

Il serait, dans ces conditions, imprudent de confier à un mutilé borgne un emploi qui l'obligerait à séjourner dans la poussière une grande partie de la journée.

Les chefs d'entreprises devront, en outre, multiplier les appareils protecteurs dans les ateliers sur le trajet suivi généralement par les mutilés et sur les machines dont ils sont amenés à faire usage.

Enfin, la protection du mutilé et plus généralement de l'ouvrier contre les accidents du travail nous paraît devoir être obtenue d'une façon très efficace par l'application dans nos ateliers et usines des mesures de sécurité en usage aux Etats-Unis.

Ces mesures sont connues sous le nom de « plans d'ensemble contre les accidents » (1).

Le plan d'ensemble comporte une série de mesures générales de nature différente, mais visant toutes au même but : diminuer le nombre et l'importance des accidents du travail.

1. Cowel (Alain), *Plans d'ensemble contre les accidents et mesures de sécurité « La Utica »*, New-York, 1916.

Les précautions matérielles et de protection prises autour d'un outil ou d'une machine ne sont qu'un chapitre du plan d'ensemble. Les Américains s'efforcent de faire surtout, par tous les moyens, l'éducation des ouvriers en matière d'accidents, de façon à créer en eux une mentalité spéciale, les rendant plus aptes à comprendre les mesures de sécurité et de protection qui les entourent.

Cette éducation est donnée principalement par les « Comités de Sécurité », organisés dans la plupart des grandes usines. Il a été reconnu que leur fonctionnement a fait baisser le nombre des accidents de 70 0/0. Ces Comités comprennent des représentants des patrons et des ouvriers.

Les Comités de Sécurité s'efforcent d'obtenir une collaboration de cœur des ouvriers aux mesures de sécurité contre les accidents; en leur montrant les graves conséquences que les accidents du travail, dont ils sont victimes, peuvent avoir pour eux-mêmes et leur famille.

Les Comités de Sécurité intéressent les ouvriers à cet effet par des vues cinématographiques, des conférences, des lectures.

Certaines grandes compagnies industrielles distribuent à leur personnel des revues spéciales, dans lesquelles, à côté d'histoires gaies, on donne les dessins des machines dangereuses, des endroits périlleux, des pratiques vicieuses et où l'on indique les

moyens de corriger les unes et de supprimer les autres.

On stimule les suggestions et les idées des ouvriers, sur les mesures de sécurité à prendre dans l'usine, par le paiement de primes en argent ou en nature et par une large publicité donnée à leurs suggestions lorsqu'elles sont retenues.

On récompense les ouvriers qui font connaître au service de sécurité des endroits dangereux ou des pratiques défectueuses.

A côté des Comités de Sécurité fonctionnent les Comités d'Ouvriers.

Les Comités d'Ouvriers signalent au service de sécurité toutes les mesures qui devraient être prises en vue de prévenir les accidents. Lorsque le même accident se produit à différentes reprises dans le même atelier, ils en recherchent la cause et étudient les méthodes capables d'en empêcher la répétition. Ils mettent en garde les jeunes ouvriers contre les mauvaises pratiques.

Enfin, certaines grandes compagnies allouent aux ateliers qui ont eu le plus faible pourcentage d'accidents, des primes en argent et affichent leurs noms dans les usines.

Ces mesures provoquent une émulation intéressante des ouvriers dans l'observation des mesures de sécurité, qui se traduit par une diminution importante du nombre et de la gravité des accidents.

Bien que cette organisation des Usines américaines intéresse l'industrie en général, sa mise en application dans les usines où sont occupés des mutilés augmenterait la sécurité du travail.

QUATRIÈME PARTIE

LES MUTILÉS ET LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, LA MALADIE ET L'INVALIDITÉ

I. — Difficultés soulevées par l'emploi des mutilés en prévision des accidents du tra- vail.

Malgré les mesures prises pour assurer au mutilé de la guerre le maximum de sécurité dans le travail, d'abord par la rééducation, ensuite par la mise à sa disposition d'appareils spéciaux pour le travail et d'appareils protecteurs contre les accidents, l'emploi des mutilés dans les usines donnera lieu à une augmentation des risques à la charge des industriels pour les raisons suivantes :

a) Le mutilé, plus faible et moins agile que l'ouvrier valide, est de toute évidence, plus exposé que ce dernier à être blessé, alors même que l'emploi qui lui est réservé paraît le mettre à l'abri de tout nouvel accident. Par exemple, un comptable privé d'une jambe, qui monte sur une échelle pour atteindre un

dossier, pourra être victime d'un accident que ses camarades valides auraient plus facilement évité.

b) Le mutilé, rendu plus maladroit du fait de sa blessure, peut être la cause d'un accident frappant ses camarades d'atelier, accident, qui, sans la maladresse de l'impotent, ne se serait pas produit.

c) Enfin, et surtout, la mutilation antérieure peut aggraver les conséquences d'un accident et rendre la réparation beaucoup plus onéreuse au chef d'entreprise.

En effet, il est de jurisprudence constante que l'état d'infirmité ou de maladie dans lequel se trouvait la victime avant l'accident du travail ne peut influencer sur la détermination de la rente à laquelle celle-ci a droit d'après la loi du 9 avril 1898. Cette rente doit être uniquement déterminée : d'une part, par le salaire effectif gagné par l'ouvrier au moment de l'accident, et d'autre part, par les facultés de travail que lui laisse l'accident (1).

Ainsi, dans le cas d'un borgne, d'un amputé d'un bras, d'une jambe, qui perd dans un accident du travail l'œil ou le membre demeuré bon, la mutilation préexistante sera la cause pour la victime d'une incapacité totale et permanente, et obligera le chef

1. Voir notamment : Cass. req., 12 avril 1907. S. 1910.1.446. — Cass. civ., 1^{er} décembre, 1908. S. 1911.1.279. — Cass. civ., 27 mai 1910. S. 1910.1.536. — Cass. req., 20 février 1911. S. 1911.1.279.

d'entreprise, conformément aux dispositions de la loi du 9 avril 1898, au paiement d'une rente égale aux deux tiers du salaire annuel.

Si le même accident était arrivé à un ouvrier valide, il en serait résulté seulement une incapacité partielle, entraînant, pour le chef d'entreprise, le paiement d'une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aurait fait subir au salaire.

Si nous envisageons, par exemple, la perte d'un œil pour un ouvrier gagnant 2.000 francs par an, la rente à laquelle aura droit le mutilé devenu aveugle sera de 1.333 fr. 33, alors que la rente de l'ouvrier valide devenu borgne sera seulement de 300 francs environ ; cette rente de 300 francs correspond à une réduction de 30 o/o des salaires, taux généralement admis par la jurisprudence pour la perte d'un œil.

Dans ces conditions, la présence des mutilés dans les usines augmente les risques d'accidents professionnels à la charge des industriels. Il était donc à prévoir que les compagnies d'assurances demanderaient, pour la garantie de cette main-d'œuvre, des conditions plus onéreuses que pour la garantie du personnel valide.

Certaines compagnies imposaient à leurs assurés la déclaration des infirmes et malades occupés, avec indication de leur salaire, de la nature de l'infirmité ou maladie et de l'emploi confié. D'après les déclai-

ractions, elles fixaient la surprime à payer, dans chaque cas, par le chef d'entreprise. En cas de non-déclaration, l'assuré supportait seul les conséquences pécuniaires de l'accident.

D'autres compagnies permettaient à leurs assurés de s'affranchir de la déclaration individuelle des infirmes ou malades occupés, par le paiement d'une majoration globale des primes d'assurances.

Cette situation présentait des inconvénients de divers ordres.

La main-d'œuvre des infirmes et malades se trouvant ainsi sensiblement plus chère que celle des ouvriers valides, on s'exposait à voir les chefs d'entreprise refuser d'embaucher les mutilés ou les engager seulement au rabais, pour compenser les charges supplémentaires d'assurance résultant de de leur emploi.

D'autre part, les obligations spéciales imposées, par les sociétés d'assurance, pour la garantie des mutilés, étaient contraires à l'esprit de la loi du 9 avril 1898. Le caractère forfaitaire de cette loi, le fait que, dans son application, on ne tient pas compte, comme nous l'avons vu, pour le calcul de l'indemnité d'accident, de l'état de santé préexistant de la victime, démontrent que le législateur a voulu éviter aux ouvriers infirmes une situation spéciale et défavorable.

Ces difficultés et ces considérations n'avaient pas

échappé au législateur. Le Parlement a compris combien il était important de favoriser, ou tout au moins de ne pas décourager l'emploi des mutilés de la guerre et aussi de ne pas faire peser, sur l'industriel qui les utilisera, des risques nouveaux qui lui donneraient un trop grand intérêt à ne pas les embaucher.

Il a voulu éviter les distinctions entre les ouvriers d'un même atelier, et également les difficultés que n'aurait pas manqué d'entraîner l'addition d'assurances individuelles aux assurances collectives.

II. — La loi du 25 novembre 1916 et le décret du 2 janvier 1917

Dans le but d'apporter une solution aux difficultés signalées ci-dessus, le Parlement a voté la loi du 25 novembre 1916, concernant les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail.

Cette loi a pour origine et pour base une proposition déposée par M. Honnorat, député, le 29 juin 1915. Les Chambres furent saisies encore sur cette intéressante question, d'une proposition déposée par M. Lebey, député, le 20 juillet 1915 et d'une initiative du gouvernement, objet de l'article 39 du projet de loi déposé le 4 novembre 1915, relatif à la modification des pensions des armées de terre et de mer.

Avant d'analyser la loi votée par le Parlement nous

allons examiner rapidement ces différentes propositions et projet.

Les propositions de loi Honnorat et Lebey, comme le projet du gouvernement, offraient ce trait commun de laisser seulement à la charge du chef d'entreprise, au cas d'un accident de travail frappant un mutilé de la guerre, le paiement de l'indemnité que le même accident aurait entraîné pour un ouvrier valide.

Les textes différaient principalement sur les collectivités qui devaient supporter les conséquences de l'accident résultant de l'infirmité de guerre.

Proposition de loi de M. Honnorat (1)

M. André Honnorat, proposait de faire rembourser au chef d'entreprise tout ce qui, dans la rente d'accident, correspondrait à l'aggravation résultant de la mutilation de guerre. Invoquant le précédent de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, qui établit un fonds commun pour les pensions impayées par les industriels devenus insolvable, M. Honnorat proposait de créer une autre fonds spécial de garantie, alimenté non pas seulement par les seuls industriels, mais également par les Sociétés d'assurance contre les accidents.

« Il est aisé, écrivait M. Honnorat, de calculer les ressources qu'on pourrait ainsi se procurer.

1. Chambre des députés, 1915, n° 1066.

« En 1914, la taxe du fonds de garantie sur les exploitations industrielles, instituée par la loi de 1898 (art. 25) a été fixée à 0,18, la redevance par hectare sur les mines instituées par le même texte a été fixée à 0,022 et la taxe sur les exploitations commerciales, instituée par la loi de 1906, a été fixée à 0,007 ; elles ont produit..... 1.233.548,43

« La contribution de 2 0/0 sur les exploitants non patentés assurés, instituée par la loi de 1906, a produit..... 42.627,72

« Enfin la contribution de 4 0/0 sur les exploitants patentés et non assurés, instituée par le même texte, a produit..... 1.161,74

Total..... 1.277.337,89

« En instituant des taxes inférieures de moitié environ à celles-ci, le fonds projeté aurait donc, dès la mise en vigueur de la nouvelle loi et en tenant compte des répercussions économiques de la guerre, une recette approximative de 500.000 francs.

« En demandant aux assureurs d'acquitter, sur le montant des primes perçues contre les accidents du travail, une taxe de 0,50 0/0 on aurait encore une recette approximative de 600.000 francs.

« C'est en l'absence de toute donnée statistique, une dotation qui paraît largement suffisante. »

M. Honnorat soumettait ainsi au Parlement l'adoption de la proposition de loi suivante :

Article premier. — Lorsque, lors du règlement d'un accident du travail ayant atteint un mutilé de la guerre, la réduction permanente de salaire résultant de l'accident se trouve aggravée dans son origine ou dans ses conséquences par le fait de la mutilation de guerre préexistante, le tribunal, en fixant le chiffre de la rente due par le chef d'entreprise à la victime, déterminera d'une façon distincte la quote-part correspondant à la réduction de salaire provoquée par l'accident, et celle résultant de l'action aggravante de cette mutilation.

Le chef d'entreprise aura droit au remboursement de la quotité correspondant à l'aggravation ainsi déterminée.

Ce remboursement sera effectué sur les ressources d'un fonds spécial de prévoyance, dit des « Mutilés de la guerre », dont la gestion sera confiée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Tous les employeurs contribueront à la constitution de ce fonds spécial dans les conditions déterminées par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, modifiée par celle du 26 mars 1908.

En outre, il sera versé annuellement audit fonds par les organismes d'assurances contre les accidents du travail, sur chaque contrat, une contribution dont le montant sera fixé tous les cinq ans par la loi de finances en proportion des primes perçues par lesdites entreprises; en aucun cas, les

organismes d'assurances ne pourront récupérer sur leurs assurés cette contribution additionnelle, qui reste exclusivement à leur charge.

Article 2. — Un décret rendu après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service confié par la présente loi à la Caisse nationale des retraites, et notamment les formes dans lesquelles ledit service effectuera le remboursement prévu au paragraphe 2 de l'article premier ci-dessus.

Article 3. — A titre transitoire et pour l'année 1916 :

1° Il est ajouté au principal de la contribution des patentes des employeurs 1 centime additionnel, et, en ce qui concerne les mines, perçu une taxe de 0 fr. 01 par hectare concédé;

2° Pour la même période, la contribution annuelle prévue au deuxième alinéa de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906, à percevoir sur les exploitations non assujetties à la patente mais assurées, est fixée à 1 0/0 du montant des primes dues par l'assuré, et la nouvelle contribution due exclusivement par l'organisme d'assurance sur chaque contrat, en vertu de l'article premier ci-dessus, est fixée à 0,5 0/0 du montant des primes dues par l'assuré;

3° Pour la même période, la contribution prévue au troisième alinéa de l'article susvisé est fixée à 2 0/0 des capitaux constitutifs des rentes mises à la charge des exploitants non patentés et non assurés.

Proposition de loi Lebey (1)

M. André Lebey estimait que l'Etat devait participer aux charges résultant, pour l'emploi des blessés et mutilés de guerre, de l'application de la loi du 9 avril 1898.

« C'est pour la défense nationale, écrit-il, c'est-à-dire dans l'intérêt de la collectivité représentée par l'Etat, pour la liberté et l'affranchissement de la Nation, que les blessés et mutilés de guerre ont été atteints dans leur force de travail et dans leur valeur professionnelle. C'est donc à l'Etat de réparer les conséquences de l'incapacité permanente, totale ou partielle, qu'ils subissent. »

M. Lebey faisait remarquer qu'en temps de paix la réparation d'un accident de travail, entraînant une incapacité permanente, se répartit entre les employeurs successifs d'un même ouvrier. Il existe entre eux une sorte de solidarité. Le premier doit réparer les conséquences immédiates de l'accident, conséquences qui influent sur le salaire et qui se traduisent par une rente proportionnelle au salaire et à l'incapacité. Les employeurs ultérieurs supportent, de leur côté, les risques, que leur fait courir l'ouvrier, d'une fréquence et d'une gravité plus grandes

1. Chambre des députés, 1915, n° 1126.

d'accidents postérieurs, en raison de sa première blessure.

Ce rejet d'une partie de la charge des accidents sur les employeurs successifs ne présentait pas de graves conséquences en temps de paix, parce que le nombre des mutilés était faible et parce qu'il s'établissait une véritable compensation entre les divers employeurs amenés à occuper tour à tour les mutilés.

Mais, pour les blessés et mutilés de la guerre, la compensation ne peut pas s'établir entre les employés postérieurs et l'Etat. Il importe donc que l'Etat, qui doit être considéré comme un employeur de main-d'œuvre, supporte la réparation intégrale des accidents survenus à son service, dans leurs conséquences tant immédiates que lointaines.

L'application de ce principe, limitant, pour les employeurs occupant des blessés et mutilés de guerre, les charges résultant de la loi du 9 avril 1898 et faisant supporter par l'Etat leur aggravation se ferait de la manière suivante :

La Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse paiera au mutilé, de nouveau blessé, toute la rente à laquelle il a droit en vertu de la loi du 9 avril 1898 et elle recevra de l'industriel, à son choix, soit une prime d'assurance égale à la prime d'assurance qu'il paiera pour les ouvriers valides de même catégorie,

soit la rente qu'il aurait versée à un ouvrier valide. La différence sera supportée par l'Etat.

M. Lebey proposait ainsi la création d'un fonds spécial, géré par la Caisse nationale des retraites et alimenté par l'addition d'un centime additionnel au principal des contributions directes existantes, susceptible de rapporter d'après le § 1^{er} de l'état C. de la loi des finances du 18 juillet 1914, environ 5.700.000 francs.

M. Lebey proposait en conséquence à la Chambre des députés de vouloir bien voter la proposition de loi suivante :

Article unique. — L'article 1^{er} et l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail sont complétés ainsi qu'il suit :

« Pour les seuls blessés et mutilés de guerre et dans le cas d'incapacité totale et permanente ou de mort, l'indemnité prévue par l'article 1^{er} sera partagée entre le chef d'entreprise et l'Etat.

« Le chef d'entreprise sera tenu seulement des conséquences que le même accident aurait entraînées pour un ouvrier valide, la différence entre la rente à laquelle l'ouvrier a droit et la rente mise à la charge du chef d'entreprise, en vertu du présent article, incombera à l'Etat.

« Le chef d'entreprise aura la faculté :

« a) Soit de se libérer en versant pour les susdits blessés ou mutilés de guerre à la Caisse nationale des retraites pour

la vieillesse la prime d'assurance qu'il paye pour les ouvriers valides remplissant la même occupation et recevant le même salaire ;

« b) Soit de déclarer à ladite Caisse, par un état nominatif chacun des blessés ou mutilés de guerre qu'il emploie, la nature de son occupation et son salaire en produisant pour chacun d'eux une copie authentique d'un certificat émanant de l'autorité militaire et indiquant exactement et de manière détaillée la nature de la blessure ou de la mutilation de guerre. Dans ce cas, le chef d'entreprise sera valablement libéré en cas d'accident par le versement à ladite Caisse de la rente dont le même accident aurait entraîné le paiement à un ouvrier valide.

« Pour faire face aux charges résultant des dispositions précédentes, il sera constitué à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse un fonds spécial, dont la gestion lui sera confiée. Ce fonds spécial sera alimenté par un centime additionnel au principal des contributions directes existantes, telles qu'elles résultent du § 1^{er} de l'état C. annexé à la loi de finances du 18 juillet 1914.

« Cette taxe pourra, suivant les besoins, être majorée ou réduite par la loi de finances. »

Projet du gouvernement

Enfin le gouvernement, dans le projet de loi, déposé par M. Ribot, ministre des finances, le 4 novembre 1915, « tendant à modifier la législation

des pensions des armées de terre et de même dans le cas de blessures reçues, de maladies contractées ou de décès survenus par suite de la guerre actuelle » (1), s'est préoccupé également de la question de la réparation des accidents du travail dont les mutilés de la guerre pourraient être victimes.

Le principe du projet de loi est le même que celui de la proposition Lebey : l'Etat, dont le service a été la cause de l'aggravation des conséquences de l'accident du travail survenu à un mutilé, doit prendre à sa charge cette aggravation.

Le tribunal, chargé de liquider la rente de la loi de 1898 due à un mutilé de la guerre victime d'un accident du travail, déterminera la quote-part de la rente correspondant à la réduction de salaire provoquée par l'accident lui-même, et celle résultant de l'action aggravante de la mutilation de guerre. La première sera payée par le chef d'entreprise, la seconde correspondra à la part à la charge de l'Etat. Si cette part est inférieure au chiffre de la pension militaire, l'Etat n'aura rien à payer ; si elle est supérieure, la différence donnera lieu à une majoration de la pension.

Cette question faisait l'objet de l'article 29 du projet de loi.

Art. 29. — Lorsqu'un bénéficiaire de la présente loi sera

1. Chambre des députés, 1915, n° 1410.

victime d'un accident du travail, si la réduction permanente de salaire résultant de l'accident se trouve aggravée par le fait de l'infirmité de guerre préexistante, le chef d'entreprise sera tenu seulement des conséquences que le même accident aurait entraînées pour un ouvrier valide : la différence entre la rente à laquelle l'ouvrier a droit et la rente laissée à la charge du chef d'entreprise par le présent article incombera à l'Etat.

Pour déterminer cette différence, le tribunal, lors du règlement de l'accident, en fixant le chiffre de la rente due à l'ouvrier, établira d'une façon distincte la quote-part résultant de l'action aggravante du fait de guerre. Si la pension militaire, résultant des tarifs de la présente loi, est inférieure à cette dernière quotité, elle sera l'objet d'une majoration telle que la totalité de la pension ainsi payée par l'Etat représente exactement le montant de la dette dont il prend la charge.

La solution gouvernementale devait provoquer de sérieuses critiques.

Elle ne prévoyait pas des recettes compensatrices de la nouvelle charge incombant à l'Etat.

En faisant perdre aux pensions leur caractère forfaitaire et définitif, elle engageait imprudemment la responsabilité de l'Etat envers les blessés, non seulement à l'occasion des accidents du travail, mais, par voie de conséquence à l'occasion des accidents et même dans tous les événements de leur carrière,

sur lesquelles les blessures antérieures des pensionnés auraient eu une répercussion aggravante.

Elle créait, au profit des pensionnés militaires, employés dans l'industrie, une sorte de privilège dont étaient exclus les pensionnés agricoles, auxquels ne s'applique pas la loi sur les accidents du travail.

Ces critiques n'échappèrent pas au gouvernement, qui se rallia au système présenté par M. Honnorat.

*Examen des propositions Honnorat et Lebey par les
Commissions de la Chambre des députés*

La Commission d'assurance et de Prévoyance sociale de la Chambre des députés, chargée d'examiner les propositions de loi présentées par MM. Honnorat et Lebey, adopta, dans le rapport fait par M. Bonnevey, député, au nom de cette Commission, la proposition de M. Honnorat (1).

La Commission du Budget de la Chambre des députés approuva, de son côté, suivant l'avis rédigé par M. Arthur Groussier (2), les principes essentiels de la proposition Honnorat.

Toutefois, cette Commission suggéra certaines modifications relatives à l'établissement des taxes

1. Chambre des députés, 1916, n° 1717.

2. Chambre des députés, 1916, n° 1882.

qui devaient alimenter le fonds de prévoyance des mutilés de la guerre.

Faisant valoir qu'il était impossible d'évaluer les charges auxquelles aurait à faire face le fonds de prévoyance, la Commission du Budget proposait d'appliquer, pour la fixation des taxes prévues par la proposition de loi de M. Honnorat, la loi du 29 mai 1909 suivant laquelle la quotité des taxes à la charge des patentables est fixée non plus par la loi des finances, mais par décret pris et publié chaque année avant le 1^{er} juin pour l'année suivante.

D'autre part, la Commission du Budget signalait très justement que les risques d'accidents, dans les exploitations commerciales, sont infiniment moins considérables que dans les exploitations industrielles, et elle demandait que la contribution sur les patentes soit proportionnée à l'importance de chacun de ces risques, comme cela a du reste été établi pour la constitution du fonds de garantie destiné à assurer le paiement des rentes impayées par les industriels involvables. Ainsi, le décret du 28 mai 1915 a fixé pour 1916 à 3 centimes additionnels au principal des patentes la contribution demandée aux exploitations industrielles et à 12 millimes seulement celle demandée aux exploitations commerciales.

Les suggestions de la Commission du Budget furent soumises à la Commission d'Assurance et de Pré-

voyance sociales, qui s'en déclara satisfaite, dans un rapport supplémentaire fait par M. L. Bonnevey, et accepta en même temps, sur la demande de M. le Ministre du Travail, une réduction de la contribution des assureurs. Elle proposait en définitive à la Chambre des députés le vote du projet de loi suivant :

Article premier. — Toutes les fois qu'un mutilé de la guerre aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906, 18 juillet 1907 et 15 juillet 1914, l'ordonnance du président ou le jugement du tribunal qui fixera le montant des rentes pouvant résulter tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité de travail, devra indiquer expressément :

1° Si l'accident a eu pour cause exclusive la mutilation de guerre préexistante ;

2° Si la réduction permanente de capacité résultant de l'accident a été aggravée par le fait de ladite mutilation et dans quelle proportion.

Dans le premier cas, le chet d'entreprise aura droit au remboursement de la totalité des rentes mises à sa charge par l'ordonnance ou le jugement ; et, dans le second cas, de la quotité desdites rentes correspondant à l'aggravation ainsi déterminée.

Ce remboursement sera effectué sur les ressources d'un fonds spécial de prévoyance dit des « mutilés de la guerre »,

dont la gestion sera confiée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Tous les employeurs contribueront à la constitution de ce fonds spécial dans les conditions déterminées par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, les articles 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906 modifiée par celle du 26 mars 1908, l'article 4 de la loi du 18 juillet 1907 et l'article 6 de la loi du 15 juillet 1914.

En outre, il sera versé annuellement audit fonds, par les organismes d'assurance contre les accidents du travail, une contribution qui sera déterminée dans les formes établies à l'article 27, dernier alinéa, de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 31 mars 1905 en ce qui concerne les frais de contrôle et de surveillance des organismes assujettis à la loi ; cette contribution reste exclusivement à la charge des entreprises d'assurances.

Art. 2. — Un décret, rendu après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service confié par la présente loi à la Caisse nationale des retraites, et notamment les formes dans lesquelles ledit service effectuera le remboursement prévu au paragraphe 2 de l'article premier ci-dessus.

Art. 3. — Le taux des taxes à percevoir des chefs d'entreprise par application des dispositions qui précèdent sera fixé chaque année par décret conformément à la loi du 29 mai 1909.

A titre transitoire et pour l'année 1916, elles seront égales au tiers des taxes prévues :

1° Par le décret du 28 mai 1915, en ce qui concerne les patentés et les exploitants des mines ;

2° Par la loi du 13 décembre 1912, en ce qui concerne l'application des alinéas 2 et 3 de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 ;

3° Par l'arrêté du ministre du Travail fixant les frais de contrôle et de surveillance des organismes d'assurance pour l'année 1913.

Premier vote à la Chambre des députés

La proposition de M. Honnorat, modifiée comme nous venons de le voir, fut mise à l'ordre du jour de la séance du 24 mars 1916 de la Chambre des députés.

A cette séance, M. Métin, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale proposa, dans un but de simplification, d'accord avec la Commission du travail, deux modifications de l'article premier.

La première avait pour objet *d'exonérer* le chef d'entreprise de la quotité de la rente d'accident allouée à la victime ou à ses ayants-droit et correspondant à la réduction permanente de capacité due à la mutilation, alors que, dans le projet primitif accepté par la Commission, le chef d'entreprise avait

droit seulement au *remboursement* de cette quotité, dont il devait faire l'avance à la victime.

La seconde avait trait à la gestion financière du fonds de prévoyance confiée, non plus à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, mais à la Caisse des dépôts et consignations.

Enfin, M. le ministre du Travail, prévoyant que la loi en discussion ne pourrait entrer en application avant la fin de l'année 1916, proposait de fixer pour 1917, comme il avait été prévu pour 1916, la quotité des taxes à percevoir, à titre transitoire, des chefs d'entreprise et des assureurs.

Le projet de loi, ainsi modifié, fut voté sans discussion par la Chambre des députés. Nous en donnons le texte ci-après :

Article premier. — Toutes les fois qu'un mutilé de la guerre aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906, 18 juillet 1907 et 16 juillet 1914, l'ordonnance du président ou le jugement du tribunal qui fixera le montant des rentes pouvant résulter, tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité de travail, devra indiquer expressément :

1° Si l'accident a eu pour cause exclusive la mutilation de guerre préexistante ;

2° Si la réduction permanente de capacité résultant de l'accident a été aggravée par la dite mutilation et dans quelle proportion.

Dans le premier cas, le chef d'entreprise sera exonéré de la totalité des rentes allouées à la victime ou à ses ayants droit par l'ordonnance ou le jugement, et, dans le second cas, de la quotité des dites rentes correspondant à l'aggravation ainsi déterminée.

Le capital représentatif des rentes auxquelles s'appliquera cette exonération sera versé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse par prélèvement sur les ressources d'un fonds spécial de prévoyance dit « des Mutilés de la guerre », dont le fonctionnement sera assuré par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et la gestion financière par la Caisse des dépôts et consignations.

Tous les employeurs contribueront à la constitution de ce fonds spécial dans les conditions déterminées par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, les articles 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906 modifiée par celle du 26 mars 1908, l'article 4 de la loi du 18 juillet 1907, l'article 6 de la loi du 15 juillet 1914.

En outre il sera versé annuellement audit fond par les organismes d'assurance contre les accidents du travail, une contribution qui sera déterminée dans les formes établies à l'article 27, dernier alinéa, de la loi du 9 avril 1898, modifiée par celle du 31 mars 1905 en ce qui concerne les frais de contrôle et de surveillance des organismes assujettis à la loi ; cette contribution reste exclusivement à la charge des entreprises d'assurances.

Article 2. — Un décret rendu après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, dont

fera partie comme membre de droit le conseiller juridique du contrôle des assurances privées, déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service du « fonds de prévoyance ».

Article 3. — Le taux des taxes à percevoir des chefs d'entreprise par application des dispositions qui précèdent sera fixé chaque année par décret, conformément à la loi du 29 mai 1909.

A titre transitoire et pour les années 1916 et 1917, elles seront égales au tiers des taxes prévues :

1° par le décret du 28 mai 1915, en ce qui concerne les patentes et les exploitants de mines.

2° Par la loi du 13 décembre 1912 en ce qui concerne l'application des alinéas 2 et 3 de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 ;

Par l'arrêté du ministre du Travail fixant les frais de contrôle et de surveillance des organismes d'assurance pour l'année 1913.

Vote de la loi au Sénat

Le projet de loi voté par la Chambre des députés le 24 mars 1916, fut présenté au nom du gouvernement au Sénat, par M. Ribot, ministre des Finances, le 30 mars 1916, et renvoyé, pour examen, à la Commission nommée le 21 février 1901 pour l'étude des questions relatives aux accidents du travail.

M. Henry Boucher, au nom de cette Commission,

rédigea un rapport très complet sur la question (1). Tout en se déclarant complètement d'accord avec le gouvernement sur l'esprit de la loi votée par la Chambre des députés, il proposait certaines additions de détail ou modifications de rédaction.

M. Boucher critique, dans l'article premier du projet adopté par la Chambre des députés, l'expression « mutilés de la guerre », terme trop vague et de nature à soulever de nombreuses difficultés d'interprétation. Il veut préciser les bénéficiaires de la loi. Dans un premier projet, M. Henry Boucher étend et limite les effets de la loi à tout « militaire des armées de terre et de mer réformé n° 1 ou retraité par suite d'infirmité résultant de blessures ou de maladies contractées devant l'ennemi au cours de la guerre actuelle. »

Cette rédaction est de nouveau modifiée dans le projet de loi présenté définitivement au Sénat au nom de la Commission. D'après le texte rectifié la loi doit s'appliquer à tout militaire, marin et assimilé, atteint d'infirmités graves et incurables, résultant soit de blessures reçues au cours d'événements de guerre ou en service commandé pendant la guerre actuelle, soit de maladies contractées ou aggravées par suite des fatigues ou dangers de service pendant la guerre actuelle. »

1. Sénat, année 1916, n° 367.

D'autre part, l'article 1^{er} du projet de loi voté par la Chambre prévoyait que tous les employeurs contribueraient à la constitution du fonds de prévoyance dans les conditions déterminées par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898.

M. H. Boucher demande que les taux de la contribution des employeurs et des organismes d'assurances soient fixés chaque année par la loi de finances, ce qui, au besoin, permettra au Parlement de modifier ces taux, et éventuellement, de créer, au fonds de prévoyance, des ressources nouvelles ou différentes.

M. H. Boucher propose encore de prolonger jusqu'en 1918 la période transitoire pour laquelle le projet de loi règle la répartition et le chiffre des ressources nécessaires au fonctionnement de la loi.

Enfin, prévoyant la liquidation du fonds de prévoyance au décès du dernier des retraités de la guerre bénéficiaire de la loi, le rapporteur demande que les réserves qui auront pu être constituées soient versées au fonds de garantie institué par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898 pour le paiement des rentes d'accident au cas de défaillance des chefs d'entreprise débiteurs.

Pour tenir compte des observations ci-dessus, la Commission proposait au Sénat de substituer au texte voté par la Chambre des Députés, la nouvelle rédaction suivante :

Article premier. — Toutes les fois qu'un militaire, marin et assimilé, atteint d'infirmités graves et incurables résultant soit de blessures reçues au cours d'événements de guerre ou en service commandé pendant la guerre actuelle, soit de maladies contractées ou aggravées par suite des fatigues ou dangers de service pendant la guerre actuelle aura été victime d'un accident du travail survenu dans les conditions prévues par les lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906, 18 juillet 1907 et 15 juillet 1914, l'ordonnance du président ou le jugement du tribunal qui fixera le montant des rentes pouvant résulter tant de sa mort que de la réduction permanente de sa capacité de travail, devra indiquer expressément :

1° Si l'accident a eu pour cause exclusive l'infirmité de guerre préexistante ;

2° Si la réduction permanente de capacité résultant de l'accident a été aggravée par le fait de ladite infirmité et dans quelle proportion.

Dans le premier cas, le chef d'entreprise sera exonéré de la totalité des rentes allouées à la victime ou à ses ayants droit par l'ordonnance ou le jugement ; et, dans le second cas, de la quotité desdites rentes correspondant à l'aggravation ainsi déterminée.

Le capital représentatif des rentes auxquelles s'appliquera cette exonération sera versé à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse par prélèvement sur les ressources d'un fonds spécial de prévoyance dit « des blessés de la guerre », dont le fonctionnement sera assuré par le ministre du Travail

et de la prévoyance sociale et la gestion financière par la Caisse des dépôts et consignations.

Le fonds spécial de prévoyance sera alimenté par une contribution des employeurs et des organismes d'assurance dont le taux sera fixé chaque année par la loi de finances suivant les modalités indiquées par les articles 25 de la loi du 9 avril 1898, 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906 modifiée par celle du 26 mars 1908, 4 de la loi du 18 juillet 1907 et 6 de la loi du 15 juillet 1914, en ce qui concerne les différentes catégories d'employeurs, et par l'article 27, dernier alinéa, de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 31 mars 1905, en ce qui concerne les organismes d'assurances ; la contribution de ceux-ci doit rester exclusivement à leur charge.

Article 2. — Un décret rendu après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, dont fera partie comme membre de droit le conseiller juridique du contrôle des assurances privées, déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service du fonds spécial de prévoyance visé par l'article précédent.

Article 3. — A titre transitoire et pour les années 1916, 1917 et 1918, les taxes à percevoir des chefs d'entreprise et des organismes d'assurances par application des dispositions qui précèdent, seront égales au tiers des taxes prévues :

1° Par le décret du 28 mai 1915, en ce qui concerne les patentés et les exploitants des mines ;

2° Par la loi du 13 décembre 1912, en ce qui concerne l'application des alinéas 2 et 3 de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 ;

3° Par l'arrêté du ministre du Travail fixant les frais de contrôle et de surveillance des organismes d'assurance pour l'année 1913.

Article 4. — Après apurement complet et définitif du fonds spécial de prévoyance des blessés de la guerre, le reliquat éventuel sera versé au fonds de garantie institué en matière d'accidents du travail par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898.

Le texte proposé par la Commission fut voté sans modification par le Sénat, à la séance du 26 octobre 1916.

*Vote par la Chambre du projet
modifié par le Sénat*

La Chambre des députés, à la séance du 24 novembre 1916, adopta le projet modifié par le Sénat et la loi, qui porte la date du lendemain, fut publiée au *Journal officiel* le 26 novembre 1916.

Le décret d'administration publique, prévu par l'article 2 de la loi du 25 novembre 1916, daté du 2 janvier 1917, a été publié au *Journal officiel* du 4 janvier 1917. Il détermine les conditions d'organisation et de fonctionnement du service du fonds spécial de prévoyance prévu par la loi. En voici le texte :

Article premier. — Le service du fonds spécial de prévoyance des blessés de la guerre, institué par les articles 1 et

2 de la loi du 25 novembre 1916, est assuré par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui délègue à cet effet le conseiller juridique du contrôle des assurances privées, notamment pour se pourvoir, en son nom et dans l'intérêt dudit fonds de prévoyance, devant tous magistrats conciliateurs et tous tribunaux compétents et y faire tous actes nécessaires.

Article 2. — La gestion financière du fonds spécial de prévoyance est assurée par la Caisse des dépôts et consignations, qui porte à cet effet à un compte de dépôts ouvert dans ses écritures au titre « Ministère du Travail. — Fonds spécial de prévoyance des blessés de la guerre victimes d'accidents du travail » :

1° Les versements effectués par le Trésor public et représentant le montant des taxes recouvrées en conformité des articles 1 et 3 de la loi du 25 novembre 1916;

2° Les revenus, les arrérages et le produit du remboursement ou de cession de valeurs acquises en conformité de l'article 7 du présent décret;

3° Les intérêts des fonds visés au second alinéa de l'article 6 ci-après et toutes autres sommes versées sur l'ordre du ministre du Travail.

Article 3. — Les dépenses de toute nature sont liquidées par le service du fonds spécial.

Le ministre du Travail fait face à leur montant par voie d'ordres de retraits sur les sommes existantes au fonds spécial. Chaque ordre est adressé à la Caisse des dépôts et

consignations; il indique expressément les noms et qualités des parties prenantes.

Article 4. — Les dépenses administratives de personnel et matériel afférentes au fonctionnement du service sont payées par la Caisse centrale du Trésor au moyen de prélèvements effectués au compte du fonds spécial sur l'ordre du ministre du Travail, dans les conditions visées à l'article précédent; leur montant est rattaché, chaque année, par voie de fonds de concours, au budget du ministère du Travail.

Article 5. — Les recettes et les dépenses sont imputées au « Fonds spécial de prévoyance » à compter, pour les recettes, du dernier jour de la dizaine et, pour les dépenses, du premier jour de la dizaine au cours de laquelle elles sont effectuées.

Article 6. — Les sommes existantes au compte sont bonifiées par la Caisse des dépôts et consignations d'un intérêt calculé à un taux égal à celui qui est servi à cet établissement par le Trésor pour son compte courant.

Les intérêts annuels sont liquidés et capitalisés au 31 décembre de chaque année.

Article 7. — Les ressources du fonds spécial excédant les sommes reconnues nécessaires à son fonctionnement peuvent être employées en valeurs de l'Etat ou en obligations des grandes compagnies de chemins de fer.

Ces emplois, ainsi que les aliénations de valeurs, sont effectués, sur l'ordre du ministre du Travail, par la Caisse des dépôts et consignations, moyennant le paiement des droits et frais de courtage.

Les achats en bourse entrent en compte du jour de l'acquisition, les remboursements de valeurs et les ventes, du jour de l'encaissement des fonds.

La Caisse des dépôts et consignations conserve les titres de rente et de valeurs mobilières faisant partie du portefeuille du fonds spécial de prévoyance.

Article 8. — Le ministre du Travail adresse au Président de la République un rapport annuel, publié au *Journal officiel*, sur le fonctionnement général du fonds spécial de prévoyance.

Article 9. — Les ministres du Commerce de l'Industrie, de l'Agriculture, du Travail, des Postes et des Télégraphes et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

III. — Examen de la loi du 25 novembre 1916 et du décret du 2 janvier 1917

Le Parlement, en votant la loi du 25 novembre 1916, a voulu maintenir, au bénéfice des mutilés de la guerre, l'application du principe du risque professionnel, qui est à la base de la loi du 9 avril 1898.

Suivant ce principe bien connu, le chef d'entreprise est responsable de tous les accidents, survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, indépendamment de toute idée de faute de sa part. L'in-

demnité allouée à la victime est forfaitaire et transactionnelle.

Elle est forfaitaire : au lieu d'être laissée à l'appréciation du juge elle est fixée par la loi, en prenant pour base le salaire au moment de l'accident, sans tenir compte de l'état physiologique antérieur de la victime.

Elle est transactionnelle : l'ouvrier, dispensé de prouver la faute du chef d'entreprise, supporte une part du préjudice subi.

Le Parlement a-t-il eu raison de prendre pour base de la nouvelle loi le principe du risque professionnel ?

On pourrait le contester.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, en analysant la proposition de loi de M. Lebey, c'est pour la Défense nationale, c'est dans l'intérêt de tous, que les mutilés de la guerre ont été atteints dans leur force de travail et dans leur valeur professionnelle. C'est donc sur tous sans exception que devrait peser le risque supplémentaire auquel ces mutilés exposent ceux qui leur procurent du travail. Il y a là, semble-t-il, une dette qui devrait être à la charge de la nation tout entière.

Cette opinion a été soutenue notamment par M. Maurice Alfassa dans son intéressante étude sur l'emploi en industrie et en agriculture des blessés et

mutilés de la guerre et la loi sur les accidents (1).

La participation de l'Etat dans la réparation des accidents du travail concernant les mutilés nous paraît cependant avoir été sagement écartée par le Parlement.

Nous avons déjà eu l'occasion, en examinant la proposition de loi Lebey, de signaler quelques critiques relatives à la participation de l'Etat.

De plus, comme l'a écrit M. Boucher, sénateur, « en méconnaissant le principe du risque professionnel et en faisant intervenir l'Etat dans le fonctionnement de la loi sur les accidents, elle (la proposition Lebey) en ébranlait l'autorité et menaçait l'autonomie si intéressante des institutions qui l'appliquent » (2).

A d'autres point de vue également la participation de l'Etat dans la réparation des conséquences des accidents du travail survenant aux mutilés ne nous paraît pas justifiée.

Comme nous l'avons déclaré plus haut, l'Etat a pour devoir strict, pour devoir absolu auquel il ne cherche pas d'ailleurs à se soustraire — d'allouer généreusement à tous les grands blessés, à tous ceux qui ont sacrifié une partie de leur force pour la défense de la Patrie, une pension qui compense le plus largement possible les infirmités fonctionnelles

1. *Le Correspondant*, juillet 1915.

2. Rapport cité.

conséquence de leurs blessures. Il ne faut à aucun prix que l'infirmité de guerre soit une cause de misère ; mais ce serait engager l'Etat au delà de ses obligations que de lui faire supporter une partie des indemnités d'accidents du travail, qui, bien longtemps après les hostilités, pourront être dues aux mutilés de la guerre.

Un chef d'entreprise n'intervient pas dans le règlement des conséquences d'un accident du travail survenant chez un nouveau patron à un de ses anciens ouvriers blessé une première fois à son service. L'Etat, qui peut être assimilé à un employeur de main-d'œuvre, ne doit pas intervenir davantage dans les accidents du travail dont pourront être victimes les mutilés de la guerre.

De même que le salaire des mutilés est à juste titre indépendant de la pension et est basé uniquement sur les capacités de travail, de même le règlement des accidents du travail doit avoir lieu pour les mutilés dans les mêmes conditions que pour un ouvrier ordinaire, sans intervention de l'Etat.

S'il en était autrement, l'Etat se trouverait, pour les mutilés ayant repris le travail, dans une situation plus mauvaise que pour les mutilés vivant uniquement de leur pension, puisque, par le fait même du travail et des accidents qui en seraient la conséquence, ses charges se trouveraient augmentées.

Dans ces conditions, il nous semble équitable que

le commerce et l'industrie, qui bénéficieront du travail des mutilés, supportent la réparation complète des accidents dont ceux-ci peuvent être victimes. Cette solution est d'autant plus juste que le commerce et l'industrie dans leur ensemble retireront incontestablement un avantage général du travail des mutilés. Ce travail, en effet, atténuera la crise de main-d'œuvre, résultant, hélas, des nombreux sacrifices de vies humaines que la victoire nous aura coûtés.

Toutefois, s'il est juste que le commerce et l'industrie supportent la réparation intégrale des accidents du travail concernant les mutilés, il serait injuste que les entreprises qui, par la nature même de leurs travaux, sont particulièrement appelées à employer les mutilés, aient seules cette charge, alors que les entreprises nécessitant l'emploi d'une main-d'œuvre entièrement valide en seraient affranchies. Toutes les entreprises doivent participer également à cette charge parce que toutes ont le même intérêt direct ou indirect à l'emploi des mutilés. Celles de la seconde catégorie ne bénéficient-elles pas de la main-d'œuvre valide laissée à leur disposition par les entreprises de la première catégorie qui emploient les mutilés ?

Ainsi se justifie la création du Fonds de prévoyance prévu par la loi du 25 novembre 1916, qui constitue, en quelque sorte, un organisme de réassurance par

l'ensemble du commerce et de l'industrie, des chefs d'entreprise occupant des mutilés.

Si nous admettons sans réserve le principe qui est à la base de la loi du 25 novembre 1916, nous regrettons que cette loi impose aux assureurs une contribution, quelque modique soit elle, au Fonds de prévoyance.

Il eût été plus logique et préférable de répartir uniquement entre les industriels et commerçants les frais supplémentaires résultant, par le fait du risque accidents, de l'emploi des mutilés.

La participation imposée aux assureurs est d'abord contraire au principe du risque professionnel.

Rien en effet, sauf en ce qui concerne leurs employés, ne les rattache au risque professionnel, et ne justifie leur contribution. Les assureurs n'interviennent pas dans la constitution du fonds de garantie prévu par l'article 24 du projet de la loi du 9 avril 1898. Ils auraient dû, par cela même, être laissés en dehors du fonds de prévoyance des blessés de guerre.

La contribution des assureurs n'aura pas d'ailleurs pour effet, comme le législateur l'a voulu, de procurer au commerce et à l'industrie une économie réelle. Ceci n'est point possible pour les Sociétés Mutuelles, puisque leur cotisation retombera naturellement sur les sociétaires, qui sont précisément les employeurs.

En ce qui concerne les Sociétés d'assurances, elles

restent maîtresses de leurs tarifs, et, malgré le texte de l'article premier de la loi d'après lequel leur contribution doit rester exclusivement à leur charge, il sera toujours possible à la Société d'assurance qui ne consentira pas à accepter volontairement cette contribution, de la faire payer par l'assuré.

En définitive, le commerce et l'industrie paieront la cotisation imposée aux assureurs. Ces critiques n'avaient point échappé à M. Boucher.

M. Boucher ne crut pas cependant devoir proposer au Sénat la suppression de la contribution des assureurs, pour ne point retarder le vote de la loi et aussi parce que cette contribution avait été généreusement offerte, au début de l'étude de la question, par le consortium des assureurs contre les accidents du travail.

Nous le regrettons d'autant plus que le Sénat apporta, comme nous l'avons vu, certaines modifications au projet adopté par la Chambre des députés, modifications qui nécessiteront son retour à cette Chambre. La suppression de la clause relative à la contribution des organismes d'assurance aurait pu être réalisée du même coup sans aucun retard.

Après avoir examiné le principe qui est à la base de la loi du 25 novembre 1916, il nous reste à étudier le texte de cette loi et du décret qui en est la suite et à indiquer les critiques que ces textes soulèvent.

La loi du 25 novembre 1916 présente tout d'abord le défaut d'être incomplète.

Elle ne s'occupe que des accidents du travail entraînant une incapacité permanente ou la mort. Elle laisse de côté les accidents donnant lieu seulement à une incapacité temporaire de travail.

Les textes des propositions des lois et des différents rapports qui ont été rédigés sur la question sont muets sur ce point et il semble qu'il y ait là un oubli du législateur.

L'aggravation des charges qui peuvent résulter pour le chef d'entreprise de l'emploi des mutilés de la guerre existe cependant aussi bien pour les accidents entraînant une incapacité temporaire, que pour ceux entraînant une incapacité permanente ou la mort.

Les premiers mêmes paraissent devoir être particulièrement nombreux et seront le plus généralement provoqués par la maladresse du mutilé, résultant de son infirmité de guerre. Les augmentations importantes des salaires ouvriers ces derniers temps rendront encore, au chef d'entreprise, la réparation des accidents entraînant une incapacité temporaire relativement plus onéreuse que celle des accidents suivis d'incapacité permanente ou de mort.

En effet, il nous suffira de rappeler que l'indemnité fixée par la loi, au cas d'incapacité temporaire, est représentée par une indemnité journalière égale à la

moitié du salaire, sans aucune réduction dégressive quel que soit le montant du salaire.

Au contraire, au cas d'incapacité permanente ou de mort, la loi du 9 avril 1898 ne donne ses pleins effets que jusqu'à concurrence d'un salaire annuel de 2.400 francs et, pour le surplus, les rentes ne sont calculées que sur le quart des salaires.

Il est à souhaiter que le Parlement reprenne cette question et étende le bénéfice de la loi du 25 novembre 1916 aux accidents entraînant une incapacité temporaire.

De même cette loi ne s'applique pas aux accidents dont peuvent être victimes les mutilés pendant leur séjour dans les écoles de rééducation professionnelle.

Ces accidents paraissent devoir être très fréquents en raison de l'inexpérience des mutilés et il y a intérêt à ce que le Parlement, par une loi spéciale, règle cette question.

D'un autre côté, il est fâcheux que le décret du 2 janvier 1917, prévu par la loi du 26 novembre 1916 comme devant fixer « les conditions d'organisation et de fonctionnement du service du fonds spécial », se soit borné à énoncer des principes de comptabilité, sans préciser la procédure à suivre.

La loi (article 1^{er}) se contente de mentionner que l'ordonnance ou le jugement fixant la rente devra indiquer si « l'accident a eu pour cause exclusive l'infirmité de guerre préexistante, si la réduction perma-

nente de capacité résultant de l'accident a été aggravée par le fait de ladite infirmité et dans quelle proportion. »

Il semble dès lors que le certificat médical, qui servira de base au règlement, et qui contiendra une appréciation du genre de celle prévue par la loi du 25 novembre 1916, sera suffisant pour engager la responsabilité du fonds de prévoyance et laisser à sa charge tout ou partie de la pension à servir au blessé.

Mais on peut se demander s'il dépendra seulement des parties en cause (patron et ouvrier) de mettre en jeu cette responsabilité, et si l'Etat, qui n'aura été ni appelé ni représenté, pourra être valablement condamné au service des diverses prestations allouées par la décision judiciaire.

L'article premier du décret du 2 janvier 1917 indique bien que le conseiller juridique du contrôle des assurances privées sera délégué « pour se pourvoir, au nom du ministre du Travail, devant tous magistrats conciliateurs et tous tribunaux compétents et y faire tous actes nécessaires ». Mais ces dispositions semblent viser une seconde instance, une sorte d'opposition à la décision rendue. Et il est bon de rappeler que plusieurs auteurs et une jurisprudence abondante admettent que les ordonnances de conciliation ne sont susceptibles d'aucune voie de recours.

En vue de préciser ces divers points nous avons eu,

au ministère du Travail, un entretien avec M. Sumien, Conseiller Juridique du Contrôle des assurances privées, qui nous a très aimablement fourni les renseignements suivants sur les conditions d'application de la loi et notamment sur la question de procédure.

Le fonds de prévoyance, dit des « blessés de la guerre », créé par la loi du 25 novembre, étant représenté par M. le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, celui-ci, pour tout accident du travail concernant un mutilé, devra être mis en cause, de façon que la décision, déterminant la portion à laquelle le fonds de prévoyance peut être tenu pour le paiement de la rente, puisse être opposable au ministre du Travail.

Le ministre du Travail devra être cité devant le magistrat conciliateur, et, au cas où les parties n'ayant pu se concilier, l'affaire serait renvoyée devant le Tribunal civil, il devra être assigné en garantie devant le Tribunal.

La citation ou l'assignation seront faites à M. le ministre du Travail, dans les bureaux de M. le Conseiller Juridique du Contrôle des assurances privées, 80, rue de Varenne, à Paris.

Au cas d'une condamnation obtenue sans que le ministre du Travail ait été mis en cause, celui-ci, aux termes d'une jurisprudence constante (Cass. 27 mai 1910, 29 mai 1911, 26 janvier, 3 avril, 2 juillet 1912) serait recevable à former tierce opposition.

La loi nouvelle ne déroge en rien à celle du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et, par conséquent, le débiteur de l'indemnité intégrale vis-à-vis de l'ouvrier, reste le patron ou, éventuellement, l'assureur, en vertu de la substitution légale prévue par l'article 16 de la loi de 1898. Le fonds spécial de prévoyance garantit, jusqu'à due concurrence, le patron ou l'assureur, mais aucun lien de droit ne saurait être établi, par l'ordonnance de conciliation ou par le jugement, entre le blessé et le fonds de Prévoyance.

Enfin la loi du 25 novembre 1916 n'ayant pas d'effet rétroactif, ne s'applique pas aux accidents survenus antérieurement à sa promulgation, alors surtout que la contribution des employeurs et assureurs prévue à l'article 3 de ladite loi, n'est mise en recouvrement qu'à partir de l'exercice 1917.

D'un autre côté, la question posée de savoir si l'Etat devait contribuer comme les autres employeurs à la constitution du fonds de prévoyance.

Nous trouvons la réponse dans *le Bulletin des usines de guerre* du 7 mai 1917. « Le ministre des Finances, après avis du sous-secrétariat d'Etat du Travail et de la Prévoyance sociale, vient de décider que l'Etat doit conserver directement la charge complète des indemnités dues pour les accidents du travail aux employés dans ses établissements.

« Par conséquent, il n'y a pas lieu pour l'Etat industriel, de contribuer à la constitution d'un fonds

auquel il ne fera pas appel, et il convient par suite de s'abstenir du paiement des taxes prévues à l'article 3 de la loi du 25 novembre 1916. »

En résumé, bien que, sur certains points, elle nous semble incomplète ou imprécise, la loi du 25 novembre 1916 n'en constitue pas moins une mesure excellente, et tout permet de croire qu'elle aura pour résultat de faciliter l'emploi industriel des blessés et mutilés de la guerre, à l'avantage réciproque des patrons et ouvriers.

La Protection contre l'invalidité et la maladie

Si les mutilés ont à redouter, plus que leurs camarades de travail, les accidents, on peut affirmer encore qu'ils ont, plus qu'eux aussi, à redouter la maladie et l'épuisement plus rapide de leurs forces physiques. Il est donc juste de les préserver autant que possible contre ces deux dangers. M. Honnorat s'est préoccupé également de cette question et a défini ainsi le but à atteindre et les moyens à mettre en œuvre :

« Mais les mutilés ne seront pas seulement exposés à des accidents ; la maladie les guette et l'invalidité complète peut venir pour eux beaucoup plus tôt que pour les autres travailleurs. Doit-on les y laisser sans défense ? Je ne le pense pas et c'est

pour cela même que, par une autre proposition de loi, avec un grand nombre de mes collègues, je demande au Parlement de compléter son œuvre en instituant une assurance contre l'invalidité et la maladie.

« Ce que serait cette assurance ? A la fois une assurance contre l'invalidité prématurée entraînant une incapacité absolue et permanente de travail et contre les risques de maladie. En ce qui concerne l'invalidité, l'assurance serait organisée conformément aux dispositions de la loi sur les retraites ouvrières avec des avantages spéciaux, bonification maximum, exemption de délais, bénéfice du régime transitoire sans aucune condition, allocations spéciales, etc. En ce qui concerne la maladie, l'assurance est réalisée, soit par des organismes d'Etat, soit par l'affiliation obligatoire à une société de secours mutuels, agréée au préalable par le ministère du Travail et ayant accepté de prendre divers engagements particuliers : soins gratuits, paiement d'allocation au malade ou indemnités à la famille, en cas de traitement hors domicile, de 1 fr. 25 par jour majorés de 0 fr. 50 par enfant de moins de seize ans, réassurance, etc.

« De plus, notre proposition accorde des allocations annuelles de l'Etat, de 18 francs pour les assurés contre l'invalidité et de 12 francs pour les assurés contre la maladie, ces deux sommes étant

perçues par la société de secours mutuels qui assure l'intéressé et des subventions à celles de ces sociétés qui sont agréées. Enfin nous proposons d'étendre cette assurance aux victimes civiles de la guerre.

« Notre proposition est actuellement soumise à la Commission interministérielle, qui siègera au ministère de l'Intérieur sous la présidence de M. le sénateur Steeg. Nous espérons fortement qu'elle sera votée un jour prochain et que devenue loi, elle contribuera à la solution du problème des mutilés. (1) »

Nous souhaitons que la proposition de loi de M. Honnorat soit votée à bref délai et qu'elle paracheève utilement les mesures prises pour la protection des mutilés dans l'industrie.

Proposition Siegfried

Enfin, malgré la longueur de notre travail, nous croirions être incomplet, si nous ne signalions au moins pour mémoire, quoique ne rentrant pas dans le cadre de notre thèse, la proposition de loi de M. Jules Siegfried tendant à faciliter l'application aux mutilés et blessés pensionnés des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété, les petites exploitations rurales et le crédit immobilier (2).

1. *L'Œuvre Economique*, 25 février 1917, p. 117.

2. Chambre des députés 1916, n° 1958.

CONCLUSION

Nous avons suivi le mutilé durant toute sa vie nouvelle de travailleur.

Nous nous sommes efforcé d'étudier, sous ses aspects divers ce grave et angoissant problème, qui consiste à recréer, dans l'intérêt de tous, des invalides et de la nation, tant au point de vue économique qu'au point de vue moral, une classe de travailleurs, presque inconnue jusqu'ici, mais digne du plus grand intérêt. Combien nombreux les blessés qu'a déjà faits et que laissera après elle l'atroce et gigantesque mêlée !

Ce problème, si complexe, si vaste, si délicat, nous avons dû l'examiner par fraction, pour ainsi dire, par tranche. Ces fractions ont un lien entre elles, un lien étroit, et, souvent, l'oubli de ce lien, de ce tout complet que forme le problème a été la cause de fautes et d'erreurs.

Résumons-nous et précisons les vérités qui nous paraissent résulter de notre étude.

I. — Nous avons pris le mutilé à l'hôpital, quand

sa blessure cicatrisée laisse prévoir une impotence. Nous avons vu la marche qu'on lui fait suivre à travers les salles de physiothérapie, de mécanothérapie, etc., pour assurer sa rééducation fonctionnelle.

Puis, nous avons examiné la première grande phase du problème : la rééducation professionnelle. Nous avons conclu, après observations et expériences :

- 1° A une rééducation professionnelle immédiate ;
- 2° A une orientation professionnelle obligatoire, autant qu'il se peut vers le premier métier, à défaut, vers un métier approchant, ou, enfin, vers un métier nouveau, après examen médical et technique, métier à exercer dans la même région ou dans le même milieu ;
- 3° A l'institution *des écoles de blessés*, seules capables de mener à bien la rééducation pourvu qu'elles réalisent des conditions déterminées de compétence, de surveillance et d'hygiène ;
- 4° A la nécessité d'une loi par laquelle l'Etat utilisant soigneusement les initiatives privées, les subventionnant, les contrôlant à la fois avec tact et fermeté, prendrait en mains, aidé des concours de tous, la réadaptation des invalides, réadaptation conduite suivant des règles bien établies d'après l'expérience.

II. — Le mutilé étant ainsi rééduqué, nous avons

envisagé son placement et conclu aux nécessités suivantes :

1° Réserver les emplois publics aux seuls mutilés *absolument* incapables d'occuper un emploi dans le commerce, l'industrie ou l'agriculture ;

2° Placer les rééduqués suivant leur profession antérieure, principe découlant de celui admis pour la rééducation professionnelle, notamment ramener à la terre tous les agriculteurs et ouvriers de professions annexes ;

3° Créer un office unique, aux attributions étendues mais bien définies, supprimer les offices divers établis par suite des malentendus que nous avons signalés, et adopter dans leurs grandes lignes, pour arriver à ce résultat, les conclusions du rapport de M. Durafour.

4° Ne pas rendre obligatoire l'emploi des mutilés tout au moins aux entreprises privées.

III. — Nous avons accompagné le mutilé à l'usine. Nous avons recherché les principaux moyens à mettre en œuvre pour assurer sa sécurité. Nous avons conclu :

1° A la gratuité absolue pendant toute la vie, des soins médicaux et des fournitures pharmaceutiques nécessités par la blessure de guerre et la réparation des appareils de prothèse au fur et à mesure de leur usure (projet de loi de MM. Connevot et Dalbiez) ;

2° A l'établissement légal du salaire normal cal-

culé sans tenir compte de la pension reçue et de la mutilation en elle-même et basé uniquement sur les facultés productives du mutilé (proposition de loi de M. Durafour) ;

3° A l'institution de règlements d'ateliers pour éviter tout conflit entre ouvriers valides et ouvriers rééduqués ;

5° A l'application du Taylorisme des mutilés au travail et également des mesures de sécurité en usage aux Etats-Unis pour diminuer le nombre et l'importance des accidents du travail.

IV. — Enfin nous avons examiné le cas du mutilé sortant de l'usine, soit à la suite d'un accident, soit par maladie, soit par vieillesse ou invalidité.

Nous avons reconnu à la vérité juridique et la sagesse de la loi du 25 novembre 1916 concernant les mutilés de la guerre victimes du travail, bien qu'elle soit, sur certains points, incomplète ou imprécise.

Pour l'invalidité, nous avons conclu à l'adoption de la proposition de loi de M. Honnorat, tendant à l'institution d'une assurance contre l'invalidité et la maladie en faveur des mutilés.

3° Enfin nous avons signalé l'heureuse proposition de M. Siegfried tendant à faciliter aux mutilés de la guerre l'application des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété et le crédit immobilier.

Et maintenant, regardant la question dans son ensemble, nous estimons que toutes les réponses de

détail, que toutes les solutions du problème étudié par tranches, doivent, réunies, apporter la solution générale du problème tout entier.

Nous demandons qu'une grande loi, établie sur les bases résumées ci-dessus forme le *statut* des mutilés. Les initiatives privées, si généreuses et si méritantes, ont fait souvent fausse route au milieu des divergences d'opinions et des moyens employés. Elles ont manqué de guides compétents. Les pouvoirs publics ont aussi dispersé leurs efforts, sans direction sûre, et éparpillé quelques bienfaits en poussière. C'est donc au Parlement à agir. Qu'il se garde de tomber dans les mêmes erreurs. Il faut qu'il sache voir clairement, d'une vue simple et unique. Que le Sénat et la Chambre, en face de la multitude des propositions de lois, des contre-projets et des rapports (dont les deux principaux demeurent celui de M. Durafour devant la Chambre et celui de M. Strauss devant le Sénat), ne se laissent point aller à faire diverses petites lois qui peuvent se contredire entre elles, ou à créer des Offices épars se heurtant les uns les autres. Nous lui demandons ce *statut* des mutilés.

Il *peut* être établi immédiatement, maintenant que l'expérience (hélas ! souvent malheureuse), a produit tous ses fruits, maintenant que l'examen de toutes les questions a été fait très attentivement, non seulement en France, mais dans tous les pays que nous

avons signalés, maintenant, que rien ne demeure dans l'ombre et que l'accord est presque conclu sur tous les points, maintenant qu'il suffit de faire œuvre d'ensemble et d'unité.

Il *doit* être établi immédiatement, car il y a urgence absolue. Trop de temps a été perdu. Des mutilés désirent une rééducation véritable et rationnelle, d'autres attendent un placement digne d'eux, d'autres espèrent des sympathies efficaces. Des patrons veulent aussi connaître leurs devoirs et leurs droits. Enfin, la France elle-même attend, de cette loi, non au lendemain de la victoire, mais dès ce jour, un appoint considérable et combien intéressant, pour l'armée des travailleurs, et, par suite, pour le pays un instrument de relèvement rapide et de durable prospérité.

Vu : le Président de la thèse,

R. JAY

Vu : pour le Doyen,
l'Assesseur

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

- Cowee (Alvin)*. — Plans d'ensemble contre les accidents et mesures de Sécurité. Compagnie d'assurance « Utica », New-York.
- Bittard (A. -L.)*. — Les Ecoles de blessés, 1917. Félix Alcan, Paris.
- Borne (Dr)*. — De la rééducation et de la réadaptation au travail des blessés et des mutilés de la guerre, 1915. Masson et C^{ie}, Paris.
- La Rééducation et la réadaptation au travail des blessés et des mutilés de la guerre (Extrait du Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'Industrie nationale, juillet-août 1915. Renouard, Paris.)
- Hurst (C^e)*. — Le Problème de la main-d'œuvre, la Taylorisation et son application aux conditions industrielles de l'après-guerre — 1916 — Librairie de l'Ecole des travaux publics. Paris.
- Mosny (Dr)*. — La Rééducation professionnelle et la réadaptation au travail des estropiés et mutilés de la guerre. (Extrait du Bulletin de l'Académie de médecine).
- Pauew (Léon de)*. — La rééducation professionnelle des mutilés, 1917. Berger-Levrault, Paris.
- Souchon*. — La Remise au travail des mutilés (Extrait du Bulletin de la Société d'Encouragement pour l'In-

dustrie nationale, mai-juin 1916. Renouard, Paris).
Ministères du Travail et de la Prévoyance sociale de la guerre
et de l'Intérieur. Office national des mutilés et
réformés de la guerre. Imprimerie Nationale, Paris.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Astier, sénateur. — Avis au nom de la Commission des
Finances sur la proposition de loi Rameil, adoptée
par la Chambre des députés. Sénat-Annexes, 1916,
n° 453.

Bonnevay (L.), député. — 1^o Rapport fait au nom de la Com-
mission d'Assurance et de Prévoyance sociale :
a) sur la proposition de loi de M. A. Honnorat ;
b) sur la proposition de loi de M. A. Lebey ; c) sur
l'article 29 du projet de loi tendant à modifier la
législation des pensions des armées de terre et de
mer. Chambre des députés, session de 1916,
n° 1717 ;
2^o Rapport supplémentaire. Chambre des députés,
session de 1916, n° 1913.

Boucher (H.), sénateur. — Rapport fait au nom de la Com-
mission chargée d'examiner le projet de loi, adopté
par la Chambre des députés, concernant les mutilés
de la guerre victimes d'accidents du travail. Sénat-
Annexes, 1916, n° 367.

Brunet (F.), député. — Rapport fait au nom de la Commis-
sion d'Assurance et de Prévoyance sociale sur la
proposition de loi de M. Rameil. Chambre des
députés, session de 1916, n° 1915.

Durafour, député. — Rapport fait au nom de la Commission
du travail sur les propositions de loi de MM. A.
Pressemane et M. Viollette. Chambre des députés,
session de 1916, n° 2486.

Groussier (A.), député. — Avis présenté au nom de la Commission du Budget, sur les propositions de loi de M. A. Honnorat et de M. Lebey, Chambre des Députés, session de 1916, n° 1882.

Honnorat (A.), député. — Proposition de loi instituant un fonds spécial de garantie pour les mutilés de la guerre victimes d'accidents du travail. Chambre des députés, session de 1915, n° 1065.

Lebey (A.), député. — Proposition de loi tendant à compléter pour les seuls blessés ou mutilés de guerre la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Chambre des députés, session de 1915, n° 1126.

Nouhaud (E.), député. — Proposition de résolution tendant à la rééducation professionnelle agricole des blessés et mutilés de la guerre. Chambre des députés, session de 1916, n° 1693.

Pressemane (A.), député. — Proposition de loi tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre. Chambre des députés, session de 1916, n° 1335.

Rameil (P.), député. — Proposition de loi tendant à établir la rééducation professionnelle des blessés et mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires. Chambre des députés, session de 1915, n° 1474.

Siegfried (J.), député. — Proposition de loi tendant à faciliter l'application, aux mutilés et blessés pensionnés et aux veuves et enfants pensionnés des militaires tués à l'ennemi ou morts de leurs blessures ou de maladies contractées au cours des hostilités, des lois sur les habitations à bon marché, la petite propriété, les petites exploitations rurales et le crédit immobilier. Chambre des députés, session de 1916, n° 1958.

Strauss (P.), sénateur. — Rapport fait au nom de la Com-

mission de l'armée chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessures et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires Sénat annexe 1916, n° 261.

Viollette, député. — Proposition de loi tendant à créer un Office national pour le placement des réformés de la guerre Chambre des députés, session 1915, n° 1537.

